

Des «prothèses pour la démocratie» ?

La démocratie est-elle quantifiable ? C'est la question cruciale à laquelle sont parvenus, à l'aube d'une troisième semaine de pourparlers, l'opposition et le pouvoir polonais. D'accord pour la légalisation de Solidarité, ont dit les représentants du POUF (le parti au pouvoir), à condition que vous soutenez nos réformes politiques et économiques. Dans le domaine politique, cela signifie que l'opposition accepte de participer à des élections parlementaires à l'issue desquelles elle ne pourra obtenir, en aucun cas, plus de 40 % des sièges. Un début d'accord sur cette base s'est dégagé à Varsovie samedi 18 février.

Les modalités restent à définir. Combien de démocratie les autorités accorderont-elles ? Un tiers, 40 %, deux cinquièmes ? L'expérience est inédite et consiste, si l'on se croit les porte-parole de Solidarité, à laisser se dérouler des élections totalement libres dans environ un tiers des circonscriptions. Car, pour l'instant, des élections libres au niveau national, pour la totalité des mandats, seraient impossibles. Après plus de quarante ans de jeux truqués, aucun politicien polonais, du pouvoir ou de l'opposition, n'ose se dire prêt à un tel choc, que la grande population envisagerait peut-être volontiers.

Il faut donc, comme le dit si joliment le professeur Bronisław Geremek, principal stratège de Solidarité en la matière, trouver des «prothèses à la démocratie» pour une période transitoire qui permettrait d'assurer en douceur le passage vers la démocratie, la vraie, la démocratie à 100 %. Pour le POUF, cela passe par l'instauration d'une fonction de président de la République qui disposerait de larges pouvoirs — un rôle, on le devine, taillé sur mesure pour le général Jaruzelski.

Cela passe aussi par l'élection, à la fin du printemps, d'un nouveau Parlement (la Diète), dont les 460 sièges seraient «grosses modes» répartis à l'avance entre le pouvoir et l'opposition : à concurrence de 60 et 40 %. Des divergences subsistent toutefois sur la manière de procéder au partage : le POUF semble envisager une répartition préalable des circonscriptions, alors que Solidarité paraît plutôt favorable à l'organisation d'un scrutin libre et démocratique dans un tiers des circonscriptions, qu'elle penserait sans doute remporter.

On le voit, si le principe d'une démocratie partielle est officiellement acquis, du chemin reste à faire pour le mettre en œuvre. Les discussions de samedi ont été «très vives», selon Solidarité, qui ne perd pas de vue les autres réformes sans lesquelles son rôle ne sera que symbolique : celle des tribunaux, par exemple, et la fin du monopole de l'information. Même s'il cherche à sauver les meubles, le pouvoir polonais a au moins le mérite d'avoir accepté le dialogue avec l'opposition. On ne peut pas en dire autant des autorités tchécoslovaques, qui s'apprêtent à juger, mardi 21 février, le dramaturge Václav Havel. Cet homme, internationalement connu, risque deux ans et demi de prison pour avoir participé à une manifestation pacifique au moment où, à Vienne, la Tchécoslovaquie approuvait le document de la CSCE sur les droits de l'homme. Décidément, le fossé se creuse à l'est entre pouvoirs réformistes et conservateurs.

(Lire nos informations page 38.)

La rentrée de l'URSS sur la scène du Proche-Orient

M. Chevardnadze rencontre au Caire le chef de la diplomatie israélienne

Après les étapes syrienne et jordanienne de sa tournée au Proche-Orient, M. Edouard Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, est arrivé lundi matin 20 février au Caire pour une visite officielle de quatre jours en Egypte. Cette visite, a déclaré le chef de la diplomatie soviétique à son arrivée, «confirme qu'une nouvelle étape de coopération a

commencé entre les deux pays». Il devait être reçu en fin de matinée par le président Moubarak, et s'entretenait mercredi dans la capitale égyptienne avec le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens. Il devrait également rencontrer le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, avant de poursuivre sa tournée, qui le conduira en Irak et en Iran.

L'après-Kaboul

Comme de Gaulle jadis avec la guerre d'Algérie, M. Gorbatchev a compris depuis longtemps qu'il lui fallait se débarrasser du fardeau de la guerre d'Afghanistan pour que l'URSS retrouve son statut sur la scène internationale. Nulle trace d'humanisme ou de progressisme dans ce retrait, c'est uniquement l'intérêt national soviétique qui a été pris en compte. Le nouveau numéro un est suffisamment intelligent pour comprendre qu'il a déjà assez d'«Algérie françaises» sur les bras — avec toutes les Républiques musulmanes du Sud, soit soixante-dix millions d'habitants — pour ne pas y ajouter encore un Afghanistan soviétique.

Pas étonnant dans ces conditions que la diplomatie de Moscou dans la région se soit brusquement réveillée au lendemain du 15 février. Elle s'y préparait depuis longtemps, tant il est vrai que le Kremlin n'a jamais envisagé sérieusement de retarder son retrait. Au-delà de ce qui peut se passer à Kaboul, c'est bien en vertu d'un accord américano-soviétique que M. Gorbatchev a donné l'ordre à ses soldats de quitter l'Afghanistan. Cela signifiait certes que l'URSS avait perdu la guerre tout en sauvant la face, mais cela signifiait aussi que cette évacuation ne devait être que le prélude à de nouvelles initiatives.

C'est bien évidemment l'annonce de la tournée de M. Chevardnadze au Proche-Orient, entamée dès le lendemain du départ d'Afghanistan du dernier militaire soviétique, qui constitue l'essence de la nouvelle offensive diplomatique du Kremlin.

C'est une reprise de contacts avec cinq pays de la région — la Syrie, un allié difficile, la Jordanie, où aucun membre de la direction soviétique ne s'est rendu depuis un quart de siècle, l'Egypte, signataire des accords de Camp David, l'Irak et enfin l'Iran.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 6.)

Les menaces contre Salman Rushdie

Les Douze suspendent les visites de haut niveau en Iran

A la suite de la condamnation à mort de l'écrivain britannique Salman Rushdie par l'imam Khomeiny, les ministres des affaires étrangères des douze pays membres de la Communauté économique européenne, réunis lundi 20 février à Bruxelles, se sont mis d'accord pour rappeler en consultation leurs ambassadeurs en Iran et suspendre les visites de haut niveau dans ce pays. L'Espagne sera chargée d'informer Téhéran.

(Lire page 3.)

Détente entre la CEE et les Etats-Unis

La nouvelle administration américaine plus souple dans les négociations sur l'agriculture

PAGE 23

Menace de M. Marchais

L'accord PS-PC sur les municipales pourrait être remis en cause

PAGE 7

Optimisme chez les armateurs

Le transport maritime mondial profite de la croissance des échanges

PAGE 24

Le sommaire complet se trouve page 30

A l'appel des syndicats

Les gardiens de prison durcissent leur mouvement



(Lire page 10 l'article d'AGATHE LOGEART.)

Bataille des droites pour les municipales

Qui va réveiller Lyon ?

Après avoir consacré une semaine aux élections municipales à Marseille puis une semaine à Paris, nous commençons aujourd'hui une série de même nature sur Lyon, théâtre, comme en 1983, d'une compétition interne à la droite entre le maire sortant, M. Francisque Collomb, soutenu par l'UDF et par M. Raymond Barre, et M. Michel Noir (RPR).

LYON
de notre envoyé spécial

Qui ne sait qu'à Lyon la table est bonne ? Au carrefour de l'Europe, à deux heures de TGV de Paris, à deux pas de la Suisse, l'enseignement est bien accroché. Pas trop de problèmes pour allécher le client ! Le menu est aussi copieux que varié. Commerces traditionnels prospères, pétrochimie

solide, génie médical porteur d'avenir, textile repari, on n'y meurt pas de faim. N'empêche ! Lyon n'a jamais aimé que l'on s'intéresse de trop près à ses cuisines. Que l'on veuille renifler sous les couvercles des casseroles. Que l'on se mette en tête de la titiller sur ce qu'il est tout juste admis d'appeler à-bas ses «habitudes».

Pour vivre lyonnais, vivons cachés ! Lyon n'est pas Marseille. Cette ville a toujours eu l'intelligence de faire parler d'elle le moins possible. Lyon, ville qui travaille, ville qui avance, ville qui s'écoute, affiche l'équipe municipale sortante. Tout cela est vrai. Mais Lyon, aussi, ville qui respire mal, et cela se sait moins.

Le monde politique et le monde économique ont, dans cette ville, depuis longtemps leurs habitudes, confortées par un demi-siècle de gestion radicale à la Herriot, par presque vingt ans de «pradé-

lisme» sans odeur ni saveur et plus de dix ans déjà de pratiques à la Collomb pas toujours faciles à démêler derrière le paravent comode de l'apolitisme.

Les hommes d'affaires intervenaient peu sur la scène politique. Inutile puisqu'ils ont toujours réussi dans la coulisse à tirer des ficelles aisées à manier. Ils font des affaires, un point c'est tout. Les hommes politiques sont en place pour faciliter les affaires des hommes d'affaires. Un point c'est tout. Fatalement, ces habitudes créent des liens.

Si les électeurs savaient un cinquième de ce qui se passe, dit un jeune militant du CDS démocratisé par les pratiques de ses propres amis, il n'y aurait plus un seul votant.

DANIEL CARTON.

(Lire la suite page 8 et «Bataille de positions dans l'Ain» en Rhône-Alpes page 15.)

Le premier Festival de Leningrad

Vitalité du documentaire soviétique

La perestroïka est un produit qui se vend bien... Les Soviétiques, à l'assaut du capitalisme, découvrent soudain qu'ils sont détenteurs de trésors monnayables (en devises) se sont mis à brûler ce qu'ils avaient rêvé, à adorer ce qu'ils avaient traité par le mépris. A vouloir vendre tout et n'importe quoi, tandis que, venus des pays capitalistes, d'Amérique, d'Europe, du Japon, des intermédiaires et des marchands, qui arrivent là comme dans l'île au trésor, sont prêts à acheter n'importe quoi cherchant le peintre, le cinéaste, l'écrivain qui leur apportera le pactole.

LENINGRAD
de notre envoyée spéciale

A nouvelle Union des cinéastes, nouvelle organisation. Ainsi a-t-il été décidé que Leningrad, comme Moscou, aurait désormais son Union des cinéastes, comparable

à celle des Républiques soviétiques, indépendante de Moscou et dirigée par Alexis Guerman — le réalisateur de Dix jours sans guerre et de Mon ami Ivan Lapchine, — et que, parallèlement au Festival du film de Moscou de l'été, se tiendrait, tous les deux ans à Leningrad, en hiver, le Festival mondial de films documentaires.

Le premier vient d'avoir lieu : on projetait des documentaires inédits — officiels ou non — dans les salles de la ville et, jusque tard dans la nuit, à la Maison des cinéastes, tandis que la compétition officielle avait lieu à l'hôtel Leningrad, face au croiseur Aurora transporté là pour donner un décor historique et révolutionnaire à ce grand hôtel moderne transformé pour une semaine en caravansérail de la pellicule.

On y parlait peu de Marx ou de révolution. On vous incitait plutôt à aller voir la belle exposition consacrée à la peinture du début du vingtième siècle, sortie pour la première fois des réserves du Musée russe, ou bien celle qui

était consacrée à «L'avant-garde des années 1970-1980», représentée par plus de deux cents artistes de Leningrad, depuis «l'ancêtre» Roukhine, brûlé vif dans sa datcha en 1976 à trente-trois ans, jusqu'à des peintres s'exerçant à tous les genres de l'art contemporain, le plus jeune étant âgé de seize ans.

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 14.)

Le Monde ÉCONOMIE

L'emploi des immigrés
(Lire aussi p. 2 : «Les deux défis de l'identité française», par Julia Kristeva)

La France du déclin au regain
La chronique de Paul Fabra : L'argent facile vu par Maurice Allais
Pages 17 à 20

LES CARNETS SECRETS DE PHILIPPE BOGGIO ALAIN ROLLAT

L'ANNÉE DES MASQUES

OLIVIER ORBAN

«On criera à l'outrage, on gémera sur cette atteinte portée à la dignité, à l'honneur du politique.» Bernard-Henri Lévy, Le Monde.

Débats

IMMIGRÉS

Les deux défis de l'identité française

par JULIA KRISTEVA (*)

NULLE part on n'est plus étranger qu'en France. Nulle part on n'est mieux étranger qu'en France. La nation française et sa culture sont certes le résultat d'apports multiples, et l'on découvre aujourd'hui sans mal une mosaïque de différences sous une apparente identité. Pour ne s'en tenir qu'aux temps modernes, émigrations multiples et immigrations problématiques ont été favorisées par une « faible fécondité de la population française depuis deux siècles » et par « la tradition d'un Etat-nation animé d'un projet politique à vocation universelle » (1). Cependant, cet afflux de migrants qu'on appelle ou qu'on autorise ne reste pas moins marginalisé et en butte à une méfiance qui se modifie selon le climat économique et politique tout en restant une constante.

En attirant l'attention sur la diversité qui constitue la nation française, on doit souligner la solidité identitaire qui a pu, à travers les âges et souvent imposée par la force, cimenter ce tout, fier de lui-même et séducteur, qui s'appelle la France. Reconnaître cette cohésion n'est pas seulement un acte qui rétablit la mémoire de la tradition administrative et éducative fondatrice de l'Etat-nation et de la culture nationale : pensons à Richelieu, aux jacobins, à Bonaparte, au Collège de France, à l'Académie française et, plus modestement mais non moins efficacement, aux petites écoles et aux collèges jésuites et bénédictins, à la politique linguistique de la Révolution visant à unifier un « français national » par-delà les parlers régionaux, à l'école primaire qui depuis Jules Ferry propage cette rhétorique dans laquelle se reconnaît le génie français. Ne serait-ce que pour la bouleverser par le génie stylistique d'un Baudelaire ou d'un Proust...

Jé ne pense pas que cette France solide soit seulement un effet de surface. De la sous-estimer, on prend le risque de l'humilier et de provoquer inconsciemment des haines réactionnelles. Plus encore, l'étranger ressent intensément cette force du tissu national (linguistique, culturel, politique) qui à la fois l'impressionne et le rejette plus que dans aucun autre pays.

Car la conscience nationale française ne s'enracine pas dans un archaïsme : « culte du sang » ou culte d'une « langue mystique », comme le firent les romantiques allemands avant que leur pathos ne dégénère dans le nazisme. Au contraire, la conscience nationale française garde souvent l'ambition analytique cartésienne de se connaître, le goût ironique de Rabelais ou du Neveu de Rameau pour rire

d'elle-même, et elle se préserve un espace politique (qu'il soit la cour de Versailles ou les arènes de la Révolution) pour se réaliser avec plus de transparence qu'ailleurs. Dans ce contexte, les extrémismes (mais pas les subtilités) xénophobes peuvent être ressentis comme des manquements au bon goût, et l'on peut miser provisoirement sur le dédain fragile que les Français leur vouent, avant de mobiliser plus massivement contre le racisme.

Avantage... d'une exclusion

Quoi qu'il en soit, face à tant de « transparence » nationale et nationaliste, l'étranger se sent ignoré, méconnu, inexistant : il n'a pas de place, il ne peut survivre qu'en abandonnant son identité et en devenant... français.

Cependant, cette exclusion comporte son avantage. En France, l'étranger devient, moins sournoisement et moins honteusement qu'ailleurs, un objet d'interrogation. On ne l'invite pas dans les foyers et il n'a pas de dignité légale, mais il existe car il préoccupe. Moralistes, juristes, artistes en font un « problème » : la commission des « sages » qui réfléchit sur le code de la nationalité, et SOS-Racisme qui veut transformer les mentalités et les partis politiques sont des spécialités françaises. Pourquoi ?

Fondamentalement, le problème des étrangers nous confronte à notre capacité de vivre avec quelqu'un de différent : avec l'autre. C'est l'objet de la religion. La culture française est arrivée au point où cette préoccupation métaphysique peut traverser l'espace culturel et s'énoncer en termes politiques, juridiques, éthiques. Nous sommes au point où la religion se change en morale et où la politique prétend rejoindre ce qui paraît être son antipode, l'éthique.

Dans cette perspective, le débat sur les étrangers en France a le privilège de se situer à un point avancé de la civilisation, ce qui laisse espérer que seront trouvées des solutions optimales pour garantir les libertés non seulement sociales, mais aussi politiques et culturelles pour les étrangers. Avant d'atteindre cet avenir qui paraît encore utopique, où les Etats-nations déperissent pour laisser place à... un monde sans étrangers.

Actuellement, l'homogénéité française semble exposée à deux défis.

D'une part, l'immigration maghrébine, africaine et plus

généralement tiers-mondiste fait de la France non pas un melting-pot mais plutôt un conglomérat de la Méditerranée pour commencer. En effet, la fierté nationale et religieuse de chaque migrant le conduit à garder jalousement ses traits culturels spécifiques, tout en réclamant une intégration sociale et politique. Le désir d'immigration, c'est-à-dire d'intégration, concerne les droits sociaux et politiques ; mais dans sa culture, sa religion, sa langue, l'étranger persiste à être un émigré, c'est-à-dire à maintenir et à faire reconnaître sa différence.

Ce particularisme culturel et religieux est-il plus net maintenant qu'il ne l'a été lors des vagues d'immigrations antérieures ? Les appréciations divergent, mais je m'associerais volontiers à ceux qui relèvent son intensité aujourd'hui. Le phénomène est mondial : même à la deuxième génération, les Hispaniques et les Asiatiques des Etats-Unis résistent à l'apprentissage de l'anglais et tendent à constituer des « régions » dans l'Etat... La conscience de la valeur nationale de chaque peuple et le souci de la faire admettre, qui concordent avec l'individualisme moderne, peuvent expliquer ce refus de s'assimiler et cette prudence à ne s'intégrer que politiquement et juridiquement.

On comprend dès lors que nous nous acharnions vers la création d'« Etats-puzzles » dans lesquels l'unité administrative et juridique est appelée à harmoniser des exigences souvent absolues de différences ethniques, culturelles, religieuses, sexuelles, incommensurables. Ce niveau dit « des mentalités » fut jadis unifié par la religion : ce qui en tient lieu aujourd'hui serait peut-être la conscience de notre propre étrangeté. Une réestimation du « droit privé » cher à Montesquieu est sans doute à envisager, qui incluerait la garantie du particularisme ethnique et de ses composantes, et servirait d'équilibre à cette totalité politique moderne qui unifie, mais qui aussi banalise les citoyens.

La question du droit de vote

Dans ce contexte, les Français sont pressés de confirmer la dignité de leur culture tout en la relativisant face aux autres, en reconnaissant son étrangeté, en admettant leur propre étrangeté.

La question pragmatique du droit de vote des étrangers, dont on reconnaît à la fois l'urgence et la difficulté, ne saurait se régler sans un long travail éducatif de prise de conscience que l'Etat-nation est désormais un Etat-puzzle.

D'autant plus qu'un autre défi multinational attend la France : l'Europe de 1993 et, à plus ou moins long terme, cette Europe que le général de Gaulle voyait s'étendre de l'Atlantique à l'Oural et que les récentes initiatives de François Mitterrand envers l'Europe de l'Est sont en train de solliciter.

Faire partie d'une Europe des Douze sans frontières monétaires exigera des Français plus de curiosité et d'esprit d'initiative que d'habitude. Affirmer sa dignité en même temps que sa relativité face à des nations européennes dont on ne saurait méconnaître l'égalité, voire la supériorité par rapport à soi, sera sans doute une bonne thérapie pour permettre de se situer avec plus de réalisme dans la mosaïque interne de l'Hexagone.

Enfin, l'ouverture à l'Est dépendra, de toute évidence, des avancées et des reculs de la « perestroïka », mais elle pourra aussi les moduler, et cela pas seulement grâce à la générosité des banques occidentales.

Les observateurs occidentaux, et surtout ceux qui accueillent favorablement les tentatives de Mikhaïl Gorbatchev, ont été perplexes devant son intransigence face aux revendications nationales des Arméniens, par exemple. La perplexité provient sans doute de l'ignorance des postulats de

l'« internationalisme prolétarien » que Gorbatchev, évidemment communiste convaincu malgré ses innovations, semble appliquer sans faille.

Or cette idéologie postule la suppression des particularités nationales au profit d'une totalité supranationale qui les étouffe pour les résorber. Rien à voir avec le cosmopolitisme de la tradition occidentale qui, des stoïciens aux Lumières, préserve un respect des nations au sein de leur association, quand ce n'est pas une valorisation du « privé » comme contrepoint aux abus possibles des vastes ensembles politiques dévorateurs des particularismes nationaux : le cosmopolitisme est un au-delà, non pas un en-deçà de la valorisation nationale... Attentif à cet héritage, le message français dans cette Europe de l'Atlantique à l'Oural sera, pour commencer, une attention portée à l'éveil national, avant de viser son dépassement dans l'équilibre de la société des nations européennes.

Réminiscences à Plovdiv

En effet, l'intérêt français vers l'Est est souvent perçu comme un intérêt d'un « petit » vers d'autres (encore plus) « petits » : comme un appel d'une nation menacée, quoique possédant des atouts importants, vers d'autres nations autrement menacées. Une solidarité des particularismes nationaux, des « étrangetés » nationales, devrait conduire à une plus grande dynamique dans la diplomatie culturelle : connaissance des cultures européennes en France, ouverture de centres culturels français en Europe de l'Ouest et de l'Est.

« Donnez-nous des dollars, on ouvrira les frontières », disait brutalement le président bulgare T. Jivkov devant la presse internationale pendant le voyage du président Mitterrand en Bulgarie. On ne devrait donner des devises qu'accompagnées de livres, journaux, télévisions, et contrats culturels. Est-ce possible ?

Nous visitons récemment Plovdiv, en Bulgarie, avec le président de la République française, les oreilles pleines des sonorités un peu désuètes, sentimentales et toujours troublantes de Lamartine, qui, en 1833, y avait séjourné et défendu un peuple opprimé par la domination ottomane. En une seconde, je ne savais plus si j'étais du côté de ceux qui parlaient sa langue, ou du côté de ceux que Lamartine protégeait. Soudain, j'ai retrouvé l'accent de Paris : « Plus Bulgare que moi... tu rentres en France... »

Une vieille culture, la française, est en train de se mesurer au choc que lui infligent l'immigration d'une part, l'ouverture des frontières européennes de l'autre. Ce choc, en effet, est une question de vie ou de mort : se momifier en se repliant sur soi, ou bien se renouveler en s'impliquant dans la logique polynationale interne et externe, tel est le dilemme hamiltonien national.

J'espère qu'on ne suspectera pas une étrangeté de chauvinisme français. Lorsque les peuples étrangers découvrent leur identité et qu'ils essaieront, plus tard, de les mettre en question, ils croient et croiseront la tradition française, au moment où cette dernière devrait s'ouvrir à la leur, pour développer de nouveaux dynamismes.

Qu'on me permette de rêver au jour où, dans l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, la confrontation de la culture française avec les autres et le contact des autres avec la culture française aura contribué à réaliser cet équilibre de respects des différences au sein d'un ensemble multinational qui est peut-être le meilleur héritage du cosmopolitisme des Lumières. La reconnaissance des étrangers, et de notre propre étrangeté, est paradoxalement liée à la redécouverte de l'identité nationale.

(*) Comme le démontre D. Schnapper dans le dernier numéro de la revue *Le Genre humain*, Seuil, février 1989, numéro consacré au thème « Emigrer, immigrer ».

Au courrier du Monde

REPLI

Les DOM-TOM, l'Europe et le français

La critique du dernier livre d'Alain Minc par François Furet (*le Monde* du 20 janvier) m'inspire les réflexions suivantes :

1. Non, il ne faut pas abandonner les DOM-TOM ! La France se doit à ces territoires. C'est aussi son intérêt et celui de l'Europe. Sinon, gare au « repli frileux » sur le continent blanc et aux démons racistes que nous avons eu tant de mal à porter en terre.
2. Non, l'anglais ne doit pas être la langue européenne ! Le français est idiome maternel dans quatre pays d'Europe contre un seul pour l'anglais. Celui-ci est, certes, aussi une grande langue mondiale, la première sans doute aujourd'hui, mais pas la seule, et l'unité européenne, si longtemps tentée par la France et torpillée par l'Angleterre, ne doit pas être vécue comme un renoncement ou une défaite de la France et de sa langue.

JEAN BELLOCQ
(Marty-le-Roi)

KHOMEINY

Terreur et cohérence

La démarche de l'imam Khomeiny frappe d'un « fait » d'exception : « et incitant au meurtre d'un auteur impur ayant mis en cause le sacré est cohérente (encore qu'offrir une prime est une innovation douteuse) ».

La réaction de la plupart des Etats occidentaux et des maisons d'édition devant un chantage de cet ordre, alors qu'ils se réclament de valeurs autres, fondées sur le droit à la vie et à la liberté d'expression, manque, elle, de cohérence.

Il ne suffit pas de prôner les droits de l'homme, mais aussi de les défendre quand ils impliquent des risques.

GÉRARD CHALIAND
Ecrivain

CITOYEN

Nostalgie de l'Ancien Régime

On n'en est pas surpris mais on peut être attristé du ton plutôt amer et équivoque de beaucoup de commentaires sur le Bicentenaire de la Révolution.

Nostalgie de l'Ancien Régime, au moins pour ses aspects moins désagréables (artistique, littéraire, intellectuel). Honte des crimes et excès de la Révolution. Mépris de l'antiquisme international de Napoléon. Dégoût de la bourgeoisie philistine qui était le premier gagnant. Ce seraient des sentiments compréhensibles.

L'essentiel de la Révolution est autre et vaut la célébration. L'Etat, c'est nous. C'était le commencement d'une nouvelle forme de société, une société composée de ses citoyens. C'est la France, grande et ancienne nation d'une autre espèce, qui a ouvert ce nouveau et difficile chemin. Et ce sera la France, avec Napoléon en son aspect domestique, qui entreprendrait l'autre défi de la société moderne : avant même la Prusse et l'Angleterre. La nouvelle société populaire serait aussi une société soumise au droit, au progrès social à travers un gouvernement et une législation ouverts et rationnels.

Ce n'est pas la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, texte américanisé adopté d'une façon assez cynique par la bourgeoisie, qui menait la Révolution. Ce n'est pas l'« abracadabra » franc-maçonnique de Liberté, Egalité, Fraternité. C'est l'idée et la recherche d'une nouvelle société qui est, et doit être, à la place d'honneur d'un anniversaire qui est européen autant que français.

J'ajoute que je vous écris en tant que concitoyen européen, citoyen du Royaume-Uni.

PHILIP ALLOTT
(Cambridge)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
La Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wauters.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 et 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	708 F
6 mois	729 F	792 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 093 F	1 188 F	1 458 F	2 100 F
1 an	1 390 F	1 500 F	1 800 F	2 590 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Pour un meilleur prix,
pour un meilleur délai,
rendez-nous visite
avant de commander
votre
PEUGEOT

MINITEL
3615 NEUBAUER

405

Plus vite,
moins cher!

la griffe du lion

NEUBAUER
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Etranger

En dépit des « regrets » exprimés par l'écrivain britannique

L'imam Khomeiny maintient sa sentence de mort contre Salman Rushdie

L'imam Khomeiny a tranché, dimanche 19 février, après vingt-quatre heures d'une totale confusion, révélatrice de l'embarras qu'ont suscité dans son propre pays les appels au meurtre lancés par le « Guide de la révolution » contre l'auteur des *Versets sataniques*. Quoi qu'il fasse, celui-ci ne saurait être pardonné pour son « blasphème », a dit l'imam. « Même si Salman Rushdie se repent et devient l'homme le plus pieux de son temps, il incombe à chaque musulman de tout utiliser, sa vie et ses biens, pour l'envoyer en enfer. » Cette déclaration, au

lendemain des « regrets » exprimés par l'écrivain britannique, a mis fin aux nouvelles contradictions sur un éventuel « pardon », qui se sont succédé tout au long de la journée de samedi.

Dans un premier temps et rendant compte du mea culpa de Salman Rushdie, l'agence officielle iranienne IRNA a estimé samedi que les regrets de l'écrivain étaient « loin d'être suffisants ». Quelques heures plus tard, une nouvelle dépêche d'IRNA venait contredire la première : les excuses de Rushdie pourraient être considé-

rées « comme suffisantes pour lui assurer le pardon des masses en Iran et dans le reste du monde ». Il fallut, cette fois-ci, moins d'une heure à l'agence pour se contredire à nouveau et mettre sa dernière appréciation sur le compte d'une « remarque personnelle » de l'auteur de la dépêche.

On en était là lorsque le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Laridjani, a paru conforter la version « modérée ». Recevant le chargé d'affaires britannique venu lui demander des éclaircissements, il a jugé « pos-

sitif » le geste de Salman Rushdie. Dimanche soir, le coupet tombait : l'imam Khomeiny refusait obstinément de pardonner. Il allait même plus loin en abordant les détails de l'exécution : « Si un non-musulman pouvait exécuter la fatwa (décret religieux) contre Rushdie plus vite qu'un musulman, il aurait droit à une récompense », a-t-il précisé.

Déjà, l'Union des associations d'étudiants musulmans en Europe a fait savoir que ses membres feraient tout leur possible pour assassiner Salman Rushdie.

En Grande-Bretagne, la communauté musulmane est partagée

LONDRES
de notre correspondant

Les excuses de Salman Rushdie n'ont pas suffi. L'écrivain britannique, qui reste caché sous la protection de Scotland Yard quelque part en Angleterre avec son épouse américaine, la romancière Marianne Wiggins, avait eu pour tâche de réduire la tension à la veille du week-end en faisant publier une déclaration aux termes soigneusement pesés. Il avait confié ce texte à son agent littéraire, M. Gillian Aitken. Son entourage affirme qu'il l'a rédigé lui-même, sans consulter le Foreign Office, mais après avoir pris connaissance des propos du président iranien Ali Khamenei l'invitant à se rétracter pour obtenir la levée de sa « condamnation à mort » par l'imam Khomeiny.

Rushdie, qui est athée, mais a gardé beaucoup de respect pour la religion de son épouse, s'adresse surtout aux musulmans du sous-continent indien : « En tant qu'auteur des *Versets sataniques*, je reconnais que des musulmans, dans de nombreux endroits du monde, sont réellement peints par la publication de mon roman. Je regrette profondément la peine que cette publication a causée aux croyants sincères de l'islam. Pour nous qui vivons dans un monde pluriconfessionnel, cette expérience a servi à nous rappeler que nous devons tous garder l'esprit les susceptibilités des autres. »

Il ne s'agit donc pas de « profondes excuses », à l'imam Khomeiny lui-même, ce qui ne cadrait d'ailleurs pas vraiment avec le ton péremptoire de l'écrivain, qui a sa

fierté, même s'il mesure mieux maintenant les risques qu'il a pris. Rushdie a en tête la situation en Inde, où il est né en 1947, et au Pakistan, un pays où il a brièvement vécu en 1968 et 1969. Il sait que son livre a été interdit dans ces deux pays sous la pression de personnalités et de groupes intégristes musulmans d'extrême droite. C'est d'ailleurs également le cas en Arabie saoudite, en Égypte et en République sud-africaine.

Rushdie, qui croit à la tolérance et au débat d'idées, estime que les autorités de ces pays ont eu tort de céder au fanatisme. Il avait écrit en ce sens dès la parution de son livre, en octobre dernier, au premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi. Il n'ignore pas que les premières attaques contre son ouvrage et sa personne sont venues de petits groupes intégristes basés en Grande-Bretagne, en parfait accord avec des théologues sunnites de La Mecque. L'imam Khomeiny n'a fait, en quelque sorte, que prendre le relais, même s'il a ajouté cette « condamnation à mort », qui a donné, il y a une semaine, une dimension nouvelle à la polémique qui couvait.

Les musulmans de Grande-Bretagne, qui sont environ un million et demi (1), sont très majoritairement sunnites. Les premières protestations officielles contre la publication du livre de Rushdie sont venues des ressortissants saoudiens, représentants officiels à Londres de la Grande Mosquée de La Mecque et du roi d'Arabie saoudite. Une lettre a notamment été envoyée en ce sens dès le 12 octobre 1988 par le docteur Hamdi, chef de cabinet, directeur général du Centre culturel islamique de Londres, à M. Trevor

Glover, directeur général du groupe Penguin, dont la filiale Viking a publié les *Versets sataniques*. Il y écrit notamment : « Même s'il s'agit d'un roman, l'auteur a réussi à insulter les musulmans où qu'ils soient, causant beaucoup de peine et de colère. »

L'opinion, dans la communauté musulmane de Grande-Bretagne, est très partagée. Les milliardaires, venus surtout d'Arabie saoudite et des autres États arabes du Golfe, sont d'une grande discrétion. Il n'est pas de même des simples croyants, originaires de ces pays, qui se trouvent en Grande-Bretagne dans le secteur des services, et qui sont domestiques chez les restaurants, etc. Ceux-ci ont du mal à comprendre qu'on puisse autoriser la distribution dans toutes les librairies (environ 80 000 exemplaires déjà vendus) d'un livre dont on leur répète chaque vendredi, à la mosquée de leur quartier, qu'il est sacrilège et impie, même si le prédateur leur signale aussi qu'ils doivent respecter les lois du Royaume-Uni. La majorité des musulmans britanniques sont par ailleurs originaires du sous-continent indien. L'enjeu de la querelle, ici, est peut-être de savoir qui va leur paraître défendre le mieux l'islam : l'imam Khomeiny ou le roi d'Arabie saoudite, protecteur des lieux saints de La Mecque ?

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Les estimations varient entre 1,5 et 2 millions. Il n'y a aucune statistique officielle disponible. Le Home Office (ministère de l'Intérieur) refuse, au nom des libertés civiles traditionnelles, de demander à qui que ce soit la religion qu'il pratique.

Les Douze rappellent en consultation leurs ambassadeurs à Téhéran

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis à Bruxelles lundi 20 février, ont décidé de rappeler pour consultation leurs ambassadeurs à Téhéran et se sont mis d'accord sur le principe d'une suspension des visites à haut niveau dans ce pays.

Les Douze sont donc allés plus loin que ce que proposait la France. Dans un entretien lundi matin avec Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1, M. Roland Dumas, avait en effet affirmé qu'il serait allé en Iran, même si l'affaire Rushdie avait éclaté avant son voyage dans ce pays, car il « faut sans cesse y parler des droits de l'homme » et qu'il faut y être « présent » le jour où ce pays évoluera vers plus de démocratie. Si les médias s'élevaient contre une telle attitude, c'est, avait dit M. Dumas, parce que les journalistes manquent de « finesse » dans leur analyse de la situation intérieure iranienne.

C'est sur la complexité de la situation interne iranienne que le ministre français des affaires étrangères fondeait son argumentation — sa défense, est-on tenté de dire, tant les critiques ces derniers jours ont été nombreuses. « J'ai eu la preuve sur place, disait-il, que le régime des mollahs n'est pas tout l'Iran », et il en donnait pour illustration les déclarations contradictoires faites pendant le week-end à partir de Téhéran : « Des responsables gouvernementaux iraniens ont réuni au cours des dernières heures des représentants occidentaux pour leur dire que tout cela est l'affaire des religieux qu'ils souhaitent en déloger l'État. »

Face à cette situation iranienne, la réaction française n'a été, estimait le ministre, ni molle ni tardive, mais « adaptée » : « J'ai été le premier à m'exprimer publiquement sur cette affaire », jeudi 16 février, affirmait-il, en faisant remarquer que « la diplomatie n'est pas une course contre la montre ». Elle suppose, ajoutait-il, « une échelle dans les comportements », et le bon niveau, à ses yeux, ce sont les propositions que la France s'apprête à faire lundi à Bruxelles, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE consacrée à l'affaire Rushdie.

Coup de semence

Ces propositions françaises portaient sur quatre points : expression de la « consternation » des Douze et réprobation commune de « cette atteinte inqualifiable aux droits de l'homme et à la sécurité des personnes » ; protection commune de cette liberté et des personnes menacées, auteurs et éditeurs en particulier, « il serait normal », a déclaré à cet égard M. Dumas, que la réunion des ministres des affaires étrangères soit suivie de réunions analogues des douze ministres chargés de la sécurité ; décision commune de rappeler les ambassadeurs à Téhéran pour « consultation » ; mandat donné à la présidence espagnole de la Communauté de faire part de ce qui précède aux autorités iraniennes.

C'était un peu plus que la réaction initiale de M. Dumas, qui n'avait pas encore jugé « adapté » jeudi dernier de rappeler l'ambassadeur, M. Gracit. Il n'a été décidé que samedi de revenir pour consultation à Paris l'ambassadeur de France à Téhéran. C'était plus aussi que ce qu'on souhaitait jusque-là cer-

tains partenaires européens comme l'Italie, à laquelle M. Dumas a fait allusion sans la nommer et qui « a manifesté une certaine compréhension » à l'égard des dirigeants iraniens.

Mais c'était malgré tout une façon de contenir l'affaire et de ne pas vouloir en tirer de conséquences, dans l'immédiat du moins, sur les relations que l'on souhaite entretenir ou rétablir avec le régime de Téhéran.

L'Europe, à Douze, a décidé lundi d'aller plus loin, estimant sans doute que le défi lancé par l'intégrisme islamique aux démocraties occidentales méritait un coup de semence plus ferme. Le communiqué commun ne devait être publié que dans l'après-midi de lundi. Mais la décision de rappeler les ambassadeurs en consultation, et surtout celle de suspendre les visites à haut niveau, donne raison à l'attitude des Néerlandais dont le ministre des affaires étrangères avait décidé dès la semaine dernière d'annuler la visite qu'il devait effectuer prochainement à Téhéran.

Le secrétaire d'État américain, M. James Baker, a pour sa part rejeté dimanche l'idée précédemment avancée par M. Dumas selon laquelle le régime iranien serait à la recherche d'une meilleure intégration dans la communauté internationale et mériterait de ce fait certains ménagements. « Si l'Iran tient vraiment à rejoindre la communauté des nations civilisées, cela n'est pas le genre d'attitude qui le permettrait (...), nous avons clairement exprimé notre opinion, qui est de considérer ce comportement comme totalement intolérable », a-t-il dit.

C. T.

Afrique

AFRIQUE DU SUD : après le meurtre d'un adolescent noir

Des traces de sang ont été relevées au domicile de Winnie Mandela

Johannesburg. — La police sud-africaine a effectué, dimanche 19 février, une perquisition au domicile de M^{me} Winnie Mandela à Soweto (près de Johannesburg), à la recherche d'indices à propos du meurtre d'un adolescent, Stompie Moeketsi Seipie. Des « traces de sang » ont été relevées dans des bâtiments dépendant de sa résidence, a déclaré un inspecteur de police.

Plus de deux cents détenus politiques continuent la grève de la faim

Plus de deux cents personnes, détenues sans jugement dans trois prisons des provinces de Natal et du Cap, continuent une grève de la faim pour réclamer leur libération ou leur inculpation, a annoncé, dimanche 19 février, M. Max Coleman, porte-parole de la Commission des droits de l'homme (HRC). Selon ce dernier, près de deux cents personnes continuent leur jeûne à Pietermaritzburg et Durban (Natal), tandis que vingt-cinq personnes environ, a-t-il estimé, se sont jointes au mouvement de protestation à East-London (Cap).

Près de deux cent cinquante autres détenus sans jugement avaient cessé, jeudi, une grève de la faim commencée vingt-cinq jours plus tôt, après la promesse du ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, faite à des ecclésiastiques, de revoir le cas de chaque détenu et d'en libérer un « nombre important » dans les quinze jours. Huit prisonniers politiques avaient été libérés vendredi et avaient aussitôt fait l'objet de mesures d'exil intérieur. — (AFP.)

Une dizaine de policiers armés, certains en civil, se sont présentés au domicile de M^{me} Mandela et ont demandé à perquisitionner Trevor Tutu, fils de l'archevêque Desmond Tutu, a assisté à cette perquisition. L'épouse du dirigeant du Congrès national africain (ANC) emprisonné, Nelson Mandela, et sa fille Zindzi se sont refusées à tout commentaire.

M^{me} Mandela, citée par le journal City Press, a affirmé que son mari lui avait demandé, lorsqu'elle lui avait rendu visite la semaine dernière, de ne faire aucune déclaration à la presse. « Mandela estime que sa famille doit rester digne et ne pas donner prise à une campagne de calomnies. Son sentiment est renforcé par le fait que la presse n'a pas été impartiale avec moi », a-t-elle déclaré.

Winnie Mandela a, d'autre part, accepté de « coopérer » pour éloigner les membres du Mandela United Football Club de son domicile, à la demande de son époux, a annoncé le secrétaire général du Conseil sud-africain des Églises (SACC), le révérend Frank Chikane.

Le club, composé d'une trentaine de membres, est soupçonné d'avoir participé à l'assassinat de Stompie Moeketsi Seipie, dont le corps a été retrouvé et identifié la semaine dernière.

De son côté, le comité directeur de l'ANC, réuni à Lusaka en Zambie, a estimé que Winnie Mandela avait commis des fautes mais a invité le mouvement anti-apartheid d'Afrique du Sud à tenir compte de son action passée et à ne pas la mettre à l'écart. Il a accusé le gouvernement sud-africain d'avoir infiltré des éléments provocateurs au sein du Mandela United Football Club. — (AFP, Reuter.)

TUNISIE : la préparation des élections législatives

Le Mouvement des démocrates socialistes participera au scrutin sous sa propre étiquette

TUNIS
de notre correspondant

Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), que dirige M. Ahmed Mestiri, a rejeté l'offre du pouvoir de constituer des listes de coalition nationale lors des élections législatives anticipées du 2 avril (le Monde du 14 février) et a décidé de participer à la consultation sous sa propre étiquette.

Dans le communiqué qu'il a publié, dimanche 19 février, le conseil national du MDS a déploré « les conditions dilatoires et les manœuvres qui ont conduit » à la proposition de coalition autour du parti gouvernemental et a estimé que les Tunisiens doivent « se prononcer librement dans le cadre d'une compétition électorale pluraliste et loyale ». Il a critiqué « les conditions scandaleuses dans lesquelles ont été établies les listes électorales et la multiplication des trucceries » à l'égard de ses militants.

Les dirigeants du mouvement réaffirment également leur volonté « de tout mettre en œuvre pour la sauvegarde du processus démocratique ».

Les instances du Parti communiste qui ont aussi siégé dimanche ont évité d'adopter une position tranchée. Mais on conçoit mal que leur demande de continuer leur dialogue avec le pouvoir « pour revoir l'ensemble du dossier des élections, y compris leur date », puisse être prise en considération.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article paru dans le Monde du 17 février sur le sommet maghrébin de Marrakech, il fallait lire que les présidents algérien et mauritanien sont arrivés chacun à bord d'un appareil de leur compagnie nationale et non pas d'un avion libyen.

Tout en jugeant positif le souci du président de garantir le pluralisme à la Chambre des députés, les communistes estiment que « les conditions politiques et juridiques ne sont pas réunies ni pour une saine compétition ni pour une coalition suffisamment crédible ». Ils retiennent toujours le principe de leur participation au scrutin législatif avec « des listes progressistes et démocratiques ».

MICHEL DEURÉ.

L'avenir du Sahara occidental

Le Front Polisario menace de reprendre les hostilités

Alger (AFP). — Les combats reprendront au Sahara occidental si le dialogue maroco-sahraoui « demeure interrompu » au terme de la trêve décidée unilatéralement jusqu'à la fin de février par le Front Polisario, a déclaré, samedi 18 février à Alger, le numéro deux du mouvement sahraoui, M. Bachir Mustapha Sayed.

Le roi Hassan II du Maroc, qui avait eu un premier contact avec une délégation du Polisario le 4 janvier à Marrakech, avait reporté sine die, il y a quelques jours, une seconde rencontre qui devait initialement avoir lieu avant le sommet maghrébin qui s'est achevé, vendredi, à Marrakech. Lors d'une conférence de presse à l'issue de ce sommet, le souverain marocain a minimisé la question du Sahara occidental : « Un fait surgit comme un intrus dans l'histoire, et que je qualifie d'insecte venu parasiter ce lion historique qu'est le Grand Maghreb arabe », avait-il dit.

Dans un communiqué publié à Alger, le responsable du Polisario estime que « la nouvelle attitude du monarque marocain compromet sérieusement le timide début de confiance » instauré entre les deux parties.

M. Jack Lang : « Un acte intolérable »

M. Jack Lang a qualifié, dimanche 19 février, d'« acte intolérable » la condamnation à mort prononcée par les autorités iraniennes contre Salman Rushdie. Le ministre de la culture et de la communication, qui parlait au « Club de la presse » d'Europe 1, a estimé que l'attitude du gouvernement français, qui a différé le retour à Téhéran de son ambassadeur, « répondait parfaitement à la situation ». Celle-ci, a-t-il dit, ne laisse aucun doute « sur la condamnation d'un acte intolérable d'un gouvernement qui, non seulement à l'intérieur de ses frontières, porte atteinte aux droits de l'homme, mais veut exporter ses méthodes violentes un peu partout en Europe et en particulier à travers un acte qui vise à étrangler la liberté d'expression ».

« C'est, a-t-il ajouté, le retour à l'inquisition. On croit rêver, on a

l'impression de revivre un temps révolu... »

De son côté, M^{me} Michèle Barzach, secrétaire nationale du RPR, s'est déclarée « choquée » par la « timidité » de la réaction du gouvernement français.

M. Edouard Balladur a, quant à lui, regretté, à « 7 sur 7 » sur TF 1, que le gouvernement n'ait pas adopté une attitude « plus nette ».

Par ailleurs, des intellectuels de culture arabe ou islamique ont organisé dimanche matin au Trocadéro un rassemblement pour protester contre l'appel lancé par l'imam Khomeiny à l'encontre de Salman Rushdie. Une centaine de personnes ont répondu à cet appel. Une quinzaine d'iraniens pro-Khomeiny assistaient à distance à la manifestation, mais aucun affrontement ne s'est produit.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Asie

AFGHANISTAN : la proclamation de l'état d'urgence

Les querelles des factions s'accroissent au sein du régime

KABOUL
de notre envoyé spécial

C'est un porte-parole, et non pas M. Najibullah lui-même, qui a lu, samedi soir 18 février à la télévision et à la radio, la déclaration présidentielle annonçant la proclamation de l'état d'urgence sur toute l'étendue du territoire. Cette décision, entrée en vigueur le 18 février à 0 heure, avait été précédée dans l'après-midi par une activité militaire inhabituelle dans les rues de la capitale.

Selon un porte-parole du ministère des affaires étrangères, une telle décision était devenue nécessaire en raison de la multiplication des « actions provocatrices » et des « activités subversives » de certains milieux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afghanistan, essaient de « créer des troubles » et de « déstabiliser la situation ».

La réaction immédiate des Kabouliens a été de rester chez eux. Une promenade effectuée en fin de soirée permettait de constater que les rues étaient désertes, curieusement éclairées par un très beau clair de lune et par le reflet étincelant des collines enneigées. Plusieurs barages militaires avaient été mis en place, mais les soldats ne semblaient pas particulièrement nerveux. Les abords du palais présidentiel étaient étroitement gardés, mais, dans une ville ultra-militarisée depuis dix ans, ces mesures n'avaient aucun caractère ostentatoire.

Dans la journée de dimanche, une douzaine de blindés, dont quelques chars lourds, étaient visibles aux endroits stratégiques, et les patrouilles étaient plus nombreuses qu'à l'accoutumée. La circulation était cependant à peu près normale et l'activité, notamment dans le bazar, ne paraissait pas sérieusement entravée. Les contrôles d'identité, en revanche, se sont multipliés.

Samedi, le porte-parole du ministère des affaires étrangères avait solennellement prévenu la presse internationale qu'il était interdit de s'approcher, de prendre des photos ou de filmer des blindés, ajoutant :

« Si quelque chose d'inhabituel se produit — et une caméra peut être considérée comme quelque chose d'inhabituel — ils [les soldats] ouvriront le feu. Ils ont ordre de tirer sur quiconque ne respecte pas l'état d'urgence. »

Une certaine confusion a régné au moment de la proclamation de l'état d'urgence. Devant l'absence du chef de l'Etat à la télévision, les rumeurs d'un coup d'Etat ont couru, et il a fallu attendre dimanche après-midi pour apprendre qu'un couvre-feu était instauré de 22 heures à 5 heures.

Ce « tour de vis » qui, compte tenu de la situation, n'aura d'effet que dans la capitale, ne s'explique pas a priori. S'agissant de la situation à Kaboul, le porte-parole a mis en cause des « conspirations », expliquant que des « activités clandestines » se sont multipliées, comme en témoignent, selon lui, les fameuses « shubnana » ou « lettres de nuit » (le Monde du 16 février), par lesquelles les moudjahidins donnaient leurs consignes à la population de Kaboul. L'état d'urgence serait, en outre, justifié par la découverte d'armes et d'explosifs, et par l'arrestation récente de « terroristes » dont le rôle est de « créer la panique ».

Remaniement ministériel

Rien de cela n'emporte la conviction. Hormis la reprise de quelques tirs de roquettes, la situation à Kaboul est calme, en tout cas infiniment plus qu'elle ne l'était au cours de l'été dernier. Un honorable correspondant du Khad (les services secrets) expliquait samedi soir aux journalistes que la proclamation de l'état d'urgence « n'a aucun rapport avec une affaire interne » et qu'il s'agit de « gonfler le moral de nos troupes et d'affaiblir celui de l'adversaire ». C'est pourtant l'explication « interne » qui semble la plus plausible. Dimanche, un remaniement ministériel limité a été annoncé. Huit ministres, dont aucun

n'était membre du PDPA (le Parti démocratique et populaire communiste), ont laissé leur poste à des personnalités qui, à deux exceptions près, font partie du comité central du PDPA. Sur vingt-six ministres, seuls quatre — dont le premier ministre M. Hassan Sharq — ne revendiquent aucune appartenance partisane.

Cette évolution signifie que la politique de « réconciliation nationale », dont M. Najibullah est le chantre (c'est notamment pour soutenir cette nouvelle politique que M. Babrak Karmal avait été remplacé par M. Najibullah en mai 1986), n'est plus, au-delà des déclarations incantatoires, la priorité. L'élément essentiel de cette politique, voulue par les Soviétiques, était précisément la nomination au gouvernement de personnalités non membres du PDPA. Il s'agit donc incontestablement d'un durcissement, et aussi d'une sorte de « fuite en avant ». Cette tendance était perceptible depuis plusieurs semaines.

Cela ne signifie pas nécessairement que M. Najibullah soit en perte de vitesse, mais sans doute qu'il s'est résolu à donner des « gages » importants aux factions « dures » du parti, les « karmalistes » (partisans de M. Babrak Karmal, exilé dans une datcha de la banlieue de Moscou) et les « khaliqis », opposés à la politique de « réconciliation nationale ». La proclamation de l'état d'urgence ne serait alors qu'une « bonne manière » faite à l'armée, en majorité contrôlée par le Khaliq. De même, ce remaniement ministériel, qui intervient quelques jours après que la résistance a annoncé sa volonté de créer un « gouvernement provisoire », est une sorte de réponse à la « réintransigence » des moudjahidins. Kaboul réagit par une même fermeté.

Les partisans de la lutte sans concessions semblent l'avoir emporté à Kaboul. Mais ces « jusqu'au-boutistes » sont peut-être aussi des réalistes : est-il concevable que la résistance accepte de s'associer avec des membres du PDPA ? Dès samedi soir, les rues de la capi-

tale ont été placardées par des milliers d'affichettes blanches à la gloire de l'armée. On y lisait : « Notre armée est suffisamment forte pour défendre la nation et protéger la propriété et le bien-être du peuple », ou : « Les terroristes sont les ennemis du bien-être du peuple ». Pour appuyer cette profession de foi, des avions de chasse se sont livrés à une démonstration à basse altitude au-dessus de la ville. « Dormez, Kabouli, l'armée de la nation veille sur vous... »

Ce durcissement ne signifie pas, paradoxalement, que le régime refuse d'examiner toute solution de compromis avec la résistance, mais simplement qu'il n'est pas prêt à céder sur l'essentiel, c'est-à-dire sur l'existence même du PDPA. Le président Najibullah a rappelé, vendredi (le Monde du 18 février), qu'il entretenait des contacts, tant avec les moudjahidins qu'avec l'ex-roi Zahir Shah. De nombreux cadres du parti ou responsables du gouvernement font aujourd'hui le pari que la résistance va se casser en deux, et que les extrémistes (M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb-e-Islami, notamment) vont être marginalisés.

Par ailleurs, à tort ou à raison, le régime voit dans l'apparente incapacité de la résistance à lancer une action d'envergure contre la capitale (notamment à la date du 15 février) la preuve de sa suprématie militaire, au moins pour la défense de Kaboul. Ce repli sur soi de la part du PDPA comporte cependant une inconnue de taille : les Soviétiques sont-ils d'accord avec cette sorte d'aggravation, ou bien M. Najibullah, inquiet des rumeurs de coups d'Etat, tente-t-il de forcer quelque peu la main du « grand protecteur » ? Moscou, par de multiples initiatives diplomatiques, a montré sa préférence pour un « règlement politique ». S'il n'est pas question d'un changement de la politique soviétique, le président Najibullah s'est engagé dans un jeu bien périlleux, dont M. Babrak Karmal connaît la sanction.

LAURENT ZECCHINI

C'est la faute de MM. Rocard et Dumas et de M^{me} Thatcher

KABOUL
de notre envoyé spécial

Un moment, le doute s'est installé dans les esprits : MM. Rocard et Dumas sont-ils responsables de la proclamation de l'état d'urgence en Afghanistan ? Le porte-parole du ministère des affaires étrangères de Kaboul, en dénonçant, samedi 18 février, les propos tenus par le premier ministre et le chef de la diplomatie française, s'est livré à un curieux amalgame. MM. Rocard et Dumas, mais aussi M^{me} Thatcher, ont fait des « déclarations provocatrices », a-t-il dit. Le porte-parole a ajouté, dans un sourire, qu'il n'y avait « pas du tout » de lien entre les deux événements, mais, que M. Dumas était coupable d'avoir déclaré, le 8 février (le Monde du 9 février), que la France serait hostile au pont aérien humanitaire sur Kaboul mis en place par les Nations unies sur celui-ci devait servir à y « maintenir un gouver-

nement ayant perdu sa légitimité ». M. Rocard, de son côté, avait souhaité, le 6 février (le Monde du 8 février), que « le commandement unifié de la résistance soit reconnu comme l'autorité légitime en Afghanistan ». Déclaration parfaitement claire, allant à l'encontre de l'extrême prudence à l'égard du gouvernement de Kaboul qui semblait jusqu'à la règle de la diplomatie française.

Selon le porte-parole afghan, ce sont là des « propos provocateurs » qui « servent les objectifs de déstabilisation de la situation ». Ces propos, a affirmé M. Hamani, sont en contradiction avec les déclarations antérieures des droits de l'homme, l'islam, le terrorisme et le fondamentalisme. « De quel commandement unifié parle M. Rocard ? Il n'y a pas un seul quartier général ou un commandement unique ! », s'est exclamé le porte-parole.

L. Z.

La «choura» a choisi un chef de l'Etat et un premier ministre

L'assemblée des moudjahidins — la «choura» — réunie à Rawalpindi, au Pakistan, a nommé samedi 18 février un chef de l'Etat et un premier ministre intérimaires. Mais elle n'a pas été en mesure de se mettre d'accord sur la composition d'un gouvernement. Les discussions devaient se poursuivre lundi.

M. Ahmed Chah, un politicien fondamentaliste pro-saoudien peu connu, soutenu par le dirigeant le plus extrémiste de l'Alliance des sept, M. Gulbuddin Hekmatyar, a été choisi comme premier ministre, poste qu'il avait décliné dans l'éphémère gouvernement moudjahidin créé en février 1988. M. Mohammad Nabi Mohammadi, un mollah pachtonne chef du mouvement modéré Harakat, devient chef de l'Etat jusqu'aux élections prévues dans environ six mois par la résistance. Il remplace en même temps à

la tête de la présidence tourmente de l'Alliance M. Mojaaddi. Ce dernier a démissionné pour protester contre le refus des fondamentalistes d'entériner l'accord qu'il avait conclu avec les partis chiites basés en Iran sur leur représentation au sein de la «choura». Ceux-ci ont quitté à la fin de la semaine le Pakistan pour rentrer à Téhéran. Leur porte-parole a déclaré qu'ils ne se sentaient pas liés par les décisions que prendra la «choura».

Plusieurs intellectuels afghans réfugiés au Pakistan ont manifesté leur scepticisme et leur désapprobation après l'annonce du choix de la «choura», qu'ils n'est pas représentatif. « Un tel gouvernement peut être effectif au Pakistan, mais il n'aura pas de pouvoir en Afghanistan », a affirmé l'un d'eux, M. Zia Mojaaddi.

La conférence de Djakarta sur le Cambodge

Phnom-Penh accepterait la présence d'une commission internationale de contrôle dotée d'armes légères

DIJAKARTA
de notre envoyé spécial

Dans le cadre d'un éventuel règlement du conflit cambodgien, le régime de Phnom-Penh accepterait l'intervention d'une commission internationale de contrôle d'environ six cents membres, qui pourraient être dotés d'armes légères pour assurer leur propre sécurité. M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, présent à la « réunion informelle » sur le Cambodge qui s'est ouverte dimanche 19 février à Djakarta, a proposé également que cette commission reprenne l'appellation de « commission nationale quadripartite », réunissant donc les quatre

factions cambodgiennes — les trois de la résistance et son propre camp — comportant, au plus, quatre cents membres.

Dans un entretien accordé dimanche à trois journalistes, M. Hun Sen a en revanche rejeté la dernière proposition du prince Sihanouk de former, à défaut d'un gouvernement de coalition dont Phnom-Penh ne veut pas, un « comité exécutif » conjoint avant des élections. « Je n'y ai pas encore réfléchi, mais il n'en est pas question s'il s'agit d'obtenir la dissolution de notre gouvernement. Pendant la période de transition, il faut maintenir le statu quo politique et militaire », a dit M. Hun Sen. « Nous permettrons, s'il y a lieu, aux membres des autres partis d'intégrer l'administration. Il y en a déjà, d'ailleurs, qui demandent à revenir en ce moment. »

C'est la première fois que M. Hun Sen chiffre une présence internationale en cas de règlement. Mais l'autre camp demande l'intervention d'une force multinationale de paix d'au moins deux mille hommes. Le prince Sihanouk continue, d'autre part, d'exiger la dissolution des deux gouvernements en présence — le sien, celui de M. Hun Sen, — alors que ce dernier entend garder le contrôle de l'administration jusqu'à la tenue d'un scrutin.

M. Hun Sen estime, d'ailleurs, que la quote d'un règlement politique a connu « un recul ». La réunion de Djakarta, où le prince est représenté par son fils, le prince Ranariddh, et à laquelle participent la plupart des pays d'Asie du Sud-Est, notamment la Thaïlande et le Vietnam, « ne doit pas s'enliser dans les aspects internes du conflit », a-t-il dit.

Rien n'indique, au demeurant, que cette conférence, qui doit se terminer mardi soir, sera l'occasion d'un progrès. Le prince Sihanouk a indiqué, dimanche, qu'il voulait avant tout un calendrier du retrait des troupes de Hanoi. Le soir même, M. Nguyen Co Thach, chef de la diplomatie vietnamienne, a répondu en réitérant qu'« en l'absence d'un accord les troupes vietnamiennes se retireront le 31 décembre 1990 à minuit ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

PHILIPPINES : « bavures » et disparitions

M^{me} Aquino n'est pas en mesure de contraindre l'armée à respecter les droits de l'homme

La présidente Corazon Aquino a nommé, au début de février, un nouveau commissaire du gouvernement chargé des droits de l'homme. M. Hesiquio Mallillin remplace M^{re} Concepcion Bautista, que le Congrès philippin avait récemment refusé de confirmer dans ses fonctions, estimant qu'elle avait échoué dans sa mission.

MANILLE
de notre envoyé spécial

Le 6 avril 1988, à Atton-Atton, un hameau de l'île de Negros, des soldats masqués encerclent une maison et, sans sommation, tuent cinq membres de la famille De los Santos. Les soldats pillent tout ; après leur départ, les villageois ramassent deux cent quarante-six douilles de fusil M-16.

La famille massacrée appartenait au réseau des communautés chrétiennes de base ; les militaires affirment que les victimes étaient membres de la NAP (Nouvelle armée populaire) et qu'elles ont trouvé la mort lors d'un combat avec l'armée. Trois mois plus tôt, dans le sud de l'archipel, à Lano del Norte, deux organisateurs d'un mouvement de gauche (Jeunes pour la démocratie et la nation), ont « disparu » après leur arrestation. L'armée a nié les avoir arrêtés. Depuis, malgré les efforts des parents pour en savoir plus, on ignore tout du sort de Leonardo Gargantiel et de Nelson Tina. A Manille, début 1988, deux membres de la même organisation avaient été tués et deux autres étaient portés disparus « dans des circonstances suggérant l'implication de l'armée ».

En août 1988, Simplicio Anino et Raul Quinos, deux syndicalistes de la province de Pampanga, furent eux aussi portés disparus après avoir été arrêtés dans une rue d'Angeles-City par six hommes armés et conduits dans les locaux d'une milice armée anticomuniste, les « vigilantes ». Depuis, on est sans nouvelles d'eux. L'an dernier, plusieurs meurtres perpétrés dans la ville ont été attribués à ces milices, notamment celui d'un avocat défenseur des droits de l'homme, Ramos Cura, en juin. En mai, les « vigilantes » avaient lancé des avertissements aux militants « de gauche ».

Ces récents, et des dizaines d'autres, viennent moins après mois

grossir les dossiers des défenseurs des droits de l'homme à Manille et à l'étranger. Et, du même coup, entacher l'image d'un régime qui avait suscité un immense espoir.

Il y a trois ans que M^{re} Corazon Aquino, appuyée par l'Eglise et par l'armée, renversait un régime que les violations répétées des droits de l'homme avaient beaucoup contribué à rendre impopulaire. Ses premières mesures, empreintes d'une volonté d'apaisement et de justice, renforçaient l'image de « sainte Cory », championne des droits de l'homme. Aujourd'hui, la présidente est sur la défensive, et les associations qui ont longtemps lutté contre l'arbitraire du régime Marcos affirment : « C'est guère mieux », ou même « C'est pis ». Comment peut-il en être ainsi ?

C'est simple, dit Tony, un travailleur social : nous avons changé de président, mais il le contexte de guerre civile, ni nos forces armées, ni les méthodes antiguerrilla n'ont changé. Cory voulait la paix, elle a la guerre ; elle voulait discipliner l'armée, c'est l'armée qui l'a mise au pas ! Les bons sentiments n'ont pas suffi : elle a perdu la partie. »

Ambiguïté et méfiance

D'entrée de jeu, en février 1986, l'ambiguïté, le malaise et la méfiance ont marqué les relations entre la présidente et l'armée. Le contentieux était lourd : cette armée dont M^{re} Aquino héritait, et qui était, la veille encore, le pilier du régime Marcos, avait une bien sale réputation : indiscipline et corruption, brutalité, manque de combativité face à la guérilla. Certains des chefs s'étaient-ils pas trahis dans l'assassinat, en 1983, du mari de Cory, le sénateur Benigno Aquino ? Mais sans le ralliement d'une partie de ces mêmes forces armées à sa cause, serait-elle présidente ? Et, malgré tout, l'armée n'était-elle pas le seul bouclier du régime face aux communistes qui gagnaient du terrain ?

Très vite, certaines initiatives ont porté à son comble l'irritation des militaires contre la présidente et son entourage. Ce fut le cas des nominations de juristes et de personnalités progressistes au gouvernement et comme conseillers présidentiels ; de la mise sur pied d'une commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme imputées aux militaires sous le régime précédent ; et,

plus encore, de la libération des prisonniers politiques (y compris des chefs de la guérilla) et de la volonté du nouveau régime de négocier avec les communistes.

Certains militaires font jusqu'à aujourd'hui l'accusation de « double jeu » : de faire la part plus belle aux ennemis de la patrie qu'à ceux qui risquent leur vie pour la défendre ; de démolir les soldats et de leur « lier les mains ».

Sous ce régime comme sous le précédent, l'armée ne veut pas entendre parler de débâcles public des horreurs passées ; elle entend également conduire la guerre à sa manière. Pendant des mois les militaires ont alors fait obstruction aux travaux de la commission d'enquête et exercer de fortes pressions pour que la présidente change à la fois de politique vis-à-vis des communistes et de conseillers, du moins les plus hostiles par la hiérarchie. Ils obtiendront bientôt satisfaction, grâce à la suite des événements.

Plusieurs tentatives de coups d'Etat vont rendre la présidente encore plus dépendante des généraux loyalistes qui sauvent le régime à plusieurs reprises. Ensuite, la rupture des pourparlers de paix avec les communistes, début 1987, va relancer la guerre. Le glaive retrouve sa primauté dans la stratégie anticomuniste. La guerre passe avant les droits de l'homme.

« Escadrons de la mort »

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'intensification des opérations militaires provoque une intensification de la violence politique. La recrudescence des combats entraîne une réurgence des groupes paramilitaires chargés de repérer et, souvent, de liquider les « agents communistes ». Vigilantes, Alsa Masa, etc., ils sont des dizaines dans l'archipel qui bénéficient en sous-main du soutien de l'armée. Forces d'appoint contre la guérilla, ces « escadrons de la mort » ont l'avantage d'opérer en marge et de permettre aux forces armées et au gouvernement de moins se salir les mains.

Cela étant, le nombre de civils torturés, portés disparus et assassinés ne cesse d'augmenter. Le plus souvent il s'agit de membres d'organisations syndicales, de mouvements progressistes et d'avocats, tous assimilés par l'armée soit à des militants

ou à des sympathisants communistes.

Sur ces centaines de cas, rares sont les militaires inculpés et condamnés par les tribunaux civils et militaires. Face à la montée des critiques, et notamment à celles d'Amnesty International (qui a jugé nécessaire en 1988 de lancer deux appels dénonçant les « assassinats perpétrés par la police soviétique », dans un jeu bien périlleux, dont M. Babrak Karmal connaît la sanction.

R.-P. PARINGAUX.

Europe

PORTUGAL

Rumeurs sur l'état de santé de M. Cunhal chef du Parti communiste

LISBONNE
de notre correspondant

Le leader historique du Parti communiste portugais, M. Alvarez Cunhal, âgé de soixante-quinze ans, est-il gravement malade ? Son séjour prolongé à Moscou, où il se trouve depuis le fin du mois de décembre dernier, alimente les rumeurs. Le quotidien communiste O Diaro a seulement admis jusqu'ici que M. Cunhal avait décidé de passer « quelques examens de routine », et tous les efforts des organes d'information portugais dans le but d'obtenir d'autres précisions se sont soldés par des échecs. Son retour est attendu « prochainement », assurait samedi 18 février à Lisbonne un dirigeant du parti.

Une importante réunion du comité central du PCP, initialement prévue pour la deuxième quinzaine de janvier, n'en a pas moins dû être retardée d'un mois. Elle a finalement eu lieu jeudi 16 et vendredi 17 février sans la présence de M. Cunhal, fait inédit depuis la « révolution des tailles » en 1974.

Ceux qui, à l'intérieur du PCP, s'opposent à la ligne traditionnelle du

parti en profitent. L'évolution de la situation en Afghanistan, en Pologne et en Hongrie leur donne des arguments. Lors du congrès de décembre, cette tendance critique a été, certes, écartée par les éléments orthodoxes qui dominent le comité central et le bureau politique. Mais, avant de se rendre à Moscou, M. Cunhal n'a pas procédé à la redistribution des fonctions. Résultats : la paralysie au plus haut niveau du parti est de plus en plus évidente.

JOSÉ REBELO.

● GRANDE-BRETAGNE : attentat dans une caserne. — Plusieurs bâtiments d'habitation de la caserne de l'armée britannique de Tern Hill, près de Shrewsbury, dans l'ouest de l'Angleterre, ont été endommagés, lundi 20 février, à l'aube, par une série d'explosions. L'attentat, qui n'a fait aucun blessé, a été revendiqué par l'IRA. Les gardes de la caserne, qui abrite le 2^e régiment de parachutistes, plusieurs fois chargé de missions de maintien de l'ordre en Irlande du Nord, ont ouvert le feu sur deux inconnus qui prenaient la fuite peu après les déflagrations. — (AP.)

A la qui se
La Fn

Amériques

SALVADOR

Les violences de la guérilla contre les élus municipaux font le jeu de l'extrême droite

Alors que débute lundi 20 février à Mexico une rencontre entre les partis politiques salvadoriens et des dirigeants de la guérilla sur le calendrier électoral, la violence continue à régner dans le pays.

TENANCINGO
de notre correspondant
en Amérique centrale

Une dizaine de maires « exécutés » par la guérilla en moins d'un an ; plus d'une centaine d'autres - sur un total de deux cent cinquante-deux - obligés de démissionner, sous peine de voir s'abattre sur eux « tout le poids de la justice populaire » : les élus municipaux du Salvador vivent dans la peur perpétuelle d'être assassinés par le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), qui leur reproche d'être « un élément du plan contre-insurrectionnel ».

La mairie de Tenancingo est fermée depuis la démission, le 10 janvier, de Blanca Cecilia de Paz Vasquez, qui s'est réfugiée à San-Salvador après avoir reçu des lettres de menaces très explicites de la guérilla. Les deux pages dactylographiées portant le sigle du FMLN avaient été déposées dans une épicerie de Tenancingo où les guérilleros viennent régulièrement faire leurs courses.

« Nous vous invitons à réfléchir avec votre famille sur votre rôle en tant que membre du pouvoir local ou départemental, écrit le représentant du Front, Modesto Ramirez. Le régime s'écroule (...). Et le FMLN a décidé de ne plus permettre le fonctionnement des forces locales ennemies dans nos

zones de contrôle et d'influence. Nous vous donnons soixante-douze heures pour démissionner publiquement de vos fonctions de maire de Tenancingo. »

La guérilla ne contrôle, en fait, aucune zone fixe dans ce petit pays montagneux de 21 000 kilomètres carrés ; mais elle a les moyens de faire respecter ses mots d'ordre sur une grande partie du territoire. Bien que située à 50 kilomètres à peine de la capitale, Tenancingo est en plein cœur d'un des sanctuaires du FMLN, à cheval sur les départements de Cabasco et Cuscatlan. Ici, comme dans les départements de Chalatenango et de Morazan, les élus municipaux n'ont pas voulu jouer aux kamikazes en restant à leur poste et subir le sort de leurs collègues et du gouverneur du département d'Usulután, assassiné le mois dernier.

L'aide internationale pour les réparations

Tenancingo a subi la guerre de plein foyon au cours des dernières années. Les trois mille habitants avaient fui leur village, après un violent bombardement aérien en septembre 1983 qui avait obligé la guérilla à se retirer et avait fait de nombreuses victimes dans la population civile. Environ cent cinquante familles sont revenues progressivement, à partir de 1986, à la suite d'un pacte de non-agression entre les deux parties. Cet accord n'est plus respecté, mais les adversaires évitent les affrontements en s'arrangeant pour ne pas faire leurs achats aux mêmes moments dans le village.

Les maisons détruites par les bombes n'ont pas été reconstruites,

mais l'aide internationale a permis de réparer les rues et de passer une couche de peinture sur les façades marquées de milliers d'impacts de balles. L'école a reçu une aide de la fondation Danièle Mitterrand.

L'armée est arrivée, le mois dernier, dans le village, et on sent une certaine nervosité chez les habitants, qui ont reçu la visite de la guérilla quelques heures plus tôt. « Les militaires nous considèrent comme des subversifs, dit à mi-voix un jeune homme, qui regarde le match de football entre deux équipes locales. Ils fouillent régulièrement nos maisons et posent des tas de questions. »

S'ils étaient arrivés un peu plus tôt, les soldats auraient peut-être pu mettre la main sur un tract distribué de maison en maison par la guérilla. « Les muchachos, poursuit notre interlocuteur, annoncent dans ce tract qu'ils préparent une grande offensive dans les prochains jours. Ils nous conseillent de faire des provisions et de cesser des abris souterrains. »

Une stratégie à deux volets

La menace d'une offensive s'inscrit dans la stratégie à deux volets récemment mise sur pied par le FMLN. Tout en maintenant la pression militaire, il a annoncé son intention de participer aux élections si elles sont reportées du 19 mars au 15 septembre et précédées d'une série de réformes de la loi électorale. Ses adversaires lui reprochent de jouer un double jeu et de vouloir « déstabiliser le processus électoral, sous prétexte de chercher le report du scrutin ». « C'est un écran de fumée, affirme

un officier ; et cette nouvelle stratégie électorale est en fait une autre façon pour le FMLN de prolonger sa guerre populaire. »

M^{me} Marta Gomez, maire de Cojutepeque, forcée à la démission le 10 janvier, comme sa collègue de Tenancingo, partage ce point de vue. Elle ne croit pas un instant à la bonne foi de la guérilla, qui, dit-elle, « faute d'appui populaire, est devenue un mouvement terroriste ». Femme forte aux idées simples, Marta Gomez a été élue à deux reprises à la tête de la capitale du département de Cuscatlan (cent cinquante mille habitants).

« L'armée m'a offert une protection militaire, ajoute-t-elle, mais j'ai préféré démissionner, car j'aime me déplacer librement ; ce n'est pas pour autant une victoire pour le FMLN car c'est le peuple qui est pénalisé par la fermeture des mairies. Cela complique les démarches pour obtenir toutes sortes de documents indispensables, comme les actes de naissance ou les cartes d'identité. »

Marta Gomez a réussi sur le plan économique : elle a acheté un camion pour le transport de marchandises en vrac ; elle a un atelier de fabrication de feux d'artifice et vend des billets de loterie. « Ma mère », dit-elle, était la cuisinière de la famille de Ruben Zamora, ici, à Cuscatlan. « Aujourd'hui, Zamora est un des principaux dirigeants de la gauche alliée à la guérilla tandis que Marta Gomez est une militante très active de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, extrême droite) que les sondages donnent gagnante aux prochaines élections. »

« En assassinant les maires et en cherchant à reporter les élections, le FMLN veut provoquer une aggravation des contradictions internes », affirme Miguel Castellan, ex-guérillero reconverti en spécialiste de la contre-insurrection quelques heures avant d'être assassiné, jeudi 16 février, en plein centre de la capitale. Au nom de la stratégie du pire, le FMLN souhaite donc la victoire de l'extrême droite aux élections. »

La campagne menée par la guérilla contre les élus municipaux joue effectivement en faveur de l'ARENA, l'immense majorité des maires élus l'an dernier étant membres de ce parti. L'ARENA a réussi à mobiliser la population, qui a participé à des manifestations importantes dans plusieurs villes du pays, en signe de solidarité avec les maires. L'Eglise, qui n'a guère de sympathie pour l'extrême droite, a elle aussi dénoncé très fermement « la cruauté du terrorisme de la guérilla », assimilée pour la première fois à la « barbarie des escadrons de la mort d'extrême droite ». Le 5 février, le président de la conférence épiscopale du Salvador, Mgr Romeo Tovar Astorga, a personnellement conduit une manifestation, au cours de laquelle il a fait part de son indignation face à « la lutte fratricide, injustifiée, dont les effets sont pires que les maux qu'elle est censée corriger ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

ÉTATS-UNIS : bien que désavoué par le Parti républicain

Un ancien dirigeant du Ku Klux Klan a été élu au Parlement de Louisiane

WASHINGTON
correspondance

David Duke, ancien « grand sorcier impérial » (Imperial Wizard) du Ku Klux Klan (KKK), a été élu député à la législature de l'Etat de Louisiane où il représentera le district de Métairie, un faubourg ultra-conservateur de La Nouvelle-Orléans. Bien que désavoué par l'état-major de son parti, M. Duke, trente-huit ans, se présentait sous l'étiquette républicaine. Il l'a emporté de justesse samedi 18 février, avec une majorité de 227 voix sur son adversaire M. Trean, un autre républicain, qui avait, lui, reçu l'appui des dirigeants du parti.

Dans la mesure où son succès dépasse sa personnalité, l'élection de M. Duke précède les milieux politiques. La participation électorale, en effet, a pulvérisé les prévisions pour atteindre la proportion exceptionnellement rare de 78 %. D'autre part, en élisant M. Duke, les électeurs blancs de Métairie ont, en quelque sorte, répudié le président Bush, l'ancien président Reagan, le gouverneur de Louisiane et le président du Parti républicain qui avaient condamné M. Duke et mené une campagne active jusqu'à la dernière minute en faveur de son adversaire. A un moment où les républicains s'efforcent de rallier les minorités ethniques, notamment les Noirs, le succès de l'ex-« grand sorcier » est évidemment embarrassant. Aussi, M. Atwater, président du parti, a-t-il immédiatement qualifié M. Duke de « charlatan », d'« opportuniste politique », et laissé prévoir que le parti lui refuserait toute assistance, bref, qu'il serait politiquement ex-communicé.

M. Duke a eu beau rappeler pour sa défense qu'il avait quitté le Ku Klux Klan en 1979, beaucoup se demandent que, dans sa lettre de démission, il indiquait qu'il était motivé essentiellement pour des raisons « tactiques » dans « l'intérêt de la cause de la suprématie blanche ». Ne reniant d'ailleurs pas ses convictions, il ajoutait : « Jamais je ne dénigrerai publiquement l'action du KKK. »

Frustrations

Aujourd'hui, sur le modèle de l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur, David Duke préside l'Association nationale pour le progrès des Blancs, qu'il a lui-même créée et recommande la « défense des Aryens », victimes à ses yeux de la ségrégation à rebours engendrée par les mesures de faveur et de protection spéciales accordées aux Noirs et aux Juifs.

En fait, M. Duke mise sur les frustrations et la peur des petits Blancs devant la détérioration de la situation économique. Près de cent mille emplois ont été perdus en Louisiane, qui compte un des taux de chômage les plus élevés du pays. Bien que le district de Métairie ne compte que quarante-sept électeurs noirs sur un total de vingt et un mille, les Blancs se sentent comme une minorité pénalisée par une législation fédérale qui réserve à des entrepreneurs issus des minorités ethniques 25 % des marchés publics. Une récente décision de la Cour suprême, condamnant l'application de cette politique dite des « quotas » dans l'Etat de Virginie (voir le Monde du 25 janvier), a naturellement encouragé les protestations des Blancs contre ce qu'ils considèrent comme un « racisme noir ». A dire vrai, pourtant, en dépit du passé de M. Duke, inscrit au KKK à dix-sept ans, et de ses apparitions en uniforme aux côtés de petits groupes néo-nazis, les milieux politiques ne voient pas dans son élection le signe d'un renforcement des groupuscules racistes, mais plutôt la persistance à l'état latent d'un malaise entretenu et encouragé par les difficultés économiques du moment. Quant à l'adversaire de M. Duke, M. John Trean, qui paie peut-être le fait d'avoir reconnu publiquement qu'il faudrait recourir à de nouveaux impôts, il a demandé un recomptage des voix dans l'espoir, a-t-il dit, d'éviter de « répandre le venin nazi à travers les Etats-Unis ».

HENRI PIERRE.

Les instants les plus fun ne sont pas les plus chers

MONTREAL

VOL ALLER RETOUR
DEPART DE PARIS
A PARTIR DE

1 990 F

7, BD VOLTAIRE 42 73 10 64
38 15 NF

NOUVELLES
FRONTIERES

Calixthe Beyala

Magique!

« Le deuxième roman de cette Camerounaise de vingt-huit ans est un cri de révolte. Un cri de foi aussi en l'amour. »

Quest France

« Un ton résolument neuf et effronté dans le roman africain. »

L'Evenement du Jeudi

« Un roman décapant où pleuvent les mots drus, secs et durs. C'est une tornade. »

La Croix du Midi

204 pages
79F

Stock

A la Fnac, la musique est une passion qui se vit sur tous les tons.

La Fnac, 1^{er} disquaire de France. Par passion.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Diplomatie

La tournée du ministre soviétique des affaires étrangères au Proche-Orient Jérusalem : « les Russes arrivent »...

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Les Russes arrivent », titrait, ce week-end, un éditorialiste israélien, en commentant la tournée au Proche-Orient du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. Il y a deux ans encore, l'annonce d'un retour de la diplomatie soviétique dans la région aurait été accueillie avec d'extrêmes réticences. On était convaincu qu'il n'y avait rien de bon à attendre d'une Union soviétique jugée unilatéralement pro-arabe. C'est peu de dire que le ton a changé depuis plusieurs mois déjà, et M. Chevardnadze, souligne-t-on à Jérusalem, vient d'en apporter la

preuve éclatante en invitant son homologue israélien, M. Moshe Arens, à venir s'entretenir avec lui, mercredi 22 février au Caire.

Les milieux officiels israéliens voient dans cette invitation un geste résumant parfaitement l'évolution diplomatique impulsée par M. Gorbatchev : « Les Soviétiques ont réalisé que pour jouer un rôle au Proche-Orient — à l'instar des Américains — il fallait pouvoir parler à tout le monde, à toutes les parties au conflit ».

Il en a conclu — poursuit-on de même source, qu'il était incongru pour M. Chevardnadze de faire une tournée au Proche-Orient sans rencontrer aussi les Israéliens.

Le fait important n'est pas que les deux hommes aient un nouvel entretien mais que cet entretien ait lieu au Proche-Orient. Il n'y a jamais eu, en effet, de rencontre israélo-soviétique à ce niveau dans la région.

Une succession de « petits gestes »

Ces conversations viendront couronner une période de réchauffement progressif entre Moscou et Jérusalem. Depuis seize mois, les « petits gestes » se sont succédés dans les domaines sportif, culturel, touristique et de l'émigration, cependant que des délégations consulaires se sont installées à Tel-Aviv et à

Moscou. Le Soviétique n'entendait cependant reprendre de pieuses relations diplomatiques que lorsque Israël consentirait à la réunion d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient.

Evidemment, on aurait préféré accueillir M. Chevardnadze en Israël même. Mais, « faute de mieux », on se console avec Le Caire, en soulignant, à l'occasion, que c'est là une manière pour les Soviétiques de reconnaître la réalité et l'importance du traité de paix israélo-égyptien, aujourd'hui vieux de dix ans, et que Moscou avait, à l'époque, fermement désapprouvé. Les milieux officiels étaient, en revanche, sans trop d'illusions sur le contenu des conversations de mercredi. Certains commentateurs n'en spéculent pas moins sur l'éventualité d'une prochaine initiative soviéto-américaine dans la région, qui pourrait notamment se traduire par un regain de pression des deux Super-Grands sur Jérusalem.

Dans les milieux autorisés, on se bristait à relever que les Etats-Unis n'ont rien trouvé à redire à la tournée de M. Chevardnadze au Proche-Orient et on rappelait le calendrier diplomatique : M. Chevardnadze s'entretiendra de la situation dans la région le 6 mars prochain à Vienne avec le nouveau secrétaire d'Etat américain, M. James Baker ; M. Arens sera à Washington le 14 mars pour préparer la visite que M. Shamir y fera en avril.

ALAIN FRACHON.

Le Caire : dans l'attente d'un retour en scène des Américains...

LE CAIRE
de notre correspondant

Le chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze, est arrivé lundi 20 février au Caire pour une visite de trois jours en Egypte que les responsables jugent « très importante » tant pour les relations bilatérales que pour le processus de paix au Proche-Orient.

S'agissant des relations entre Le Caire et Moscou, la visite de M. Chevardnadze, la première d'un responsable soviétique d'un tel rang depuis quinze ans, marque une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays. Rétablissement des relations au niveau des ambassadeurs en 1984, rétablissement de la dette militaire égyptienne (4 milliards de dollars), signature d'un protocole commercial d'un montant de 1,5 milliard de dollars en 1987, réouverture du centre culturel soviétique et visite du chef de la diplomatie égyptienne à Moscou en 1988 ont jalonné le renforcement constant des relations entre les deux pays depuis l'arrivée au pouvoir du président Mubarak en octobre 1981. On est loin de l'expulsion de l'ambassadeur d'URSS du Caire par Sadate en septembre 1981.

Les entretiens que M. Chevardnadze doit avoir avec le président Mubarak, son homologue égyptien et le premier ministre, M. Atef Sedki, porteront sur le renforcement de la coopération économique entre les deux pays et l'accroissement des échanges commerciaux (1,5 mil-

liard de dollars en 1988) ainsi que sur la situation au Proche-Orient.

C'est ce dernier thème qui occupera la plus grande partie des discussions de M. Chevardnadze avec le raïs. Une concordance des points de vue entre les deux pays est prévisible. Le Caire comme Moscou étant partisans de la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient sous les auspices des Nations unies.

Le rôle positif de Moscou

D'ailleurs, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Essam Abdel Meguid, qui a rendu hommage au « rôle positif et constructif » de la diplomatie de Moscou au Proche-Orient, a souligné « l'attitude souple de l'URSS » et estimé qu'« il ne voyait pas de concurrence entre les rôles américain et soviétique dans la région ». Une déclaration destinée à calmer les éventuelles préoccupations américaines de voir Moscou revenir en force au Proche-Orient, et notamment en Egypte.

Les Egyptiens, en effet, ne se font aucune illusion sur l'importance primordiale du rôle américain. Mais, en attendant que l'administration américaine soit en état de revenir sur la scène, « toutes les initiatives pour faire progresser le processus de paix sont les bienvenues », pensent les responsables du Caire.

ALEXANDRE SUCCIANTI.

L'après-Kaboul

(Suite de la première page.)

Elle n'a bien évidemment été rendue possible que par la fin de l'engagement de Moscou contre des combattants musulmans (sans exclure bien sûr le cessez-le-feu irano-irakien, que M. Chevardnadze va tenter de conforter à Bagdad comme à Téhéran).

Deux aspects dominent la tournée du ministre soviétique des affaires étrangères. Tout d'abord, le fait qu'il ait estimé ne pas pouvoir effectuer un tel déplacement sans rencontrer son homologue israélien, M. Moshe Arens. Certes des rencontres à ce niveau ont déjà eu lieu, depuis la reprise des relations diplomatiques entre Jérusalem et Moscou, en 1967, dans les couloirs des Nations unies, à New-York. Et, au début de l'année encore, MM. Chevardnadze et Arens se sont vus à Paris, en marge de la conférence sur l'interdiction des armes chimiques. Mais un entretien au Caire prend une valeur autrement symbolique, alors que les indices d'un réchauffement soviéto-israélien ne cessent de s'accumuler depuis quelques mois, même si Moscou fait toujours dépendre un échange d'ambassadeurs de la tenue de la Conférence internationale sur le Proche-Orient.

Deuxième conséquence importante de la tournée de M. Chevardnadze : elle désigne l'Egypte, Etat arabe modéré, ayant déjà signé un accord de paix avec Israël, comme la grande puissance de la région. Nous sommes loin des ruptures de 1972 (expulsion des conseillers militaires soviétiques par Sadate) et de 1981 (renvoi de l'ambassadeur soviétique lui-même), des critiques parfois féroces lancées contre Sadate, accusé de pacifier avec l'ennemi et de sombrer dans l'antisovietisme rabique.

Depuis l'assassinat de ce dernier, les relations égypto-soviétiques s'étaient lentement améliorées, mais elles viennent soudain d'effectuer un bond en avant spectaculaire. Et c'est au Caire, où aucun ministre soviétique n'était plus rendu depuis quinze ans, que M. Chevardnadze va rencontrer symboliquement et



M. Arens et M. Arafat, auquel Moscou avait conseillé depuis longtemps de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer au terrorisme.

Une initiative américano-soviétique

La nouvelle approche soviétique ne signifie nullement que la paix régionale est pour demain. M. Chevardnadze est toujours favorable — il vient de le répéter à Amman — à la réunion d'une conférence internationale comprenant notamment les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, dont M. Shamir ne veut à aucun prix. Le ministre soviétique prend soin toutefois de ne plus préciser les pouvoirs d'une telle instance. Ses décisions seront-elles contraignantes, comme le veulent Arabes et Palestiniens, ou la réunion servira-t-elle plutôt de « paraplui » à une négociation directe entre Palestiniens et Israéliens ? Il ne se prononce pas et préconise la mise en place d'un comité « préparatoire » qui aurait au moins neuf mois pour trancher.

Neuf mois : délai suffisant pour que la nouvelle administration américaine de M. Bush se réveille et se fasse une religion, et que M. Shamir soit un peu plus précis sur ses intentions aussi bien à

l'égard des territoires occupés qu'à propos des Palestiniens, avec lesquels il serait prêt à négocier.

Pour autant qu'on puisse deviner les intentions du premier ministre israélien, il tenterait de « tourner » le projet de conférence internationale en se ralliant à une initiative américano-soviétique sous les auspices du secrétariat général de l'ONU.

A en juger par ses premières déclarations, M. Chevardnadze n'est pas preneur, pour l'instant d'une telle formule. Quant à M. Baker, secrétaire d'Etat, il évite toujours de s'engager, et a même conseillé à plusieurs gouvernements européens, au cours de sa récente tournée sur le Vieux Continent, de ne pas trop s'engager dans le processus de paix.

M. Shamir aura apprécié, lui qui voit d'un fort mauvais œil les visites effectuées au Proche-Orient au nom de la CEE par MM. Ordóñez, Papoulias et Dumas, les ministres des affaires étrangères espagnol, grec et français. Il compte bien dire tout le mal qu'il pense d'une telle initiative à ses interlocuteurs français, puisqu'il sera à Paris du 21 au 24 février. Il leur reprochera, notamment, d'anticiper le résultat d'éventuelles négociations israélo-palestiniennes en parlant d'« Etat palestinien ».

JACQUES AMALRIC.

Proche-Orient

Nouveau week-end de violences dans les territoires occupés

Un Israélien poignardé, trois Palestiniens tués

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Nouveau week-end de violences et de confrontation : un Israélien poignardé à Jérusalem, trois Palestiniens tués dans les territoires occupés, où était observée une grave généralisation ; enfin, un jeune soldat porté disparu dans le sud du pays et qui aurait été enlevé.

Même s'il n'est pas encore sûr qu'il faille lier ces événements entre eux, la presse et les commentateurs les rangeaient sous la rubrique « Intifada ». Le ministre de la Défense, le travailliste Itzhak Rabin, est allé plus loin en déclarant publiquement que « l'OLP était responsable » tout à la fois de l'attaque au poignard à Jérusalem et de l'enlèvement du soldat.

La disparition de Samal Avi Saportas, un parachutiste de vingt et un ans, remonte à la soirée du jeudi 16 février. Le jeune homme était en permission, il avait quitté sa caserne du sud du pays et faisait de l'auto-stop pour se rendre dans sa famille à Ashdod. L'alerte a été lancée dans la journée de vendredi et les recherches devaient reprendre lundi 20 février : dès dimanche soir, le ministre de la police, M. Haim Bar Lev, avait expliqué à la radio que ces opérations étaient conduites sur la base d'une seule hypothèse : l'enlèvement par des Palestiniens. Un porte-parole de la police, cité par

la radio, a assuré que les forces de sécurité avaient obtenu « des renseignements » les incitant à concentrer leurs recherches sur la bande de Gaza et la ville d'Hébron en Cisjordanie.

Les spéculations sur cette affaire ont d'autant plus frappé l'opinion qu'elles sont intervenues au lendemain du meurtre d'un jeune Israélien à Jérusalem. Shlomo Cohen (vingt et un ans, sergent dans l'armée) a été assassiné d'un coup de poignard dans le cœur, samedi en début d'après-midi, alors qu'il longeait une porte de la vieille ville et s'apprêtait, en costume civil, à aller prier au mur des Lamentations. Selon la police, il a été attaqué par deux jeunes Palestiniens, qui se sont enfuis dans les ruelles de la vieille ville.

Affrontements en Cisjordanie et à Gaza

Bien avant le début du soulèvement palestinien, en décembre de l'an passé, deux à trois attentats similaires avaient eu lieu — en 1986 et 1987 — à peu près aux mêmes endroits. L'opinion dominante dans la police est que cet assassinat ne témoigne pas d'une dégradation particulière de la sécurité à Jérusalem, où l'Intifada s'est jusqu'à présent relativement peu fait sentir. L'attentat n'avait pas été revendiqué dimanche soir, mais le premier

ministre, M. Itzhak Shamir, a affirmé qu'il était une preuve supplémentaire que l'OLP « n'est pas responsable au terrorisme et préférerait toujours le langage des poignards ».

L'attentat a été dénoncé par certaines personnalités palestiniennes proches de l'OLP, notamment par M. Fayçal Hussein, avec lequel se sont récemment entretenus plusieurs députés et un vice-ministre travailliste.

En Cisjordanie et à Gaza, la journée de samedi a été marquée par la mort de trois jeunes Palestiniens tués lors d'affrontements avec l'armée, cependant que plusieurs autres manifestants étaient grièvement blessés par balles — dont une jeune fille de onze ans, touchée à la tête. Simultanément, l'armée procédait à des dizaines d'arrestations quelques heures avant que les résidents des territoires n'entament une grève générale de trois jours — duré six précédents depuis le début du soulèvement.

Parmi les personnes arrêtées figure le journaliste Saman Khouri — un collaborateur à temps partiel de l'Agence France-Presse — qui a immédiatement été condamné à une peine de six mois de détention administrative. Déjà emprisonné par le passé, M. Khouri avait participé la semaine dernière aux entretiens de M. Hussein avec des responsables israéliens.

AL FR.

A la Fnac, la musique c'est le plus grand choix de disques. Si vous n'en croyez pas vos oreilles, ouvrez les yeux.

La Fnac, 1^{er} disquaire de France. Par passion.



A la Sur le

Les nouveaux disques com à l'exclusion

La Fn

Politique

La préparation des élections municipales

M. Marchais menace de « remettre en cause » l'accord avec les socialistes

M. Georges Marchais a menacé, dimanche 19 février, au « Grand Jury RTL-le Monde », de remettre en cause l'accord PC-PS sur les élections municipales intervenu le vendredi précédent si ne sont pas réglés quelques « points chauds », notamment Calais et Orly.

A Calais, l'accord entre socialistes et communistes locaux paraissait pourtant conclu, sous réserve de l'approbation, lundi 20 février, de la section du PS de Calais. Le maire sortant com-

muniste, M. Jean-Marie Barthe, conduirait une liste d'union à majorité communiste.

A Orly, le maire communiste sortant, M. Gaston Viens, a constitué une liste avec les socialistes locaux, sur laquelle les communistes qu'il a choisis « individuellement » démissionnent à la direction du PCF. M. Marchais dénonce donc le soutien apporté par les socialistes à une solution qui ne lui convient pas et somme le PS, en quelque parti,

« nous pas au plan national et nous disons qu'il appartiendra aux organisations locales de prendre la décision qu'elles jugeront adaptée à la situation ».

M. Marchais a estimé que la récente prestation télévisée de M. François Mitterrand était « un discours de circonstance ». Il ne s'agit, selon lui, que d'un « coup de barre à gauche, dans les mots ». Ce discours de M. Mitterrand, pense-t-il, s'explique par trois raisons : « l'alliance avec les forces de droite passe très mal dans le PS et encore plus mal dans l'électorat socialiste » ; « le mécontentement continu de s'exprimer » ; le « poids des affaires » se fait sentir.

Invité du Grand Jury RTL-le Monde, dimanche 19 février, M. Georges Marchais a déclaré qu'il y a quelques points chauds qui doivent être obligatoirement réglés sous peine de remettre en cause les accords qui ont été conclus avec le PS pour les élections municipales.

Le secrétaire général du PCF a cité le cas de Calais et celui d'Orly. Dans cette dernière ville, le maire communiste sortant, M. Gaston Viens, « reconstruit » que le parti se propose de reconduire comme tête de liste, a, selon M. Marchais, « en accord avec le député socialiste de la circonscription, M. Cathala, décidé d'exclure de la liste d'union quinze conseillers municipaux sortants, dont tous les adjoints sans exception (1) ». M. Marchais a réitéré qu'il avait téléphoné, samedi après-midi, à M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, afin que ce problème soit réglé. Rendant les socialistes responsables du cas d'Orly, M. Marchais a ajouté : « Dans l'hypothèse où cela ne se réglerait pas, cela aurait de graves répercussions au plan national parce que c'est une intervention de l'extérieur dans une affaire intérieure du parti ».

Interrogé sur l'attitude du PCF au second tour, et plus particulièrement sur la manière de désigner ou de fusion de listes, le secrétaire général a dit : « Partout, je dis bien sans exception, où les accords signés avec le PS seront respectés dans leur intégralité (...), il n'y aura pas de problème. Ailleurs, nous ne nous enga-

rons pas au plan national et nous disons qu'il appartiendra aux organisations locales de prendre la décision qu'elles jugeront adaptée à la situation ».

La « régression sociale » et « l'abandon de la souveraineté nationale ». Interrogé sur une récente décision du conseil des prud'hommes par la réintégration de militants CGT licenciés de Renault, M. Marchais a déclaré : « J'attends du premier ministre et du président de la République qu'ils disent à M. Levy, PDG de la RLS, ce qu'il faut faire ». C'est-à-dire la réintégration des militants exclus.

Le secrétaire général du PCF a approuvé la décision du gouvernement de différer le retour de l'ambassadeur de France en Iran après l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny contre l'écritain Salman Rushdie, auteur du livre *Les Versets sataniques*. M. Marchais en a profité pour souligner que « ce qui se passe avec ce livre devrait faire réfléchir un peu ceux qui se sont lancés délibérément dans le soutien absolu à ceux qu'ils appellent les patriotes afghans, qui méritent le combat contre le régime de Kaboul (...), ces soi-disant héros qui n'ont pas grand-chose à envier à l'imam Khomeiny ».

(1) Un seul adjoint communiste sortant a accepté de figurer sur la liste que M. Viens a constituée. En cas de victoire, il deviendrait premier adjoint. Le PCF accuse M. Viens d'avoir « exclu » quinze des seize membres du groupe communiste sortant. Selon M. Viens, qui reconnaît ne pas vouloir reconduire tous les membres de ce groupe, pour le premier adjoint sortant, c'est le PCF qui leur interdit de venir sur sa liste. Enfin, le maire fait remarquer que les trois personnalités, non membres du PCF mais choisies par lui en 1983, figurent sur la liste qu'il conduit, en accord avec la section d'Orly du PS.

Marseille : M. Jospin appuie sans réserves M. Pezet contre M. Vigouroux

MARSEILLE
de notre correspondant régional

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, en déplacement dans les Bouches-du-Rhône et à Marseille, samedi 18 février, a apporté un soutien chaleureux à M. Michel Pezet, candidat officiel du PS à la mairie de Marseille, contrastant avec la modération et la prudence dont avait fait preuve, vingt-quatre heures auparavant, le premier ministre, M. Michel Rocard (le Monde daté 19-20 février).

Au cours d'un dîner-débat réservé essentiellement aux enseignants, M. Jospin ne s'est d'ailleurs pas contenté d'appuyer la candidature de M. Pezet et d'appeler les militants socialistes à se « battre autour de lui ». Dans son intervention, qualifiée de « discours de combat » par le Provençal, il a également pris délibérément parti contre le maire (ex-PS) de Marseille, M. Vigouroux, auquel il a reproché, sans le nommer, de ne pas avoir respecté les règles de la démocratie » du Parti socialiste et prédit beaucoup de difficultés pour « trouver un espace politique » dans une bataille entre la droite et la gauche.

Problème d'espaces

« Je suis là, à tout d'abord expliqué M. Jospin, parce qu'il est tout de même normal que l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste que j'ai été pendant sept ans, que le ministre que je suis et le militant que je suis resté soutienne tout simplement le candidat désigné, démocratiquement, par la plus grande formation politique de France ».

Le ministre a rappelé à ce propos, à l'intention de M. Vigouroux, que « l'on veut se présenter aux suffrages des électeurs, il faut

savoir respecter les règles de la démocratie dans la formation à laquelle on a voué l'essentiel de sa vie militante ».

M. Jospin a également justifié son soutien à M. Michel Pezet par le danger d'une victoire de la droite, associée à l'extrême droite, avant d'estimer que seule une liste de rassemblement des forces de gauche, conduite par M. Michel Pezet, pouvait faire échec à M. Gaudin. « La politique ressemble à la physique, a-t-il affirmé. Les espaces politiques ne peuvent pas être multipliés. (...) Il faut que chacun soit lucide. (...) Une grande force va se mettre en mouvement. (...) Plus on va se rapprocher de l'élection, plus la logique des forces contraires va s'exprimer (...), plus ceux qui sont à droite iront à droite, plus ceux qui sont à gauche iront à gauche. Et il n'est pas sûr qu'il restera, au milieu, autant que ce que certains le prétendent au stade où nous parlons. Il vaudrait mieux, effectivement, que chacun y réfléchisse, maintenant, quand il est encore temps ».

M. Jospin a tenu, d'autre part, à donner les raisons « politiques et personnelles » justifiant son engagement aux côtés de M. Michel Pezet et a fait, enfin, un véritable panégyrique du candidat du PS aux élec-

tions municipales de Marseille. « C'est un militant. On sait où il va. C'est un homme de culture. C'est un homme de gestion et il l'a montré quand il a succédé à Gaston Deferré à la tête du conseil régional. C'est aussi un homme capable de rassembler. C'est un combattant, un homme d'autorité. Et pour Marseille la française, Marseille la vivante, la forte, il faut aussi un homme qui parle, qui s'exprime, un homme qui va sur le terrain. Il est notre candidat. Battons-nous autour de lui. Rassemblons pour gagner, pas pour diviser... ».

Avant de participer à ce dîner-débat, qui réunissait tous les « barons » du PS marseillais à l'exception de M. Marius Masse, en délicatesse avec M. Pezet au sujet des listes, le ministre de l'éducation nationale avait inauguré un collège à Rognes et deux salles de sports à Grans et à Velaux. Il avait également remis le trophée de la ville la plus sportive de France au maire (PS) d'Istres, M. Jacques Siffre, et était allé en Arles soutenir la candidature de l'ancien porte-parole de l'Elysée, M. Michel Vauzelle, qui affronte, dans une primaire, l'ancien maire communiste de la ville, M. Jacques Perrot. Presque à chaque étape de son voyage il a été accueilli par des manifestants du SNI-PEGC avec lesquels il a inlassablement dialogué.

GUY PORTE.

M. Pezet : « Aucune fusion de listes n'est en cours de négociation »

Dans une interview qu'il nous a accordée, le lundi 20 février, M. Michel Pezet, candidat officiel du Parti socialiste aux municipales de Marseille, dément que des négociations aient lieu, comme la rumeur en a couru avec insistance, en vue d'une fusion de ses listes avec celles de son concurrent, le maire (ex-PS) de Marseille, M. Robert Vigouroux, avant le premier tour de scrutin. Mais il ne ferme pas vraiment la porte à un accord de deuxième tour en faveur duquel M. Philippe Sanmarco, ancien soutien de M. Vigouroux, mais qui figure sur les listes de M. Pezet, s'est déjà prononcé.

« Y a-t-il, oui ou non, des négociations en cours en vue d'un accord avec M. Vigouroux avant le premier tour ? »

« Toutes les rumeurs qui ont couru à ce sujet sont absolument sans fondement. Je peux vous assurer qu'il n'y a aucune discussion ni en cours ni prévue ».

« Comment expliquez-vous que ces rumeurs aient pu naître et à qui profitent-elles ? »

« Certaines personnes considèrent qu'il faut essayer à tout prix de rassembler tout le monde à Marseille. C'est un vœu louable et je comprend qu'on ait pu lui donner une réalité qu'il n'a pas. Ces rumeurs profitent peut-être à quelqu'un, mais pas à moi, car elles jettent le trouble parmi mes colistiers et démobilisent les militants. C'est pourquoi je dis qu'à un certain moment, il faut arrêter les montres... »

« Etes-vous vous-même partisan d'un arrangement avec M. Vigouroux et sur quelles bases ? »

« Entendons-nous bien, je ne suis pas M. Niet. Jusqu'au bout je continuerai à tendre la main pour rassembler encore plus. Sur quelles bases ? Celles de la gauche unie, de son programme, de sa stratégie. Quant à la tête de liste, elle a été désignée, elle s'appelle Michel Pezet. Pourquoi devrais-je m'effacer ? »

« Vous avez reçu successivement à Marseille MM. Rocard et Jospin. On serait étonné que vous n'ayez pas abordé cette question avec eux... »

« Leur venue était prévue de longue date. J'ai fait avec eux, bien sûr, une analyse de la situation. Mais ni l'un ni l'autre, si c'est que vous voulez savoir, n'était chargé d'une mission particulière de réconciliation entre M. Vigouroux et moi... »

« Une fusion est-elle envisageable entre les deux tours ? »

« L'accord PS-PC répond à cette question puisqu'il prévoit que nos listes doivent être à l'identique au deuxième tour. J'en reste là... »

« Excluez-vous fermement une fusion au second tour ? »

« Je dis que la politique, cela s'analyse toujours au moment des résultats... »

« A quel niveau situez-vous le score des listes PS-PC ? »

« Sur la ville c'est difficile à dire. Nous allons faire une campagne très politique et nous pensons que quatre secteurs sont gagnables ou jouables : les deuxième, sixième, septième et huitième. Avec les points marqués dans les autres nous aurons, quoi qu'il arrive, le groupe le plus important du futur conseil municipal... »

Propos recueillis par GUY PORTE.

PROPOS ET DÉBATS

M. Balladur

Paradoxe

M. Edouard Balladur a déclaré à « 7 sur 7 », dimanche 19 février : « Le discours de M. Mitterrand est essentiellement politique et fait bon marché de l'intelligence des Français. Il y a un paradoxe à condamner l'argent et à vouloir le progrès économique et social ». A propos des élections municipales, l'ancien ministre d'Etat a souligné que « l'opposition n'est plus unie qu'elle ne l'est », et s'est prononcé, pour les élections européennes, en faveur d'une liste d'union conduite par M. Giscard d'Estaing.

Mme Barzach

Colle

Mme Michèle Barzach, secrétaire nationale du RPR, a « déploré que M. Juppé ait parlé de « la gauche la plus pourrie du monde », car cela fait partie de ces phrases qui vous échappent et qui vous collent à la peau ».

M. Dray

Idees

M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, invité du « Forum RMC-FR 3 », a estimé que « le Parti socialiste doit faire preuve d'idées pour rassembler ceux qui sont aujourd'hui victimes de la crise ». Il a jugé que « le bilan du gouvernement affait dans le bon sens mais qu'il faut faire plus et mieux ». Il s'est prononcé en faveur de Mme Edith Cresson pour la conduite de la liste socialiste aux élections européennes.

M. Sarre

Excessif

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, a jugé, sur la Cinq, que le Parti communiste « avait un certain nombre de revendications franchement excessives. Je me demande encore si les communistes voulaient vraiment faire des listes communes avec nous, à Paris ».

SITUATIONS

AIX-EN-PROVENCE

(Bouches-du-Rhône) : M. de Beaucé renonce. — M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des affaires culturelles internationales, a fait savoir, dimanche soir 19 février, qu'il renoncera à conduire une liste à Aix-en-Provence où son arrivée, le mois dernier, avait provoqué des rumeurs à l'intérieur du PS. Chef de file désigné par le PS, M. Jean-François Picheral estimait qu'il ne pouvait accepter et accepter les dictats d'un membre du gouvernement parachuté. De son côté, M. de Beaucé a décidé de se retirer après une série de négociations avec M. Picheral qui, selon lui, « n'ont pu aboutir sur une vraie liste d'ouverture ».

BOURG-EN-BRESSE

(Ain) : M. Saint-Pierre (MRG) candidat sur la liste du maire sortant (PS). — M. Dominique Saint-Pierre, vice-président du MRG, conseiller régional Rhône-Alpes et ancien député de l'Ain, est candidat sur la liste du maire sortant socialiste, M. Jean Moreteau. Le premier tour de scrutin devrait donner lieu à une primaire à gauche après l'entrée au titre de l'Association des démocrates, de M. Jean-Louis Dominjon (contre

droit) sur la liste d'ouverture de M. Moreteau, repoussée par le PCF. (Corresp.)

LYON (Rhône)

M. Briant (CNI) retire son soutien à M. Collomb (UDF). — Le comité directeur du CNI du Rhône, réuni dimanche 19 février a désavoué son secrétaire général, M. Yvon Briant, qui, deux jours auparavant, avait annoncé qu'il retiendrait son soutien à la liste conduite par M. François Collomb (UDF) « en raison de l'arrivée en force sur cette liste de M. Raymond Barre et de ses amis ».

ANGLET (Pyrénées-Atlantiques)

M. Alain Lamessoure (UDF) reculé. — M. Alain Lamessoure, porte-parole de l'UDF, a vu, samedi 18 février, sa candidature à la mairie d'Anglet rejetée par M. Victor Mendiboure, maire (UDF-CDS). Ce dernier a justifié son refus de prendre le député des Pyrénées-Atlantiques sur sa liste en rappelant qu'il avait toujours voulu écarter la politique politicienne des élections municipales et que, dans cet esprit, il « n'avait pu accéder à la demande tardive d'Alain Lamessoure ».

A la Fnac, la musique c'est moins 20% sur les nouveautés.

Prix nouveautés Fnac : - 20% sur le prix des nouveaux enregistrements - disques compacts, cassettes et microsillons entrés en magasin à compter du 15 janvier, à l'exclusion des rééditions - pendant le mois qui suit leur sortie.

La Fnac, 1^{er} disquaire de France. Par passion.



le plus grand
croquez pas vos

passion.

هكذا من الأصل

Politique

La préparation des élections

Qui va réveiller



Lyon : une mairie en viager

LYON
de notre bureau régional

En dépit d'une bataille d'affiches, où l'UDF a nettement pris l'avantage, et de sondages qui donnent la préférence à M. Michel Noir, Lyon semble bâiller d'ennui devant le spectacle une fois encore recommencé de MM. Francisque Colomb et quelques autres. Depuis des mois, on prometait aux Lyonnais un sensible renouvellement du pouvoir en place ; ils assistent en fait aujourd'hui, impuissants, à un complet remake des élections municipales de 1983, un véritable exercice de surplace.

« Ce monsieur, qu'a-t-il fait en six ans au conseil municipal pour tant nous critiquer ? », demandait déjà le maire de Lyon, en 1983, à propos de son challenger RPR. « Ce collègue, nous l'avons trouvé bien coopératif pendant ces six ans : il a voté tous les budgets et personne n'a jamais perçu les drames qui seraient pu nous séparer », affirme aujourd'hui le premier adjoint sortant, M. André Soulier (UDF-PR).

M. Michel Noir, en 1983 : « Lyon, ville internationale, bien sûr. Mais cela aussi suppose énergie et volonté. » Le même en 1989 : « Il ne suffit pas de sauter sur une chaise en criant : Lyon, ville internationale. »

Qui, enfin, proclame, toujours aussi violemment : « On peut parler de tout, y compris de l'âge du capitaine et de son anépigraphe. » M. Francisque Colomb, en 1983, qui n'avait alors que soixante-deux ans et qui, six ans plus tard, assure la plus sérieusement du monde à la télévision que, selon ses médecins, il a, en fait, dix ans de moins qu'il n'y paraît.

Ces derniers mois, pourtant, deux hommes, deux intrus, ont fait leur entrée sur la scène lyonnaise. Côté cour un député du Rhône, M. Raymond Barre. Côté jardin : le chef de file régional du Front national, M. Bruno Gollnisch. Bien que desservi par l'effet médiatique de la querelle interne à la droite et par le retombée du souffle Le Pen, celui-ci attend son heure avec gourmandise, celle de l'entre-deux-tours, qui pourrait bien lui donner un rôle d'arbitre pour peu que, dans tel ou tel arrondissement décisif, les listes du Front national soient en état de se maintenir le 19 mars. L'ancien premier ministre, pour sa part, tout en continuant à professer qu'il n'a pas de « destin municipal » semble s'être enfin pris aux jeux de la cuisine lyonnaise.

Devancé de près de mille trois cents voix à Lyon lors des élections législatives de 1986, M. Raymond Barre a pris sa revanche en 1988 en triomphant de M. Chirac lors de la dernière élection présidentielle dans huit des neuf arrondissements de la ville. Sollicité dès le mois de juin

dernier par M. Francisque Colomb et par son plus proche conseiller, Charles Béraudier, président du conseil régional Rhône-Alpes, délégué en octobre 1988, l'ancien premier ministre a alors accepté pas à pas de s'engager dans l'actuelle bataille municipale.

Trois-six-neuf

Avec le maire et son premier adjoint, il participe même à cet étrange triumvirat qui conduit la campagne du côté de l'UDF. Comme le déclinent les affiches sur les murs de la ville, M. Francisque Colomb « se consacre à Lyon », M. André Soulier « s'engage pour Lyon », M. Raymond Barre, lui, « s'engage pour Lyon ». Et ce n'est pas sans danger. Non seulement au risque de déplaire, il a usé de son influence auprès du maire pour mettre sur la touche quelques-uns des conseillers sortants, mais son arrondissement, le sixième, celui des « bourgeois utilitaires » — où il est en seconde position, juste derrière M. Colomb — recouvre précisément un secteur où, depuis des années déjà, le RPR talonne régulièrement l'UDF. Qu'advient-il si le tandem Colomb-Barre se trouvait soudain devancé, au soir du 12 mars, par la liste conduite dans ce beau quartier de Lyon par le très unitaire député RPR Jean-Michel Dubernard ?

Sur la rive gauche du Rhône, dans le troisième arrondissement, M. Noir affronte, de son côté, un semblable défi. Certes, c'est là l'un des secteurs qui pèsent le plus dans la composition du conseil municipal à la mairie centrale (1). C'est aussi celui où, avec M^{me} Simone André, adjointe aux affaires sociales, M. Jean Fischer, maire sortant du troisième arrondissement, et M. Jacques Moulinier, adjoint à l'urbanisme, le réseau des vrais notables lyonnais est le mieux implanté. Et c'est enfin l'arrondissement choisi par l'ancien député du Front national, M. Bruno Gollnisch. Marginalisé sur le plan national au sein du RPR et suivi sur le terrain sans excès d'enthousiasme par ses propres compagnons, M. Noir compte sur son image personnelle pour renverser le courant dans ce quartier décisif situé au centre géographique de Lyon.

Candidat dans le neuvième arrondissement, où il avait été battu de cinquante voix seulement en 1983 par le centriste Roger Fenech, l'une des clés de voûte du système lyonnais, le chef de file du PS, M. Gérard Colomb, ancien député et membre du secrétariat national du PS, bénéficie pour sa part d'un fonds de commerce non négligeable : au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Mitterrand avait obtenu dans ce secteur 57 % des suffrages exprimés. Gagner ne serait-ce qu'une seule mairie d'arrondissement pour la pre-

mière fois depuis l'institution, en 1982, de la loi PLM serait déjà un succès appréciable pour la gauche lyonnaise. Après Nice, mais avant Paris, Lyon est en effet le second ville de France à avoir le plus marqué sa préférence pour M. Chirac le 8 mai dernier. Mais pour passer d'être ultra-minoritaire à la mairie, le PS devra encore l'emporter dans un ou deux autres arrondissements : le huitième, où une grande figure de la médecine lyonnaise, le professeur Jean-Louis Touraine, s'oppose directement à M^{re} Soulier, et le premier où un conflit de personnes au sein de la droite pourrait éventuellement lui profiter.

Ignorée de bon nombre d'électeurs, cette bataille des arrondissements détermine pourtant la composition du futur conseil municipal. La compétition, à la



fois rude et furtive que se livrent à Lyon les différentes fractions de l'UDF et le RPR, n'a pas d'autre raison d'être. Compte tenu de « l'âge du capitaine » (M. Francisque Colomb, soixante-deux ans en décembre dernier), chacun tente donc de se préparer une majorité de rechange afin de mieux prendre la mairie en viager. Au rang des prétendants figurent, jusqu'à présent, les éternels rivaux, M. Soulier et M. Noir, voire l'un de ces « papes de transition », fort appréciés à Lyon, qui, comme Louis Pradel pendant vingt et un ans puis comme M. Francisque Colomb depuis 1976, n'en finissent pas de durer. Il pourrait désormais s'y ajouter — si les circonstances l'exigeaient — « le meilleur économiste de France ».

JEAN-LOUIS SAUX.

(1) Selon l'importance de leur population, les arrondissements de Lyon sont représentés par un nombre de conseillers municipaux variant de quatre à douze. Ce sont ces élus qui, ensuite, élisent le maire de la ville.

(Suite de la première page.)

Comment ces électeurs pourraient-ils savoir ? La presse locale, contrôlée par Robert Hersant, informe peu, par exemple, sur le retard pris dans la rénovation de l'Opéra dont le devis vient de passer brutalement de 215 millions de francs à 387 millions de francs. Le lecteur peut suivre les mille et une tractations retardant depuis six ans le lancement de la cité internationale. Il a su la création simultanée de deux usines d'incinération juste avant la campagne municipale. Mais les explications sur les véritables intérêts qui sont en jeu ne surabondent pas.

Ce serait, dit-on, faire le lit du Front national, qui ne se gêne plus pour dénoncer « ce théâtre de guignols ». Si certains acceptent de parler, c'est à condition de leur garantir l'anonymat absolu. D'autres qui pensent être visés en

« des galettes économiques et politiques ». En 1983, M. Michel Noir avait foncé sur ce terrain miné en prétendant vouloir débarrasser la ville « de ses milleux affairistes ». Avec plus de modération, il explique aujourd'hui que les Lyonnais « sont lassés des batailles pour défendre des postes, voire des intérêts personnels », qu'il souhaite quant à lui conduire une liste « avec tous ceux qui veulent apporter leurs compétences, leur cœur et leur rigueur morale ». Enfin, s'expliquant dans le Monde sur son intention de s'engager derrière Francisque Colomb, Raymond Barre a prévenu qu'il ne serait pas l'ornement « le paroisserie ou la couverture pour certains intérêts ».

Les enfants de chœur

Pourquoi, objectera-t-on, la situation à Lyon serait-elle pire que dans les autres grandes villes ? Il est exact que Lyon subit d'un certain point de vue les désagréments cumulés de la loi de décentralisation et de la loi PLM. La multiplicité des niveaux de décision (conseil d'arrondissement, conseil municipal, communauté urbaine, conseil général, conseil régional) a allongé à la fois les délais de délibération et la liste des intermédiaires. Tout le monde s'en plaint, mais personne pour l'instant n'a tenté sérieusement d'y remédier.

Le système Colomb est bâti autour de quelques hommes, toujours les mêmes. Il ignore la pratique démocratique du conseil municipal dont les stances sont devenues aussi distrayantes que les représentations au Caveau de la République. Il s'appuie sur une formation politique, le CDS, qui semble être à Lyon d'une espèce tout à fait étrange et qui n'a pas sur place bonne réputation. M. Francisque Colomb cumule les postes de maire, de président de la communauté urbaine, des hospices civils. Principal employeur de la ville, propriétaire d'un parc immobilier important, il dispose pour ces trois postes de plus de 13 milliards de francs de budget de fonctionnement. Il est en outre président d'une autre société de logement : la SCVL, et de sociétés d'économie mixte qui ont proliféré ces dernières années à Lyon.

L'autre homme fort du système était Charles Béraudier. Adjoint aux finances, président de la région Rhône-Alpes, tête pensante de Colomb, il est décédé en octobre. A sa mort, affirme le tout-Lyon politique, on découvrit son coffre-fort, au conseil régional, bourré de billets de banques. Son gendre, M. Jean-Louis Debaube, désirait figurer sur la liste Colomb, pour perpétuer son souvenir. Au dernier moment ses activités dans l'immobilier ont été jugées incompatibles avec ce mandat. L'homme en a nourri quelque amertume, exprimée dans la presse locale sous forme de menaces : « Oui, je le regrette. Je n'en veux à personne. Pendant

ces quinze années passées aux côtés de mon beau-père, j'ai appris à me taire et à ne pas faire de vagues. Mais c'est vrai que j'en ai vu, des choses, pendant quinze ans. » A bon entendeur, salut !

Charles Béraudier n'est plus. M. Charles Millon l'a remplacé à la tête de la région. Mais dans le système Colomb, un autre homme est aujourd'hui en passe de prendre sa place : M. Roger Fenech, ancien député centriste, patron d'une fédération CDS dont on déclare, dans l'entourage de M. Pierre Méhaignerie, ne pas vouloir se mêler, de peur de faire des découvertes désagréables. Sur les ruines du radicalisme et des indépendants, fortifié par l'antigaullisme, le centre, à Lyon, a toujours réussi à se faire une belle place au soleil. Présidence et vice-présidence du conseil général, un député, un sénateur, cinq maires d'arrondissement sur neuf ; il est devenu incontournable. M. Roger Fenech collectionne lui aussi les titres : vice-président du conseil régional, vice-président du conseil général du Rhône, vice-président de la communauté urbaine, maire du neuvième arrondissement, président de la SERL (Société d'équipement de la région lyonnaise), président de Lyon-Paroisse, responsable aussi du Front national des rapatriés, ce Roger Hanin de droite a de quoi faire. Mais, cible de rumeurs, il est déjà en passe d'être remplacé à la tête du CDS par M. Pierre Vallon, sénateur centriste, adjoint de M. Francisque Colomb, homme plus discret, mais non moins influent.

Sainte Bernadette

Le système Colomb, c'est encore un autre centriste, M. Jacques Moulinier, adjoint à l'urbanisme, puis M. Louis Rigal, du clan Béraudier, président depuis de longues années de l'office HLM et M. Henri Bailly, directeur du cabinet du maire, ancien responsable des renseignements généraux de la ville. Colomb, Fenech, Moulinier, Rigal, Villon, Bailly, six hommes qui tirent beaucoup de ficelles, qui contrôlent la plupart des sociétés d'économie mixte et qui sont assurés, en cas de succès du maire sortant, de se retrouver dans un mois toujours à la même place. En complément, trois autres élus travaillent le terrain : M. Robert Batalilly, dernier d'une espèce radicale en voie de disparition, M^{me} Simone André, adjointe, véritable assistante sociale en chef de la ville qui tient les rênes de ce qui reste du Parti républicain, et le député centriste, M^{me} Bernadette Isaac-Sibille, femme de terrain, surnommée en ville « sainte Bernadette ». Elle ne veut pas « juger son prochain », mais convient que le conseil municipal « n'est pas un séminaire ». Débutant dans les années 70 en politique et un peu refroidie tout de même par ce qu'elle découvrait, elle s'en était confiée, raconte-t-elle à l'évêque de Lyon de l'époque, le cardinal Renard : « Ma fille, l'avait-il

A la Fnac, la musique c'est des disquaires spécialistes passionnés. Prêtez-leur l'oreille.

La Fnac, 1^{er} disquaire de France. Par passion.



Politique

Trois nominations attendues au Conseil constitutionnel

La « longue vue » du doyen Georges Vedel

Trois membres du Conseil constitutionnel, MM. Georges Vedel, Robert Lecourt et Louis Joxe, parviennent au terme de leur mandat. La nomination, pour neuf ans, par le chef de l'Etat, le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale de leurs successeurs est imminente. Nous évoquons le rôle éminent qu'a joué, depuis 1980, au sein du Conseil, le doyen Georges Vedel.

Le doyen Georges Vedel quitte le Conseil constitutionnel où il siègeait depuis neuf ans. Pourquoi ce départ dicté, pour lui comme pour Robert Lecourt et Louis Joxe, par la simple évidence issue des textes prend-il alors l'allure d'une bizarrerie ?

Comme il le fit à de nombreuses reprises dans le secret de la rue Montpensier (et aussi à l'extérieur quand il acceptait de parler, à l'occasion d'un colloque ou d'une table ronde, de presque tout... sauf de son activité de juge constitutionnel), Georges Vedel illustre à la fin de 1983, devant ses pairs, pendant la discussion du recours contre la loi de finances 1984, un propos on ne peut plus sérieux et technique à l'aide d'une historiette. Au cours d'une longue marche, un colonel annonce à ses hommes qu'à la fin de l'épreuve, ils se verront gratifier d'un cigare et d'une surprise. La marche s'achève et la surprise est dévoilée : les soldats n'auront pas de cigare. Ici, nul n'émarrera la folle prétention de priver le doyen des volutes de fumée de cigare dont il s'entoure invariablement dès le matin. Mais l'illogique surprise est bien là : il n'y a pas de surprise et Georges Vedel s'en va.

Stratégie

En réalité, la raison de cet étonnement est simple. Le successeur au Conseil de François Goguel, nommé en février 80 par M. Valéry Giscard d'Estaing, aura occupé, parmi les juges constitutionnels une place inoccupée. Non seulement on se révéla l'homme qui convenait, au bon endroit. Cette heureuse conjonction après tout n'était pas tout à fait instantanée et le doyen Vedel n'en est pas le seul exemple.

Mais aussi parce qu'il y eut plus : l'homme qui convenait, au bon endroit, dans une exceptionnelle période politique qui allait soulever le Conseil constitutionnel au cours du dispositif institutionnel français et lui donner un rang insoupçonné auparavant. En dépit de l'œuvre notable accomplie par les neuf juges du Palais-Royal dans les années 70.

L'homme qui convenait : grand professeur, spécialiste de droit administratif, « constitutionnaliste » reconnu, Georges Vedel entra au Conseil avec plus d'un atout supplémentaire. Souvent sollicité au cours d'une vie peu économe en amplex réflexions, il a eu maintes occasions de faire le tour de sujets qu'il lui arrivait plus d'une fois de retrouver au détour d'un recours : l'éducation, l'agriculture, la presse.

En 1980, la noble vieille voisine du Palais-Royal, le Conseil d'Etat, n'avait pas vu d'un oeil unanimement favorable son entrée au Conseil constitutionnel et l'avait fait savoir. Le doyen Vedel, en poussant le Conseil constitutionnel vers son essor autonome — fût-ce au risque de quelques grinçantes contradictions avec le Conseil d'Etat — saura, en quelque sorte, se montrer digne de cette méfiance initiale.

C'est, du reste, ce qui frappe le plus, à côté du rôle technique considérable du doyen Vedel dans l'élaboration ou la version ultime de nombreuses décisions petites ou grandes du Conseil : une vision ample, stratégique (il affectionne du reste le vocabulaire et les finesses de cet art, du devenir à moyen ou long terme du Conseil constitutionnel, et une saine gestion des contraintes, des prudences, quelquefois des audaces mesurées qui peuvent se déduire de cette préoccupation.

Praticien impénitent de la pédagogie, Georges Vedel ne manque pas d'indiquer fréquemment à ses collègues le mode d'emploi

de cette « longue vue ». Au risque de s'égarer de temps à autre une remarque impatiente : « Nous ne sommes pas vos élèves, monsieur le doyen ! »

Ainsi, toujours au cours de la discussion, devant le Conseil, du recours contre le budget 1984, Georges Vedel développe longuement l'idée selon laquelle la référence par cette instance à la notion d'erreur manifeste est, en quelque sorte, une arme, soulignant que les membres du Conseil laissent cette arme (à condition de ne pas la galvauder) à la disposition de leurs successeurs. Et d'insister : aucun juge ne peut abdiquer à l'avance l'éventualité de contrôler un acte aberrant.

Le second président

Stratégie : évitons toute manifestation d'impérialisme, rappelle fréquemment le doyen Vedel au cours des discussions. N'oublions pas que le Conseil est « jeune », qu'il se trouve en face de cours supérieurs et qu'il n'est pas évident qu'elles se plieront à son interprétation.

Stratégie d'ensemble : stratégie personnelle aussi. Au terme de digressions souvent amorcées, quand il n'est pas lui-même le rapporteur, sur le ton général anodin de l'approbation globale, on voit le doyen Vedel proposer un « considérant » nouveau de la future décision, qu'il a rédigé à l'avance, à moins qu'il ne se porte volontaire pour cette rédaction nouvelle, qui, quelquefois, modifie notablement la portée de la décision.

Cette virtuosité et cette maîtrise sont telles que le doyen Vedel sera quelquefois considéré, sans s'attirer pour autant une universelle aménité, comme le second président du Conseil constitutionnel. L'arrivée de Robert Badinter en 1986 dissipa cette impression, latente sous les présidences de Roger Frey et de Daniel Mayer. Peut-être le « second président » en conquit-il quelque léger et secret dépit.

Rigoureux et habile, Georges Vedel saura aussi, selon les occasions, se montrer ennemi juré de l'impérialisme juridique ou se poser en amateur éclairé, mi-sincère, mi-ironique, d'un certain flou artistique. Comme lorsqu'il note, en juillet 1983, à propos de la démocratisation du secteur public, que la jurisprudence hésitante et peu cohérente du Conseil constitutionnel à l'égard du principe d'égalité peut être interprétée comme un signe de sagesse.

Plus d'une fois, ces éloges acclamés servent d'exorde à d'élaborées expositions techniques ou théoriques : un jour à propos du principe d'égalité, telle autre fois pour étudier la problématique question des lois dites de validation. Mais Georges Vedel ne demeure un moment dans le ciel des idées que pour mieux attirer sur des considérations on ne peut plus précises.

Bluette

Ainsi nota-t-il échauffement, à propos du principe d'égalité si souvent invoqué, que le Conseil constitutionnel, lorsqu'il a transposé telle quelle la jurisprudence du Conseil d'Etat sur la loi, a commis une erreur de méthode.

De telles réflexions conduisent souvent le doyen aux apories cruciales que rencontre inévitablement le Conseil constitutionnel là où il est fréquemment conduit : au carrefour du juridique et du politique. C'est peut-être ces difficultés majeures que Georges Vedel a été plus à affronter régulièrement avec la plus grande allégresse, même s'il lui arriva aussi de les contourner en prenant l'une des ces tangentes commodes qui dans leur infinie variété n'avaient pas de secret pour lui.

Toujours le stratège est à l'œuvre. Après avoir ici ou là, par exemple au début de 1983, évoqué l'immense difficulté à manier cette notion d'égalité, Georges Vedel en vient finalement à proposer une « sortie » future pour ne pas demeurer dans la forteresse énigmatique de ce principe.

Il arrive aux plus grands virtuoses de jouer pour leur satisfaction quelque bluette et même

de croire ou de faire croire au public qu'il s'agit d'un chef-d'œuvre. Georges Vedel succombe sans doute au moins une fois à ce péché mignon : lorsqu'il fut l'âme, en tant que rapporteur devant le Conseil, de la décision sur la loi relative à l'enseignement supérieur (janvier 84).

Pour parvenir à l'acrobatique consécration constitutionnelle de l'indépendance des professeurs d'université, il est alors brillant comme souvent, mûré plus que jamais : ses collègues ne l'entendent pas sans une certaine stupeur s'abriter derrière... Gaston Defferre pour parfaire sa démonstration.

En neuf années d'activité, souvent intense, du Conseil, l'heure ne fut pas souvent, à ce genre d'amusement... supérieur. Comme rapporteur ou conseiller avisé, Georges Vedel aura vu passer tous les chamboulements législatifs de la période : de la loi Sécurité et Liberté à la réforme du mode de scrutin en passant par les lois sur la presse, l'audiovisuel, la décentralisation, les ratifications d'ordonnance, la Nouvelle-Calédonie, etc.

Son nom restera toutefois attaché, par l'une de ces restrictions abusives et par modes qui servent à résumer une action longue et diverse, à la première décision du Conseil sur la loi de nationalisation.

Jamais Georges Vedel, rapporteur pour cette décision, ne fut plus près du centre de ce carrefour du droit et de la politique. Tout : le moment — nous sommes en décembre 81 et janvier 82 — le sujet, la jeunesse de la gauche au pouvoir concourait à l'hyperdramatisation du sujet et, a priori, de la décision que prendrait le Conseil.

Deux philosophies

Durant tout l'examen de ce projet de décision, on voit le doyen Vedel aux prises, dans un extraordinaire exercice intellectuel et, une nouvelle fois, stratégique, avec le vertige du vide, qu'il avoue, dès le début des nombreuses séances du Conseil consacrées à cette affaire : il s'agit de savoir si le Conseil constitutionnel a la possibilité de prendre parti dans un domaine où il n'y a, en réalité, aucune définition constitutionnelle.

Aussi Georges Vedel va-t-il conclure tout le débat dont il juge lui-même les fondements plus philosophiques et politiques que juridiques avec une évidence et un paradoxe ligne de conduite : sauver le projet dont le sort était vraisemblablement, largement suspendu à son autorité, et « échanger » en quelque sorte sa souveraineté contre la contestation, qui fit couler tant d'encre et pousser tant de cris, des modalités de calcul de l'indemnisation.

Au cours des discussions, l'affrontement est parfois facial entre deux conceptions : celle de Louis Gros, par exemple, pour qui la loi est dépourvue de base légale, et celle du doyen Vedel pour qui, en toute rigueur, on ne trouve rien dans la Constitution de 1958 qui prohibe une politique socialiste, sauf à aller lire, dit-il, par des « astuces subalternes », dans la Constitution, ce qui ne s'y trouve pas.

A l'amateur d'chroniques (ce qui ne serait pas si ce qu'il avait vu ou lu ne s'était pas produit) qu'est le doyen Vedel on peut bien proposer celle-ci : l'hypothèse d'une conflagration politique majeure aux conséquences incalculables si la loi de nationalisation était sortie entièrement annulée de ce premier examen par les neuf juges constitutionnels.

Il y eut certes la loi de nationalisation, mais il n'y eut pas qu'elle. Au total personne n'aura plus fermement et plus habilement que ce juriste libéral, humaniste, sceptique et pragmatique, inutilement dissimulé derrière les halos de havanes et les citations de Labiche, contribué à faire passer le Conseil constitutionnel de l'âge de la fragilité — le mot est de lui — à l'ère de la maturité.

MICHEL KAJMAN.

municipales

la ville ?

réconfortée, relisez la vie de Mazarin et vous verrez que vos collègues ne sont que des enfants de chœur. M. le député s'est donc fait depuis une sainte raison.

Qui pourrait secouer le cocotier lyonnais ? Les socialistes ? Ils étaient plus que sept dans le conseil municipal sortant. Ils peuvent espérer cette fois rattrapper, deux arrondissements sur neuf. Mais après ? Les affaires à Paris les embarrassent pour ouvrir le débat à Lyon. Ils sont enfin gênés par le voisinage encombrant de M. Charles Hagou à Villeurbanne.

M. Michel Noir ? Il voudrait bien, mais le peut-il ? Adjoint aux affaires économiques de M. Francisque Collomb, on ne l'a pas beaucoup entendu, hors campagne électorale, élever la voix. S'il part franchement sur ce terrain, la contre-attaque du système Collomb est toute prête : M. Michel Noir veut faire marcher Lyon comme M. Chirac fait marcher Paris.

La ville impartiale

Un autre homme est prêt à bouter M. André Soulier, premier adjoint du maire, assuré de retrouver ce siège en cas de succès du maire sortant, barbotard d'une espèce rare, trop talentueux sans doute pour réussir dans la politique lyonnaise. En lançant l'idée d'une association pour un grand projet pour Lyon, il avait déjà, en bon avocat, montré le bout du nez.

Mine de rien toujours, il a glissé un autre petit message lors de la présentation de la liste Collomb la semaine dernière. « La gestion d'une ville, a-t-il dit, est une affaire sérieuse. On ne s'improvise pas gestionnaire. Cela doit être confié à des mains compétentes ». Et, en privé, M. Soulier confie qu'il est décidé aujourd'hui à aller plus loin et qu'il ne veut pas s'asseoir sur ses convictions, que la ville de Lyon a aujourd'hui grandement besoin d'une « lettre politico-administrative ».

Il propose de réduire le nombre de sociétés d'économie mixte, prévoir chaque année un audit effectué par des commissaires aux comptes, poser au sein du conseil municipal le problème des missions et des compétences. Il estime que ce grand débat devra « nécessairement avoir lieu ». Suicidaire ? On alors pourquoi a-t-il cautionné, de son poste de premier adjoint, pendant plus de dix ans, ce système Collomb ?

« La nouveauté, explique-t-il, c'est que je ne suis plus seul. Beaucoup de monde pense à cette chose. Il faut relancer le pari. Attirer tous les bons, tous ceux qui peuvent faire progresser la gestion de cette cité ». Il regrette que M. Michel Noir n'ait pas eu la sagesse d'unir ses efforts aux siens. Selon lui, c'était possible. Il regrette la défection de M. Alain Mérieux qui, en tant que grand patron, aurait pu peser de tout son poids. Il assure que Raymond Barre est tout à fait sur la même ligne que lui.

Seul élément nouveau important de cette campagne 1989, la présence de M. Raymond Barre sur la liste Collomb fait en ville beaucoup parler. Que veut-il ? Que cherche-t-il ? Les avis sont partagés. Les socialistes trouvent que son engagement n'est qu'un simple cache-misère pour la liste UDF. D'autres estiment que l'ancien premier ministre se consacrera d'un poste de conseiller municipal chargé d'être à l'étranger l'ambassadeur extraordinaire de Lyon.

M. Raymond Barre est resté pour l'instant énigmatique sur ses véritables intentions. Il veut être « loyal », vis-à-vis de M. Francisque Collomb qui a été loyal avec lui pendant la campagne présidentielle. Officiellement, son raisonnement ne va pas plus loin. Lui demande-t-on si un jour il se pourrait qu'il prétende devenir premier magistrat de cette ville ? Il répond qu'il ne faut jurer de rien, qu'on ne sait pas ce qui peut se passer dans l'avenir.

M. Raymond Barre ne dit pas non. Et tout prouve en réalité qu'il a aujourd'hui décidé d'investir gros dans la ville.

Il a suivi de près la composition des listes, fait couper certaines rênes, imposé la présence d'au moins sept de ses amis dans le conseil municipal. Il a exigé qu'un projet municipal soit mis au point, représentant l'essentiel de ses idées. Sa tête est aujourd'hui partout sur les murs avec ce slogan très clair : « Je m'engage pour Lyon ».

Il a prévu de tourner dans chaque arrondissement, faisant preuve d'une rare patience pour écouter durant deux heures les doléances sur les croûtes de chiens ou les bouches d'égout. Il s'expose devant les médias.

La liste Collomb-Barre est devenue au fil des jours la liste Barre-Collomb. Et la façon dont l'ancien premier ministre prend soin de ménager le candidat Noir, qualifié naïvement de « damoiseau », montre bien qu'il voit très loin.

A chacun sa stratégie. M. Michel Noir a choisi l'affrontement. Ça passe ou ça casse ! M. André Soulier préfère jouer le changement dans la continuité. Avec ses amis, M. Raymond Barre semble plutôt avoir décidé de son côté d'entrer à l'hôtel de ville comme un cheval de Troie. C'est demain que les choses sérieuses commenceront. Ses proches assurent qu'il a une « claire conscience des difficultés », mais qu'il prend un « soin scientifique pour ne fermer aucune porte ».

M. Barre maire de Lyon, l'hypothèse n'est donc plus improbable. Le quatrième tour de ces élections municipales est commencé.

L'après-Collomb se joue déjà. Tout peut arriver. Après s'être battu pendant la campagne présidentielle pour « l'Etat impartial », M. Raymond Barre va sans tarder pouvoir éprouver un nouveau thème de campagne : celui de la « ville impartiale », ce qui n'est pas à Lyon un mince programme.

DANIEL CARTON.

A la Fnac, la musique c'est aussi des billets pour les meilleurs concerts. Prenez places.

La Fnac, 1^{er} disquaire de France. Par passion.



كذا من الأصل

هكذا من الأصل

10 Le Monde • Mardi 21 février 1989 •

Société

La crise pénitentiaire

Les syndicats appellent les surveillants de prison à amplifier leur mouvement

Dans une déclaration à l'Agence France-Presse diffusée en fin d'après-midi dimanche 19 février, le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dintilhac, a expliqué, alors que le mouvement de contestation des surveillants allait entrer dans sa troisième semaine, que « des négociations ne sont ni possibles ni envisageables ».

M. Dintilhac s'est toutefois dit « prêt à des explications » avec les représentants syndicaux sur les propositions chiffrées transmises par l'intermédiaire des préfets et des directeurs de prison dans tous les établissements pénitentiaires. Les syndicats contestent ces chiffres qui sont un récapitulatif des avantages acquis après le protocole d'accord du 8 octobre et des propositions faites par le ministère depuis la reprise du mouvement, le 6 février.

Si M. Dintilhac a tenu à nous préciser qu'il ne ferme la porte aux négociations que sur la question du 1/5, les organisations syndicales ont saisi là le prétexte attendu d'intensifier le mouvement. Des rumeurs de durcissement couraient déjà samedi, et les déclarations de M. Dintilhac sont arrivées à point nommé pour relancer un mouvement dont les syndicats pouvaient craindre qu'il ne s'essouffât.

Un manège bien rodé

Si dans la soirée du 17 février les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises à Montpellier, Draguignan, Fresnes, Fleury-Mérogis, si une manifestation a bien été organisée dans la soirée de vendredi autour de la maison d'arrêt de la Santé à Paris, les piquets de grève devant les prisons ont paru moins étoffés et moins déterminés. Il est vrai qu'extractions et écrous sont bien moins nombreux au cours du week-end. On annonçait aussi que les prisons d'Epinal et de Nancy cessaient le mouvement.

Désormais rodé, le manège des surveillants devant les prisons n'a, semble-t-il, eu qu'un rôle symbolique pendant les deux derniers jours.

Après une relative accalmie pendant le week-end, le mouvement de contestation des surveillants de prison a repris sa troisième semaine dans une atmosphère tendue. Dans une déclaration à l'AFP, dimanche 19 février en fin d'après-midi, le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dintilhac, a en effet affirmé que les négociations « ne sont plus de mise », même si des « explications sont toujours possibles ». Saisissant l'occasion de justifier un durcissement de leur mouvement, les organisations syndicales ont annoncé qu'elles préparaient une manifestation nationale — vraisemblablement pour jeudi 23 février — et qu'elles entendaient intensifier les « opérations escargot » (grève de zèle) à l'intérieur des établissements.

Mais, dans le même temps, alors qu'à la chancellerie on a attendu en vain tout le week-end que les syndicats reprennent contact, les organisations syndicales, qui avaient pu paraître désempées, organisent une reprise du mouvement pour lundi. Aussitôt connues les déclarations du

directeur de l'administration pénitentiaire, la riposte était organisée. Dès 6 heures du matin, des consignes en trois points étaient transmises aux sections syndicales. A 13 heures — le moment du changement d'équipe — les surveillants qui devaient quitter l'établissement étaient appelés à y rester : « La

Un communiqué du ministère de la justice

Le ministère de la justice a publié, lundi 20 février, le communiqué suivant :

« Depuis le début du mouvement des personnels pénitentiaires, des discussions se sont engagées entre les organisations syndicales des surveillants et la chancellerie. A la suite de ces discussions, le ministère de la justice a fait part aux syndicats des propositions du gouvernement tendant à la revalorisation du pouvoir d'achat des agents et à l'augmentation du montant de leur retraite. »

« Les mesures proposées ont fait l'objet de notes explicatives diffusées à l'ensemble des agents et à leurs représentants syndicaux dès le vendredi 17 février. Si ces mesures ne comportent pas la bonification du 1/5, qui n'a pu être retenue

compte tenu du problème posé par le financement du régime des retraites dans l'ensemble de la fonction publique, elles ne constituent cependant pas une augmentation sensible du salaire mensuel (300 francs en moyenne par mois pour les surveillants), des perspectives de carrière plus avantageuses et un relèvement très notable de la pension des agents (+ 540 francs par mois pour ceux qui prennent leur retraite cette année). »

« Ces mesures constituent des avancées importantes, dont le ministre de la justice est prêt à discuter avec les syndicats, qu'il appelle à rétablir le dialogue avec l'administration pénitentiaire afin qu'il puisse être mis fin au conflit dans les meilleures conditions pour assurer l'avenir de la profession pénitentiaire. »

garde descendante ne quitte pas son service et reste en détention avec la garde montante ». De 13 à 14 heures une opération « prison morte » devait être organisée. C'est dans la plupart des établissements le moment où commencent les parloirs avec les familles.

Quant à la grève de zèle qui pénalise les détenus, elle devrait — si la base suit les syndicats — s'intensifier. « On mettra ainsi un quart d'heure pour remplir un bon de cuisine », nous a expliqué M. Jacques Viale, le secrétaire général de FO pénitentiaire. La guerre en dentelles, c'est fini. Les syndicats prennent ainsi clairement — et délibérément — le risque de susciter de nouvelles sanctions, qui, on l'a vu au début du mouvement, déclenchent immédiatement un relâche de solidarité.

A l'administration pénitentiaire, on n'écartera pas l'éventualité de recourir à des sanctions : « On ne cherche pas la sanction pour la sanction. Mais d'ici là, si le mouvement devait avoir des conséquences sur la population pénale, nous ne pourrions pas le laisser faire. »

Parallèlement, aux initiatives de l'UFAF, une manifestation nationale de surveillants pourrait être organisée jeudi 23 février à Paris entre la maison d'arrêt de la Santé et la place Vendôme, siège de la chancellerie.

Aussi bien à FO qu'à l'UFAF, lundi 20 février en fin de matinée, on nous précisait que ce durcissement n'était qu'« un premier pas » et qu'on déclencherait « une escalade ». Il reste à savoir comment ces consignes devaient être appliquées dès lors qu'elles entraîneraient, selon toute vraisemblance, à la fois un mécontentement des détenus (jusqu'ici on n'avait pas touché aux parloirs avec les familles, l'heure choisie pour l'opération « prison morte » — au moment où commencent des parloirs — n'est pas le fruit du hasard) et une riposte de l'administration.

AGATHE LOGEART.

Chemises Lacoste et contrefaçon

Les larmes du « crocodile »

Le commerce n'est pas une plaisanterie. Pour l'avoir ignoré, deux gérants de société, un commerçant, quatre artisans sérigraphes et un peintre en lettres devront verser de 5 000 F à 20 000 F chacun de dommages et intérêts à la société Chemises Lacoste qui a obtenu, le vendredi 17 février, devant la trentième chambre correctionnelle de Paris, la condamnation de ces huit personnes à des peines allant de 6 000 F d'amende à dix-huit mois de prison avec sursis assorties d'une amende de 20 000 F.

Victime de son succès, la société Lacoste assiste, depuis plusieurs années, à une contrefaçon plus ou moins heureuse de son célèbre « crocodile » cousu ou simplement collé sur des articles de basse qualité. Souvent, cette contrefaçon prend des allures industrielles, notamment lorsqu'elle est réalisée dans certains pays asiatiques où même les autorités observent un mépris profond envers la protection des marques.

Le risque de confusion

Chaque fois que cela lui est possible, la société Lacoste engage des poursuites contre ceux qui utilisent comme « logo » un animal ressemblant de près ou de loin, à son crocodile. En l'occurrence, les reprises étaient deux, et le dessin ne laissait aucun doute sur leurs occupations. Manifestement, l'un était mâle, l'autre femelle. Cet aspect grivois n'a pas empêché la société Lacoste de voir dans le graphisme une contrefaçon, et, en 1988, elle déposait une plainte afin que le couple de reptiles soit retiré. Il est vrai que les slogans associés au symbole appartiennent à une sémantique pourtant légitime un complément provocateur.

Les héritiers de Pierre Dac

Si contrefaçon il y avait, il semble qu'elle aurait pu surtout être invoquée par les héritiers de Pierre Dac... Mais le droit, comme le commerce, n'est pas un domaine où l'on se montre particulièrement espiègle.

Sans sourire, le tribunal constate dans son jugement que les dessins en cause « offrent comme particularité commune la représentation d'un ou deux crocodiles d'un graphisme proche de celui du crocodile déposé en tant que marque par la société Lacoste et occupés soit à des activités sportives, soit à des débats sexuels ». Il en déduit : « Pour un consommateur moyen (...), la vue des produits litigieux peut indubitablement créer, par la conjonction des images et des sonorités, et malgré des différences graphiques et une apparence phonétique, une confusion. »

La démarche humoristique invoquée par les personnes poursuivies n'a pas convaincu les juges, qui justifient leur position en concluant que « le droit de faire rire de l'œuvre d'autrui par la pastiche ou la parodie ne peut trouver d'application dans ce domaine strictement commercial, axé sur la recherche du profit ».

MAURICE PEYROT.

Œuvres d'art à l'exportation

Seurat en douane

Paris. C'est un dessin de Seurat, le *Nous du noir*, en partance pour New-York. Sublime, dans son emballage sophistiqué ouvert au regard d'un conservateur venu l'examiner à la direction centrale des douanes. Vendu au prix de 750 000 francs, cette œuvre, avant de franchir les frontières, doit passer le barrage de la réglementation. Un double contrôle précède, en effet, l'exportation pour vente ou exposition d'une œuvre appartenant au patrimoine français. Les douanes vérifient les demandes de licence, la conformité des déclarations et des taxes. Les Beaux-Arts, eux, exercent leur droit de préemption. Celui-ci est soumis, au cas par cas, à la direction des musées de France ou à la Bibliothèque nationale. Pour toute acquisition dépassant 600 000 francs, l'autorisation est signée de la main même du ministre de la culture. Ainsi l'exige la loi promulguée par le maréchal Pétain le 23 juin 1941, sans équivalent dans l'Europe d'après 1992.

Encore faut-il aux Beaux-Arts de l'argent en caisse pour acheter le chef-d'œuvre avant son exil — à la valeur déclarée pour le client étranger. En ces temps où les cotes flambent comme jamais sur le marché de l'art, l'Etat exerce ce droit de préemption. Surtout si la valeur est habilement gonflée.

Les grandes collections se dispersent à toute allure, et l'activité des douanes bat tous les records : de trois mille « passages » en 1985, elle est de dix mille aujourd'hui. Une

soixantaine seulement d'œuvres sont retenues, chaque année, au nom du patrimoine. Une seule interdiction de sortie a été prononcée en trois ans : il s'agissait d'un Goya.

Une odeur de bois frais

En ce mercredi du début janvier, dans le vaste entrepôt de la direction centrale des douanes, le dessin de Seurat déclenche précisément le mécanisme de préemption. Sur le comptoir de bois où il repose, calé dans son emballage, se penchent les têtes du conservateur et des transitaires représentant les intérêts du client et du vendeur — particulier ou galerie internationale. On entendrait une mouche voler. Le conservateur consulte la fiche et la photo du Seurat, reçues un mois plus tôt des douanes. Aucun doute : le dessin en partance est bien l'œuvre annoncée. La décision du conservateur est immédiate. Il fait un rapport et suspend le transit du Seurat « sous huis-clos » — un délai renouvelable plusieurs fois, jusqu'à ce que le ministre prenne sa décision. Ce chef-d'œuvre restera-t-il en France, enrichissant la collection nationale des Seurat trop pillés par l'étranger ? On ne le saura que dans quelques mois.

Dans l'entrepôt de la direction des douanes, au 11, rue Léon-Jouhaux, une foule de spécialistes se presse autour des comptoirs. C'est mercredi, le jour hebdomadaire dit « de visite ». La matinée est réservée aux

meubles, statues et objets d'art. L'après-midi sont examinés tableaux, estampes et livres rares. A chaque conservateur sa spécialité. Tous ce petit monde se connaît. Les transitaires s'affairent. Les manutentionnaires débattent avec précaution. On regarde, on contrôle et on prend le temps d'admirer. Puis les colis sont refaits. L'emballage lui-même est un art en soi. Que d'astuces pour protéger les fragiles œuvres... L'entrepôt fleurit le bois frais. Les gestes sont ceux du meilleur artisan. Derrière la façade en briques, qui imaginerait pareille escalade aux trésors ? Ce n'est certes pas Byzance tous les mercredis. Ainsi, ce jour-là, mis à part le Seurat, pas de merveilles. Mais on se souvient encore de ce jour de novembre 1988 où transita la collection Georges Renard. De ce Modigliani, la *Femme à la cravate*, du Chevalier, de Paulus Potter, vendus à millions de francs, etc.

C'est par votre journal que j'apprends des grandes ventes. A partir de ce moment, j'attends. Tout ou tard, les œuvres arrivent ici, soulignées avec humour Pierre Portelli, receveur principal à la direction centrale des douanes. L'homme, à l'évidence, s'estime du subit intérêt médiatique pour son entrepôt. L'affaire Canson n'y est sans doute pas étrangère. Plus foux donc sur le discret local douanier. Et que vite revienne le temps de l'oubli : « Il n'est pas utile d'attirer la convoitise... »

DANIELLE ROUARD.

Après la mort d'un jeune Français d'origine maghrébine

Manifestation à Reims... et contre-manifestation à Mâcon

Pour protester contre la mort d'Ali Rafik, vingt-trois ans, Français d'origine maghrébine tué dimanche 12 février à Reims (Marne) par une boulangère (*Le Monde* du 15 février), près d'un millier de personnes — en majorité des jeunes issus de l'immigration — ont défilé silencieusement, samedi 18 février, dans les rues de la ville.

Précédés d'une banderole — « Non à la violence. Même justice pour tous » — les manifestants ont défilé jusqu'à l'hôtel de ville où ils ont déposé des fleurs et observé une minute de silence à la mémoire du jeune homme, inhumé dans la matinée.

« Nous ne pouvons pas accepter que la mort d'un jeune, victime d'une violence injustifiable, soit saluée (...) et que des gens, parce qu'ils détiennent des armes à feu, appliquent la peine de mort pour les voleurs de pommes », a déclaré

Harlem Désir, président de SOS-Racisme.

L'autre part, un comité de soutien à la boulangère, Mme Marie-Joëlle Garnier, qui a été écrouée vendredi sous l'inculpation d'homicide volontaire, a été créé à Mâcon (Saône-et-Loire) sur l'initiative d'un responsable local du Front national, M. Jean Coupot, candidat aux élections municipales sur la liste « Mâcon d'abord ». Estimant que la boulangère est « victime de la politique d'immigration et d'insécurité conduite par les socialistes et leurs amis », M. Coupot a lancé, samedi, un appel à « tous les commerçants de Saône-et-Loire, aux sympathisants ainsi qu'à la population mâconnaise » pour qu'ils se rassemblent lundi après-midi 20 février devant la Chambre de commerce et d'industrie de la ville afin de « manifester leur indignation et apporter leur soutien à la boulangère de Reims ».

Attentat contre la mairie de Plouvien (Finistère). — Une bombe de fabrication artisanale a explosé, dimanche 19 février, devant la mairie de Plouvien (Finistère). L'engin, qui avait été déposé sur le rebord d'une fenêtre, a provoqué des dégâts importants mais il n'y a pas eu de blessés. Les gendarmes chargés de l'enquête pensent à une action d'opposants à un remembrement des terres de la commune. Déjà des coups de fusil avaient été tirés au début de la semaine dernière en direction de géomètres qui procédaient à des relevés sur le terrain.

M. Jean-Pierre Berthet, président de l'Association de la presse judiciaire. — Au cours de son assemblée générale tenue le 15 février, l'Association de la presse judiciaire a renouvelé son bureau, qui est désormais ainsi composé : président : Jean-Pierre Berthet (TF1) ; vice-président : Philippe du Tanney (le Figaro), Michelle Mejean (AFP), Christian Vincent (le Voix du Nord) ; secrétaire général : Maurice Peyrot (le Monde) ; secrétaire général adjoint : Jean Orlot (honoraire) ; trésorier : Marie-Louise Orlot (honoraire) ; trésorier adjoint : Olivier Richou (AFP).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 18 février 1989 :

DES ARRÊTÉS

• Du 13 février 1989 fixant pour l'option internationale du baccalauréat les dates et horaires des épreuves de la session de 1989 dans les centres ouverts en France ou à l'étranger.

• Du 26 décembre 1988 modifiant l'arrêté du 27 décembre 1983 fixant le régime des bourses accordées par le ministère des relations extérieures aux étrangers boursiers du gouvernement français.

UNE LISTE

• Des élèves de l'Institut national des sciences appliquées de Rennes ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 19 février 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-106 du 15 février 1989 fixant la composition des tribunaux de grande instance, des tribunaux de première instance, des cours d'appel, des tribunaux supérieurs d'appel sur le territoire métropolitain, dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte et la répartition des juges du livre foncier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

UNE INSTRUCTION

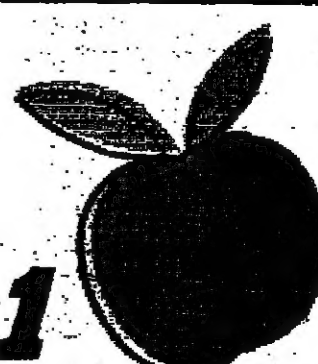
• Du 10 février 1989 relative aux dépenses au titre de l'article L. 32 du code du service national.

JACQUES CHIRAC

SUR EUROPE 1

CE SOIR 18 H15 - 19 H

EUROPE 1



Société

Mobilisation contre les directives européennes

La chasse « une et indivisible »

AMIENS
de notre envoyé spécial

Pour une « première », ce fut incontestablement réussi. Jamais encore les chasseurs français ne s'étaient rassemblés aussi nombreux (vingt mille selon la police, trente-cinq mille selon les organisateurs) pour exprimer leur inquiétude face à l'avenir.

Pendant plus de deux heures, samedi 18 février à Amiens, les hommes au chapeau vert ont traversé la ville de part en part, en défilant les banderoles préparées par les fédérations : « Non à l'industrialisation, vive la chasse », « Oui à l'ouverture de l'Europe, non à la fermeture de la chasse », « Halte aux écolos », et en chœur les mises en garde au secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, sur l'air de « Frère Jacques, la Marcellaise ou Après de ma blonde ».

En tête du cortège, ceints de leur écharpe tricolore, les élus de la Somme se sont retrouvés, toutes formations confondues. Autour de M. Max Lejeune, sénateur UDF de la Somme, ont pris place les trois députés socialistes, MM. Jacques Becq, Pierre Huard et Jacques Fleury, ainsi que l'ancien député communiste Michel Coullier, battu l'an dernier.

Chacun fait de son mieux, à la veille d'une échéance électorale importante, pour marquer son intérêt envers les chasseurs de gibier d'eau, très influents dans le département. (La moitié des trente mille fusils de la Somme). « En 1937,

« Un porte-conteneurs s'échoua au large de Sein... Le Valde, un porte-conteneurs norvégien de 1.000 tonnes, a coulé, dimanche 19 février, au large de l'île de Sein (Finistère), après avoir heurté un rocher de la « plaisance ». Dix conteneurs, qui ne renfermaient aucun produit dangereux ni toxique, dérivèrent dans l'océan, depuis ce naufrage. Les dix membres d'équipage — six Norvégiens et quatre Français — ont été ramené à Brest par hélicoptère.

déjà, j'avais déposé un texte pour la défense de la chasse à la halle », se rappelle opportunément M. Max Lejeune, du temps où il était jeune loup SFIO. Le maire RPR de Foulloy se dit aussi de cette « Je préfère mon droit de chasse à mon mandat de maire », affirme-t-il, sûr sans doute que cette fièvre proclamation lui vaudra réélection automatique aux prochaines municipales.

« Touche pas à ma halle ! »

Comme toujours lorsqu'il s'agit de chasse, on observe le traditionnel brassage entre grands propriétaires terriens et paysans avec en plus, cette fois, les dockers de Dunkerque et les ouvriers ardennais : « Anglier vivant en tête », eux aussi très attachés à leur droit de chasse dominical. M. Hubert, de Hauteclouque, fils du maréchal Leclerc et maire de Tilly (Somme), ne chasse pas le canard mais le chevreuil, « à pied, au chien courant », dans sa forêt de 180 hectares. Il est venu néanmoins témoigner de sa solidarité, se sentant ce qui par amitié pour le comte Joseph de Valencourt, qui a fondé en 1935 l'Association nationale des chasseurs de gibier d'eau.

Mais qu'est-ce qui mobilise ainsi le ban et l'arrière-ban de la chasse en France ? Les chasseurs de l'Hexagone ne sont-ils pas les plus nombreux (1), les mieux organisés et les plus choyés par les pouvoirs publics de toute l'Europe ? C'est l'Europe, justement, ou plus précisément les directives européennes qui visent à protéger les oiseaux migrateurs. Celle adoptée en avril 1979 — sous la présidence française — demande aux Etats de veiller à ce qu'on ne chasse pas les oiseaux « pendant leur période de reproduction et pendant leur trajet de retour vers leur lieu de nidification ».

La chasse au gibier d'eau, pratiquée par dérogation du 20 juillet au 31 mars, c'est-à-dire pendant deux mois de plus que les autres gibiers, a donc été écourtée d'un mois et ramplée au 28 février, puisqu'il est avéré que, par exemple, sarcelles d'hiver

et canards pilet remontent d'Afrique et font escale dans nos marais vers la mi-mars. Cette décision a été appliquée sans trop rechigner dans les fédérations, comme une dernière explication aux écolos et « bureaucrates de Bruxelles ».

Mais voilà que, à la demande de plusieurs associations de protection de la nature, le Conseil d'Etat a cassé les arrêtés ministériels autorisant la chasse d'été. Colère des chasseurs de Charente-Maritime qui, le 7 janvier, se réunissent à plusieurs milliers dans les rues de Rochefort, siège de l'exécutive Lige pour la protection des oiseaux (LPO).

Il s'agit de Tulle et, après Amiens, vont se mobiliser le 25 février à Rennes, à Marseille et à Périgueux, pour alerter l'opinion contre les « écolos de la chasse ». Pour les « sauvagiers », pas de doute : « A travers la chasse au gibier d'eau, c'est toute la chasse qui est attaquée. Or la chasse est comme la République, une et indivisible ».

En cette année de célébration du Bicentenaire de la Révolution, qui a accordé le droit de chasse aux manants jadis réduits à contempler les exploits de leurs seigneurs, quelle meilleure occasion pour rappeler que la France compte des centaines de milliers de fusils prêts à défendre leur droit ?

En puisant à la tradition des derniers grands mouvements sociaux de l'époque, on crie « Touche pas à ma halle ! » et l'on orchestre une série de rassemblements au nom de la liberté, comme en 1984 les défenseurs de l'école privée.

ROGER CANIS.

(1) Selon les derniers chiffres du ministère de l'environnement, les chasseurs sont au nombre de 1 781 195 en France. Si leur nombre baisse régulièrement, ils sont encore les plus nombreux d'Europe : URSS (environ 1 500 000), l'Espagne (800 000), la Grande-Bretagne (350 000), la Grèce (250 000), la RFA (230 000) et la Suède (200 000).

Patrimoine commun

Les chasseurs français, dont les efforts fondent régulièrement et en raison de l'exode rural et de la diminution de certains gibiers — notamment fèvres, lapins et perdrix — sont aujourd'hui sur la défensive. Obligés de payer toujours plus de dégâts aux agriculteurs — chevreuils et sangliers profitent — ils s'inquiètent légitimement sur l'avenir financier de leurs fédérations, habituées jusqu'à présent à vivre sur un grand pied.

Mais les restrictions imposées à la pratique de la chasse ne sont pas, comme il le paraît, des « brimades » ni des « vexations ». Il s'agit, seulement, au sein d'une communauté, d'harmoniser et de coordonner des règles de chasse qui portent sur des oiseaux de passage appartenant au patrimoine commun de l'Europe (et de l'Afrique).

Même si l'on peut critiquer le caractère arbitraire de certaines dates d'ouverture ou de fermeture, on doit admettre que, sauf à autoriser la chasse toute l'année en fixant des dates pour chaque espèce — ce qui serait pratiquement incontrôlable

et dommageable aux autres espèces constamment dérangées, — il faut se résigner à établir un calendrier.

Dans les pays de l'Europe du Nord, où les limitations sont plus sévères que dans le Sud, la chasse n'a pas disparu pour autant ni non plus les biotopes, que les chasseurs prétendent souvent être les seuls à défendre. Les chasseurs français, attachés à leurs traditions et conscients de leur nombre, réagissent à s'aligner sur leurs voisins. Ils devront s'y résoudre quoi qu'il leur en coûte, car les oiseaux migrateurs ne leur appartiennent pas à eux seuls.

Ils devront accepter au plan international la même discipline que lorsque, localement, une association communale réintroduit du gibier au profit des chasseurs d'à côté. Ils ne se privent pas de protester alors ! Nos voisins européens sont en droit de demander une règle commune pour un gibier commun. Quitte à tolérer des dérogations locales en raison des traditions ou de la météo.

R. C.

DÉFENSE

En dépit des programmes d'acquisition en cours

L'armée de terre française manquera d'hélicoptères de manœuvre et de protection

L'armée de terre française manquera à terme d'hélicoptères de manœuvre et d'hélicoptères de protection pour remplir toutes ses missions de défense aéro-mobilité. C'est la constatation émise par le général Bertrand Le Poitvin de Lacroix de Vauvois, commandant l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT), dans un entretien avec la revue spécialisée *Aviation magazine international*, qui célèbre, dans son numéro de février, le trente-cinquième anniversaire de l'ALAT.

A ce jour, cette force aéro-mobilité, qui dépend de l'armée de terre, comprend plus de sept cents hélicoptères de tous les modèles (pour, environ, six cents exemplaires en ligne, dans des unités opérationnelles) qui, l'an dernier, ont accompli plus de cent soixante-quatre mille heures de vol (l'équivalent du trafic d'Air Inter).

Evolution des moyens de l'ALAT, le général de Lacroix de Vauvois fait état de deux « insuffisances ». Concernant son équipement en hélicoptères de manœuvre (il s'agit principalement des Puma et Super-Puma), pour la logistique des forces, et en hélicoptères de protection (il s'agit du futur hélicoptère franco-allemand d'appui et de protection, dit HAP), pour la lutte contre les hélicoptères adverses et ce qu'on appelle aussi le combat air-air.

Des équipages plus nombreux

D'abord, l'hélicoptère de manœuvre, c'est-à-dire le Puma, qui existe pour l'instant à cent trente-six exemplaires en parc, et son complément, le Super-Puma, que l'ALAT veut pouvoir commander à trente exemplaires.

« Sur un plan quantitatif, estime le général, il existe une déficience en matière d'hélicoptères de manœuvre, un domaine où les besoins ne font que croître avec la création de la quatrième division aéro-mobilité, exigeant une puissance logistique, mais également avec la prise en compte, insuffisante jusqu'ici, des besoins en

hélicoptères sanitaires (...). Chacun s'accorde à penser que subsistera un besoin pour une flotte plus importante d'hélicoptères de manœuvre », en dépit de la commande des trente Super-Puma et à cause du retard probable de la livraison d'un nouvel hélicoptère (le projet européen NH-90 prêt après 1997) censé succéder aux Puma et aux Super-Puma.

Ensuite, l'hélicoptère de protection, c'est-à-dire la Gazelle, qui emporte actuellement un canon de 20 mm et, demain, des missiles air-air Mistral, avant d'être remplacée par la version HAP (hélicoptère d'appui et de protection pour la lutte antihélicoptère) du franco-allemand d'hélicoptère de combat. L'ALAT dispose aujourd'hui d'un parc de soixante-treize Gazelle-canon.

« L'évolution prévisible des menaces, estime le général de Lacroix de Vauvois, tend vers un accroissement des risques de combats avec des hélicoptères adverses spécialisés dans le combat air-air, ce qui rend indispensable la présence d'hélicoptères de protection ou de combat antichars (...). La commande de soixante-quinze HAP, aujourd'hui prévue, qui correspond au maintien de soixante appareils en ligne, c'est-à-dire ce qui existe déjà avec la Gazelle-canon, suffira-t-elle à la fin du siècle pour contrer la menace de l'époque ? La réponse est loin d'être sûre, et, personnellement, je pense qu'il sera souhaitable d'obtenir davantage de HAP. Il faudra envisager, à l'horizon de l'an 2000, un complément à cette acquisition initiale de soixante-quinze HAP. »

Dans son entretien avec *Aviation magazine international*, le général commandant l'ALAT fait état du besoin de disposer d'un plus grand nombre d'équipages par hélicoptère. « Il y a aujourd'hui, note-t-il, un équipage par machine ou sein de l'ALAT. Cet effectif en personnels navigants est des maintenant trop juste », puisque l'on peut faire du combat continu avec les nouveaux hélicoptères. « Il sera donc indispensable d'augmenter le ratio équipage/appareil. Le contexte actuel n'y est pas favorable. »

SCIENCES

Le nouveau plan après quatre ans d'activité

L'IFREMER veut mettre l'accent sur l'exploitation et l'aménagement de la mer

« L'IFREMER (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer) est d'abord le fer de lance d'une équipe ambitieuse et volontariste dans tous les domaines qui touchent à la connaissance, à l'exploitation des ressources et de leur exploitation à court et à moyen terme. » Nous avons défini des priorités, et nous collaborerons avec toutes les parties intéressées. » En deux phrases, M. Pierre Papon, récemment nommé président-directeur général de l'IFREMER (le Monde du 26 janvier), a défini la démarche de cet organisme hybride. L'IFREMER est à la fois un centre de recherches fondamentales, un support technique pour nombre d'activités économiques du secteur maritime, un expert que l'on consulte en cas de conflit — il ne manque pas, — ce qui exige de ses responsables diplomatie et sens des responsabilités.

Né il y a quatre ans de la fusion du Centre national d'exploitation des océans et de l'Institut scientifique des pêches maritimes, deux organismes aux objectifs fort dissemblables, l'IFREMER a mis quelques années, sous la direction d'Yves Sillard, à se forger une personnalité.

Cette tâche était assez achevée pour que l'institut puisse définir un plan à moyen terme (1989-1993) avant le départ de son président-fondateur, devenu en décembre dernier directeur général de l'armement. Pour l'essentiel, M. Pierre Papon a donc présenté une politique définie par son prédécesseur, « dans la continuité » de laquelle il veut inscrire son action.

Le plan s'organise autour de quelques objectifs méthodologiques : accorder une place suffisante à la gestion de ressources et du milieu ; valoriser et transférer les acquis scientifiques et techniques ; renforcer les liens de l'institut et de ses partenaires ; prendre en compte les réalités régionales et européennes. L'Europe « bleue » existe déjà, et il n'est pas nécessaire d'attendre 1993.

D'où l'engagement de l'IFREMER dans des programmes Eureka comme Halios (Espagne-France-Irlande) qui vise à construire trois navires hauturiers prototypes intégrant tous les équipements dont peut rêver la pêche industrielle (1). Ou encore l'étude de la qualité des eaux littorales, résultant du constat qu'un manque de connaissances, tant

scientifiques que régionales, interdit souvent de prévoir les conséquences d'aménagement du milieu marin. Autre « programme prioritaire » : l'étude des algues marines. Ces végétaux sont la matière première d'une industrie en plein développement (fabrication de gélatins pour l'alimentation, le textile ou la pharmacie).

Le laboratoire du Pacifique sud

De tels programmes axés sur un objectif précis découlent l'un après l'autre de la mission de l'IFREMER dans le Pacifique sud. Cette région est une « laboratoire naturel » de 30 millions de kilomètres carrés, dont un cinquième est sous administration française. Elle est riche en fosses océaniques, en zones sismiques, en dépôts minéraux de grande variété. Elle héberge l'origine d'un phénomène climatique majeur (El Niño) dont l'influence se propage sur pratiquement tout le globe terrestre. Enfin, elle se prête bien à l'observation par satellite, déjà effective avec SPOT, et qui va se renforcer dans deux ans avec la mise en orbite du satellite européen

ERS-1 et du satellite franco-américain Topex-Poseidon. Les mesures faites depuis l'espace devront être recoupées par des analyses in situ. L'IFREMER prévoit donc plusieurs campagnes de ses navires de surface et des engins de plongée profonde Nautile et Cyane.

Le budget de l'IFREMER avait stagné, et ses effectifs ont diminué en 1987 et en 1988. Le collectif de l'été a permis la création de vingt-huit emplois et apporté 60 millions de francs pour engager la construction du navire océanographique qui remplacera le *Charcot*. En 1989, l'effectif est de mille deux cents personnes, et l'institut dispose d'un budget de 826,7 millions de francs hors taxes, dont 113,9 de ressources propres. Le plan suppose une progression régulière qui, en francs constants, porterait le budget à 906 millions de francs en 1993.

MAURICE ARVONNY.

(1) M. Sillard cumule la présidence de l'IFREMER avec le secrétariat général d'Eureka, poste où il vient d'être remplacé par M. Henri Guillemot.

Les jeunes Belges aiment M. Gorbatchev

Les jeunes Belges ont une excellente opinion de M. Gorbatchev et une très mauvaise de M. Reagan, ils n'aiment pas non plus M. Thatcher, mais pensent plutôt du bien de M. Mitterrand. D'après eux, les choses ont changé plutôt en bien, depuis deux ans, en URSS et en Chine et plutôt en mal aux Etats-Unis. Telles sont quelques-unes des conclusions d'une enquête réalisée auprès de trois cent vingt jeunes (surtout des étudiants, mais aussi des employés, des artistes, des professions libérales ou des chômeurs) qui se sont rendus en train, dans l'été 1987, de Bruxelles à Pékin.

Favorables aux Etats-Unis d'Europe, ils voient ceux-ci plutôt comme une fédération ou une confédération que comme un Etat. Ils pensent d'ailleurs que l'Europe unie ne se fera pas avant au moins vingt ou trente ans. Ils accueilleraient volontiers la Suède dans la CEE, éventuellement, la Yougoslavie et un pays de l'Europe de l'Est, mais pas la Turquie ni Israël, et encore moins l'URSS. Ils sont favorables à une diplomatie et une défense communes à la CEE et l'idée d'une armée européenne ne les choque pas. Ils pensent que, dans dix ans, c'est l'Allemagne fédérale qui aura le niveau de vie le plus élevé, devant le Japon et les Etats-Unis, mais que c'est en Belgique qu'il fera le meilleur vivre, loin devant la France, les Etats-Unis et l'Allemagne.

Bien qu'ils n'aient aucune antipathie pour le socialisme, ils considèrent que la révolution d'Octobre en Russie et celle de 1949 en Chine ont plutôt eu un bilan positif.

F. G.

Les jeunes Belges et la politique internationale, étude réalisée par Joël Kotek et Jean-Louis Jaumain, Les grands dossiers Dacia, 15, boulevard de l'Empereur, 1000 Bruxelles. Numéro spécial décembre 1988.

Bourses de vacances

La Fondation de France accorde des bourses d'un montant maximum de 1 500 F à des jeunes de seize à vingt et un ans ayant un projet de vacances original, dans le cadre européen. Les dossiers doivent être retournés avant le 15 mai.

(Fondation de France, service Communication, 40, avenue Roda, 75008 Paris. Tél. : 42-25-66-61.)

Recherche franco-allemande

Le programme PROCOPE, géré par l'Association nationale de la recherche technique, vise à encourager les échanges entre

scientifiques ou équipes de chercheurs français ou allemands sur la base d'un projet commun. Date limite de dépôt des dossiers : 15 mai.

(Catherine Raffort, ANRT, 101, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Tél. : 45-01-72-71.)

Métiers du livre

L'université de Poitiers organise les 27 et 28 février à Tulle un colloque sur « la formation aux métiers du livre, des médiathèques et de la documentation : enjeux et perspectives ».

(Centre interrégional des métiers du livre, 53, avenue du Recteur Pineau, BP 805, 86022 Poitiers Cedex. Tél. : 49-46-06-75.)

Espace

Changement d'équipage à bord de Mir

Un nouvel équipage partira le 19 avril prochain en direction de la station spatiale soviétique Mir pour remplacer Alexandre Volkov, Sergueï Krikoulov et le médecin Valeri Poliakov, les trois cosmonautes qui y séjournent actuellement. L'identité complète de cette équipe de relève, dirigée par Alexandre Viktorov, n'a pas encore été annoncée.

Ainsi que le précise l'agence Tass à l'occasion du troisième anniversaire du lancement de Mir (le 20 février), les prochaines missions resteront limitées à six mois. Ce sera

ainsi la première fois qu'un équipage envoyé à bord de la station ne tentera pas de battre le record de durée dans l'espace de ses prédécesseurs, détenu à ce jour par Vladimir Titov et Moussa Manarov, revenus sur Terre le 21 décembre dernier après trois cent soixante-six jours passés en orbite.

Les responsables du programme spatial soviétique attendent en effet le bilan médical et physiologique complet des deux recordmen de l'espace — qui ne sera pas possible avant un an.

LEOTO

TRACÉ DU SABBAT

10 FÉVRIER 1989

PROCHAINES TRACÉS, EN DIRECT SUR SPOT

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

6 JOURS 15

7 JOURS 15

8 JOURS 15

9 JOURS 15

9 JOURS 15

10 JOURS 15

10 JOURS 15

11 JOURS 15

11 JOURS 15

12 JOURS 15

12 JOURS 15

13 JOURS 15

13 JOURS 15

14 JOURS 15

14 JOURS 15

15 JOURS 15

15 JOURS 15

16 JOURS 15

16 JOURS 15

17 JOURS 15

17 JOURS 15

18 JOURS 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

INSCRIPTIONS DES FÉVRIERS 1989 À 15 H 15

ET 15 MARS 1989 À 15 H 15

Sports

RUGBY : le Tournoi des cinq nations

Blanco, prince du Parc

Vainqueur des Irlandais à Dublin (16-3) samedi 18 février, les Anglais seront le 4 mars à Twickenham les prochains adversaires des Français dans le Tournoi des cinq nations 1989. Après avoir battu les Gallois (31-12) en marquant quatre essais au Parc des Princes de Paris, le Quinze composé par Jacques Fouroux s'ouvrira avec une troisième victoire la porte d'un quatrième « grand chelem ».

Il y a raison à toutes choses. Le rugby n'échappe pas à la règle. Il y a donc de bonnes raisons à la défaite des Gallois samedi au Parc des Princes. Ainsi, qualifiée d'« historique », puisqu'elle a été sanctionnée par la plus grosse différence de points (dix-neuf) jamais concédée par l'équipe du poteau à celle du coq, cette défaite pourrait être mise sur le compte de la trahison de Jonathan Davies, passé au jeu à treize, de l'épuisement des mines de charbon, qui ne fournissent plus les bataillons de gros bras rouges, et de mille causes socio-culturelles comme la fermeture des *grammar schools* ou la préférence des gamins de Llanelli, Swansea ou Cardiff pour le ballon rond.

Mais les Gallois voient surtout une raison à la crise dans laquelle ils sont englués comme des goélands dans une mer noire, à ces sept défaites en huit matches depuis onze mois : le conservatisme, on pourrait écrire l'obscurantisme, dont est victime le jeu dans le sif de l'héritier du trône d'Angleterre.

Un joueur du groupe B

L'affaire est typiquement britannique, c'est-à-dire affaire de tradition. Bref, dix-neuf clubs arrangent à leur guise un « tableau d'honneur » à l'issue d'un nombre variable de matches sur invitation, sans sélection, autrement dit sans sanction sportive. Cette organisation héritée du dix-neuvième siècle n'est plus propice, dans les conditions particulières des années 80, à la formation d'une élite. Tout ceux qui rêvent de redonner au rugby gallois son lustre d'antan eurent donc à la mise en place d'un véritable championnat qui créât une émulation entre les clubs. Bien entendu, ils se heurtent à ceux dont ils veulent remettre en cause les privilèges, les dix-neuf clubs du *merit table*.

Peut-être que les trente et un points encaissés à Paris qui venaient après des factures de cinquante-deux et cinquante-quatre points enregistrées l'été dernier en Nouvelle-Zélande, permettront-ils au rugby gallois de faire sa révolution. Peut-être les futurs « diables rouges » seront-ils bientôt sélectionnés dans une première division flamboyante. Mais quel profit l'équipe du poteau en tirera-t-elle ? La France, qui a été leur bourreau, a bien un championnat parfait-

tement structuré. Pourtant elle n'allie pas que les représentants des clubs réputés les plus forts, loin de là. Serge Blanco, celui qui leur a causé le plus de mal samedi, celui qui a fait bondir sur leurs pieds les spectateurs du Parc des Princes, est un joueur du groupe B, c'est-à-dire de cette deuxième division qui ne veut pas dire son nom.

On n'imaginerait pas d'ailleurs que ce jongleur soit sorti d'une quelconque sélection. Il est Blanco, Basque par la mère, Noir par le père, doué par-dessus tout. Un don, cela ne sort pas d'un moule comme un gâteau. Un don, c'est unique, personnel, inexplicable.

Qui pourrait expliquer pourquoi samedi à la dix-neuvième minute de la rencontre, alors qu'il courait le long de la ligne de touche et que deux défenseurs gallois menaçaient de l'intercepter, pourquoi donc à ce moment il n'a pas passé la balle à Jean-Baptiste Lafond, qui avait la possibilité de filer dans le dos des trois-quarts adverses ? Pourquoi a-t-il pris le risque théoriquement insensé de garder le ballon ?

Chez un autre, cela aurait été pris pour de l'orgueil, pour de la présomption, on aurait crié à la négation de l'esprit du jeu, qui est avant tout collectif, au sabotage d'un mouvement superbe amorcé loin derrière par une percussive de Philippe Dintrans et merveilleusement emballé par Seila. Chez Blanco, ce fut pour produire un geste technique superbe, tellement d'ailleurs qu'il est aussi rare désormais que l'amortisseur sur un court de tennis : la feinte de passe. Normalement, deux joueurs lancés à pleine vitesse ne doivent pas se laisser prendre par cette ruse. Et pourtant Davies, l'ailier, et Turner, l'ouvreur, vont piler comme des toutous auxquels on aurait montré un os.

Le joli no-nos ! Attrapez ! Et il fait mine de le jeter vers Lafond. Et ils suivent le mouvement instinctivement. Quand ils ont compris, un

centième de seconde plus tard, qu'ils avaient eu un mauvais réflexe. Blanco était déjà dans l'en-but. A-t-il seulement réalisé ce qu'il était en train de faire ? Ce n'est pas sûr. « J'ai surtout bénéficié de la fabuleuse accélération de Seila au départ de l'action », a-t-il expliqué. Le reste n'a été qu'un enchaînement spontané, un besoin viscéral à satisfaire.

Le second essai de la partie, dix minutes plus tard, est de la même veine, plus fou peut-être. Qui pourrait dire, en effet, comment Serge Blanco a pu en pleine course rattraper le ballon que venait de lui expédier Seila par-dessus la tête du demi de mêlée Jones ? Cela a dépassé la science objective du jeu. C'était une sorte de prodige : une pichenette par derrière, une autre sur le côté et l'affaire était dans le sac, avec un dernier coup de reins pour aller mettre la balle entre les poteaux. Un prestidigitateur n'aurait pas mieux fait.

Cible de la jalousie et des médiocres

Imaginons une seconde que Blanco ait porté samedi le maillot rouge frappé des trois plumes d'autruche, qu'au tout début de la seconde mi-temps le demi de mêlée Jones lui ait transmis un ballon que Berbizier n'aurait pu contrôler, le tout à 1 mètre de l'en-but français. Eh bien, que serait-il arrivé ? A coup sûr Blanco aurait marqué. C'est ce dont n'a pas été capable le centre Hall quand il s'est efforcé de trouver dans cette situation. Voilà pourquoi les Rouges ont perdu, voilà pourquoi les Bleus ont gagné.

Pourquoi le rugby gallois n'a-t-il pas son Blanco ? Comment le rugby français peut-il s'engourdir d'un tel joueur ? Ce n'est sûrement pas le championnat national qui lui a appris cet opportunisme de *valider* lançant une OPA. Depuis que Biarritz a été écarté des poules de l'élite

du groupe A, Serge Blanco connaît les mêmes tourments que naguère Jean-Pierre Rives quand il s'était retrouvé en deuxième division avec le Racing. Chaque dimanche devient le type à descendre pour les joueurs de l'équipe ou de l'Yvesse, qui lui font « déguster » du placage à retardement et des « tampons » appuyés. Il est la cible de la jalousie et de la haine des médiocres.

Ce n'est qu'un des paradoxes du rugby français. Il en est d'autres qui ont été tout aussi criants samedi après-midi. Par exemple aligner cinq garçons de plus de 1,95 mètre en deuxième et troisième ligne sans parvenir à avoir la maîtrise du jeu en touche. Ou encore pousser jusqu'à la dernière seconde le défi physique avec les Gallois, qui, corasés au score, se battaient toujours. Mais dans le genre ce fut la prestation de Philippe Dintrans qui a été la plus hallucinante.

Le Tarbais avait porté les galons de capitaine à la retraite de Jean-Pierre Rives. Une blessure au dos devait l'écarter des terrains un certain temps. Mais il lui a fallu quarante-sept mois pour remettre le maillot de l'équipe nationale, presque quatre ans passés sur le banc des remplaçants. Il semblait définitivement condamné à la retraite lorsque Jacques Fouroux avait imaginé une première ligne sans talonneur. Et puis il a fait une rentrée tonitruante au Parc des Princes. Reprenant le rôle de rostre laissé momentanément par Laurent Rodière, il s'est trouvé à l'origine de toutes les actions décisives, en concluant lui-même une troisième minute avant le coup de sifflet final.

Au reste, l'emprise de Blanco et de Dintrans a été telle sur ce match que tout le reste a été relégué au second plan, que toutes les polémiques ont été oubliées, que les mauvais gestes comme le méchant coup de poing de Carminati au pilier Delancy ont été effacés.

ALAIN GRAUDO.

ATHLÉTISME : les championnats d'Europe en salle

De nouveaux obstacles pour Laurence Bily

Avec sept médailles — deux d'or, une d'argent et quatre de bronze — l'équipe de France a réussi les meilleurs championnats d'Europe en salle de son histoire, samedi 18 et dimanche 19 février à La Haye. Une réussite qu'il convient de nuancer en raison du faible niveau d'ensemble de cette compétition.

LA HAYE Correspondance

Une belle histoire ? Pas vraiment. Laurence Bily, qui a amélioré le 18 février le record de France du 60 mètres en salle (7 s 19), n'a longtemps été qu'une sprinteuse comme une autre. Née en 1963 à Bressuire, dans les Deux-Sèvres, elle est découverte très jeune pour ses qualités de vitesse. A quinze ans, elle avale le 100 mètres en 11 s 8 : elle est la meilleure cadette. A dix-sept ans, elle est en 11 s 76 : elle est la meilleure junior. A vingt ans, Laurence Bily est encore la meilleure espoir. Elle est sélectionnée pour les premiers championnats du monde d'athlétisme à Helsinki. On lui promet tout, elle n'aura rien.

La maladie la frappe en plein championnat, une de ces douleurs qui vous abattent d'un trait et vous piègent longtemps : embolie pulmonaire à Rapatriée en France, elle comprend qu'elle risque de ne plus jamais courir.

Mais elle ne renonce pas. En 1987, elle redevient même ce qu'elle n'avait jamais dû cesser d'être : la meilleure Française sur 100 mètres. En 1988, elle peut ainsi disputer ses premiers Jeux olympiques. Admirative mais franchement déçue, elle assiste à la victoire sur 100 mètres et 200 mètres de l'étourdissante Américaine Florence Griffith-Joyner. « Ce n'est plus la

peine d'insister : quand on voit des filles poreilles, avoue Laurence, autant faire autre chose. »

Six mois après ce soupçon de dépit et un rêve de maternité, Laurence grille encore les pistes. Elle court plus vite que jamais. Elle a même sacré samedi à La Haye ce qu'elle n'avait jamais pu que regarder de loin, en dix ans de carrière : une place sur le podium, une médaille d'argent. Laurence Bily n'a été battue que par la minuscule Néerlandaise Nelly Cooman en finale du 60 mètres. Elle n'en tire pourtant ni gloire ni prétention. Tout juste une immense éclat de rire. Et cet aveu : « Je ne suis pas ce qu'on veut la face ; deuxième, c'est bien, mais il n'y avait pas les Allemandes de l'Est. »

Pourtant, en voyant son camarade d'entraînement Amadou Dia Ba, vainqueur à Séoul le roi du 400 mètres haies, Edwin Moses, l'envie lui est venue de les défier dans trois ans à Barcelone.

« La deuxième place de Dia Ba n'est pas la seule explication à sa présence aujourd'hui, confie cependant leur entraîneur commun, Fernand Urtebise. Il y a la perspective de préparer le 100 mètres haies pour les Jeux olympiques de Barcelone. » Urtebise en parle avec, dans les yeux et la voix, la même impatience qu'un gosse à quelques heures d'ouvrir ses cadeaux de Noël. Il lui a déjà avalé les obstacles, lui qui s'est fait connaître en associant son nom aux réussites d'Olivier Guil, Amadou Dia Ba, Anne Piquereau ou Florence Colle, tous grands dévotés de haies. « A Barcelone, il faut faire 12 s 20 pour être dans le top, explique Urtebise. Pour réussir un tel chrono, il faut être capable de courir le 100 mètres en 11 s 10. Avec sa vitesse gestuelle, Laurence a donc toutes les qualités pour briller sur 100 mètres haies ; elle est un modèle de technique, aussi au point dans ce domaine que Florence Griffith. Mais bien sûr elle est plus petite et va moins vite ; alors, personne ne la voit et n'en parle... »

Personne. Elle en a encore moins que les autres. Elle cache ses ambitions derrière une façade d'humour et de dérision, prêche la simplicité : « Je n'ai pas à me plaindre : j'ai un sponsor, une petite société de poètes de cuisine installée à Bressuire, là où habitent mes parents ; je suis prof d'EPS, totalement détachée par l'éducation nationale, et je sais que j'aurai tout cela jusqu'en 1992. »

Laurence Bily n'embrassera pas sa route d'obstacles avant l'hiver prochain ; elle n'en est qu'aux premiers pas. « A l'entraînement, raconte Urtebise, elle est au niveau de Florence Colle [cinquième sur 100 mètres haies aux Jeux olympiques] jusqu'à la deuxième haie. » Rien ne presse. En dix ans de carrière, Laurence Bily a appris à prendre son temps.

ALAIN MERCIER.

Résultats

Athlétisme

CHAMPIONNATS D'EUROPE EN SALLE (La Haye)

Dominés par les Soviétiques (treize médailles, les Britanniques et les Allemands de l'Ouest (neuf médailles chacune), les championnats d'Europe en salle disputés les 18 et 19 février à La Haye (Pays-Bas) ont vu sept représentants français monter sur le podium : Marie-Josée Pérez (200 m en 23 s 21) et Hervé Philippéaux (1 500 m en 3 min 47 s 42) pour l'or, Laurence Bily (60 m en 7 s 19, nouveau record de France) pour l'argent, Marie-Evangéline (hauteur, 1,91 m), Bruno Marie-Rose (200 m en 21 s 14), Jacky Carlier (3 000 m en 7 min 52 s 23), et Philippe Tourret (60 m haies en 7 s 67) pour le bronze.

Escrime

Le Français Eric Srecki a remporté, dimanche 19 février, le challenge Monal à l'épée en battant en finale le Soviétique Vitaly Ageev. C'est la deuxième victoire consécutive de Français en Coupe du monde.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (vingt-cinquième journée)

Limoges b. Avignon 114-89
RCF Paris b. Gravelines 116-111
Ortèze b. Lorient 112-75
Antibes b. Montpellier 99-88
ASVEL b. Cholet 80-59
Saint-Quentin b. Caen 69-64
Nantes b. Toulon 96-93
Monaco b. Mulhouse 80-75
Classement. — 1. Limoges, 48 pts. 2. Cholet, 45. 3. Ortèze, 44.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

PREMIÈRE DIVISION (vingt-septième journée)
Auxerre et Paris SG 0-0

*Toulouse b. Monaco 2-0
*Marseille b. Laval 1-0
*Montpellier b. Metz 5-3
*Saint-Etienne et Nantes 1-1
*Lille et Caen 1-1
*Strasbourg b. Bordeaux 3-2
*Sochaux b. Cannes 4-0
*Nice b. Toulon 1-0

Classement. — 1. Marseille, Paris-SG, 52 pts ; 3. Auxerre, 50 ; 4. Sochaux, 48 ; 5. Nantes, 46 ; 6. Monaco, Nice, 43 ; 8. Lille, 40 ; 9. Montpellier, 39 ; 10. Toulon, Cannes, 38 ; 12. Metz, Toulon, 37 ; 14. Bordeaux, 31 ; 15. Saint-Etienne, 28 ; 16. Maitre Racing, Strasbourg, Caen, 25 ; 19. Laval, 23 ; 20. Lens, 11.

Handball

CHAMPIONNAT DU MONDE
L'équipe de France s'est inclinée 19 à 18 face à l'Espagne, samedi 18 février. Dans la même poule A, Israël battait l'Autriche 21 à 8, Cuba s'imposait face à l'Égypte 25 à 17 et la Pologne battait le Danemark 26 à 24.

Tennis

TOURNOI DE MILAN

L'Allemand de l'Ouest Boris Becker a remporté, dimanche 19 février, la finale du Tournoi de Milan, en battant le Soviétique Alexandre Volkov (6-1, 6-2).

TOURNOI DE WASHINGTON

L'Allemand de l'Ouest Steffi Graf a remporté, dimanche 19 février, le Tournoi de Washington, doté de 300 000 dollars, en battant l'Américaine Zina Garrison (6-1, 7-5).

Ski nordique

CHAMPIONNATS DU MONDE

Le Norvégien Trond Einar Elden a remporté, dimanche 19 février à Lahit (Finlande), le titre de champion du monde de combiné nordique. Le Français Sylvain Guillaume, grâce à une 15^e place dans le concours de saut, termine douzième du classement général.

SKI ALPIN : Coupe du monde

Stenmark par la grande porte

La neige fraîche et douce du slalom géant d'Aspen (Etats-Unis) a permis, dimanche 19 février, une nouvelle fois, une dernière fois, aux jambes d'Ingemar Stenmark d'effectuer une belle démonstration. Le Suédois flegmatique a remporté cette épreuve de la Coupe du monde, s'offrant ainsi une quatrième victoire sur le circuit, après quinze ans de présence. Le roi « Ingo » a en effet confirmé qu'à trente-trois ans il « s'en allait à la fin de la saison ». « Je voulais tant gagner une course avant de me retirer... C'est une des victoires dont je me souviendrai le plus », a déclaré le champion, heureux de constater qu'un autre Suédois, Lars Borge Eriksson, a terminé troisième dans cette course, après avoir gagné le Super-G samedi 18 février.

FOOTBALL : le championnat de France

Les nouveaux masques des Girondins

Les Girondins de Bordeaux, dont la dernière victoire en championnat remonte au 15 octobre contre Nantes (5-0), ont été battus dimanche 19 février à Strasbourg (3-2). La structure mise en place par le président Claude Bez, le parolier l'entraîneur du bordelais Eric Cantona en attaque et de Didier Couécou au poste d'entraîneur, devra faire ses preuves. En attendant, chacun s'efforce d'apprendre son nouveau rôle.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Le « fada », comme l'on dit à Marseille, est arrivé en costume deux pièces. Pantalons gris et veste marine. Un jeune homme bien propre, à l'élégance très britannique, cravate « club » et imperméable blanc crème. Est-ce ce même joueur qui, à Auxerre, club de ses débuts, portait volontiers des jeans délavés et le foulard rouge du révolutionnaire ? Est-ce ce même joueur dont parlait récemment le président de l'Olympique de Marseille Bernard Tapie en déclarant : « Si l'on le met en clinique, on le mettra en clinique ? » Est-ce bien ce même joueur que Claude Bez, président des Girondins de Bordeaux, qualifiait jadis de « malade mental » ?

Pour Eric Cantona, gaillard au regard fixe et au torse bombé, le football français a perdu la tête mardi 14 février. Bordeaux, club réputé pour sa sérénité, s'est offert une révolution, conséquence directe

de sa quatorzième place au classement. Le Marseillais est parti en Girondine, prêt par son club jusqu'à la fin de saison (moyennant, sans doute, une forte indemnité) ; Didier Couécou, manager général, est devenu entraîneur à la place d'Aimé Jacquet, remercié après huit ans de service ; Alain Giresse, à la retraite depuis juin dernier, a été nommé directeur sportif.

Ce Bordeaux-là a été inauguré dimanche 19 février à Strasbourg, d'où il est reparti battu (3-2), malgré un but de Cantona et une bonne performance d'ensemble. Les différents protagonistes ont surtout pu se roder à leur nouveau rôle respectif, quitte à renier leurs principes.

Premier personnage : Eric Cantona. En août dernier, il traitait Henri Michel, le sélectionneur de l'équipe de France de l'époque, de « sac à m... ». Le 29 janvier, sifflé par le public, il jetait son maillot de l'OM en plein match amical contre le Torpedo de Moscou. « Cantona » est peut-être fou, mais au moins il reste marginal et imprévisible, même si, en dehors de quelques exploits avec l'équipe de France espoir, il n'a jamais justifié la fièvre qu'il suscite sur les carnets de chèques des dirigeants.

En débarquant en Girondine, il a lâché ces mots de son idole, l'acteur américain Mickey Rourke : « Bordeaux et moi, on est un peu comme deux mers au bord de la noyade : il faut que l'un essaie de se repêcher. » A Strasbourg, malgré les huées de la foule, le ton n'avait pas changé : « Le public, je finis par y être habitué. Moi, mal dans ma peau ? Pourquoi ? »

Le second personnage du nouveau Bordeaux est à la fois acteur et met-

teur en scène : Claude Bez, président du club. Son côté gaillard et caricature, sa moustache de gendarme d'autrefois et sa tendance à jouer les viedes de boîte de nuit à l'encontre des journalistes avaient le mérite de la fidélité à une ligne de conduite clairement définie, celle d'une « franchouillanderie » exacerbée. Eh bien, il aura suffi d'un redressement fiscal de 10 millions de francs (le Monde du 21 janvier) et de onze matches sans victoire pour que Claude Bez se métamorphose ! En tout cas l'homme qui en novembre dernier, disait qui pendre de Bernard Tapie trouve désormais le président de l'OM, dont il a sollicité l'aide, très affable : « Notre entrevue a été chaleureuse (...). C'est un homme intelligent (...). » a-t-il déclaré en sortant de la réunion où il a obtenu le prêt de Cantona.

Claude Bez a donc bien changé. Mais il n'est pas le seul, Alain Giresse aussi. Aujourd'hui âgé de trente-six ans, joueur en Girondine pendant vingt ans, il avait quitté le club en juillet 1986 pour rejoindre l'OM de Tapie. Un départ mouvementé que Claude Bez, s'estimant victime d'une trahison, conclut en ces termes : « Pour moi, ce monsieur n'existe plus ! » Quelques mois plus tard, lorsque l'OM était venu à Bordeaux, un dessin publié dans les programmes officiels du club montrait un joueur porteur du n° 10 (celui de Giresse) évacué sur une civière le genou disloqué ! Plus récemment, après une courte période de réchauffement des relations entre les deux hommes, le fils du joueur s'était vu interdire l'accès au stade. Aujourd'hui, son père accepte un poste de directeur sportif : « Je ne

pouvais pas refuser. J'ai trop aimé ce club. » Un savoureux contrepèdre à l'ancien propre, qu'il évacue au nom de la passion du ballon : « Le stress de la compétition me manquait. J'ai pu le vivre de nouveau face à Strasbourg. »

Dernier rouage essentiel du Bordeaux nouveau : Didier Couécou, quarante-quatre ans, également ancien joueur du club, devenu l'homme de terrain de Claude Bez, chargé en particulier du recrutement. En le proposant sur le banc de touche, le président sait qu'il risque gros. Couécou est autoritaire et impopulaire. Dans le public comme chez les joueurs. « Ce n'est pas lui qui reprochera à quelqu'un de donner le coup de poing... », dit Claude Bez à son propos. « Avec moi, ça passe ou ça casse », a prévenu le nouvel entraîneur. Dimanche en Alsace, en dépit de la défaite, il a dévoilé un côté plus diplomate de son personnage : « J'essaie d'apporter une touche personnelle à cette équipe. Nous avons perdu, mais j'espère que la machine est tout de même relancée... »

Bez, Giresse, Couécou... Bordeaux n'est donc plus à une contradiction près. L'avenir s'annonce explosif avec de telles personnalités. A l'heure où le club, contraint et forcé, évolue, il ne serait guère surprenant de voir Claude Bez enfiler les bottes de cow-boy de Cantona et Didier Couécou porter un badge de Mickey Rourke. Le comble du changement serait pourtant que l'équipe girondine remporte une victoire qu'elle attend vainement depuis vingt et une semaines.

PHILIPPE BROUSSARD.

Culture

Le premier festival de Leningrad

Vitalité du documentaire soviétique

(Suite de la première page.)

Au Festival, l'essentiel était axé sur le marché du film de Sovexport qui permettait aux acheteurs potentiels (quelque trois cents invités) de visionner sur des magnétoscopes la production de tous les studios de l'Union soviétique, présentée sous des rubriques diverses : folklore, flore et faune, beaux-arts, monde contemporain ; cette dernière section avec une liste spéciale - la plus demandée - intitulée « Perestroïka en URSS ».

Les organisateurs ne pensaient pas attirer autant de monde parmi les professionnels soviétiques venus chaque jour, extrêmement curieux de ce qu'on pouvait voir là. Officiellement, sans contrainte. Des œuvres qui auraient été considérées, il y a peu, comme une expression anti-soviétique. Tous les sujets sont abordés, par exemple Tchernobyl près de trente mois plus tard : la Zone, un court métrage qui montre comment, chaque année, le 8 mai, jour de la fête de la Victoire, les habitants de Tchernobyl sont autorisés à passer cinq heures dans la zone contaminée, sans entrer dans leur maison, sans rien emporter, « pas même les photos » ; ou bien deux longs métrages de Rolan Serguïenko : le Tocsin de Tchernobyl, tourné en mai 1986, un mois après l'explosion, et le Seul, réalisé il y a quelques mois par la même équipe avec des témoignages terribles. Ou bien le retour de ceux qu'on appelle les « Afghans » (le Retour, dix-huit minutes de Tatiana Tchoubakova, trente ans, la Douleur sur l'univers des jeunes appelés qui ne sont pas revenus) ; la drogue (l'Aiguille) ; les écrivains et les artistes interdits jusqu'à l'ère d'Alexandre Blok, Goumiliév, le retour à Moscou de Lioubovitch cinq ans après, un hommage à Chagall, un film sur l'art non officiel de Khrouchtchev à Brejnev abusivement titré le Carré noir ; les jeunes (C'est ainsi que nous vivons) (vingt minutes de portraits de jeunes sous différents aspects) ; des autres qu'imprévisibles devant la caméra, qui rejettent en bloc l'expérience des générations antérieures) ; le sida et la prostitution (Groupes à risque, soixante minutes de A. Nikitchine) ; les « crimes de Staline » (D'avantage de lumière, quatre-vingt-dix minutes de Marina Rabak, entièrement composé d'archives) ; les camps...

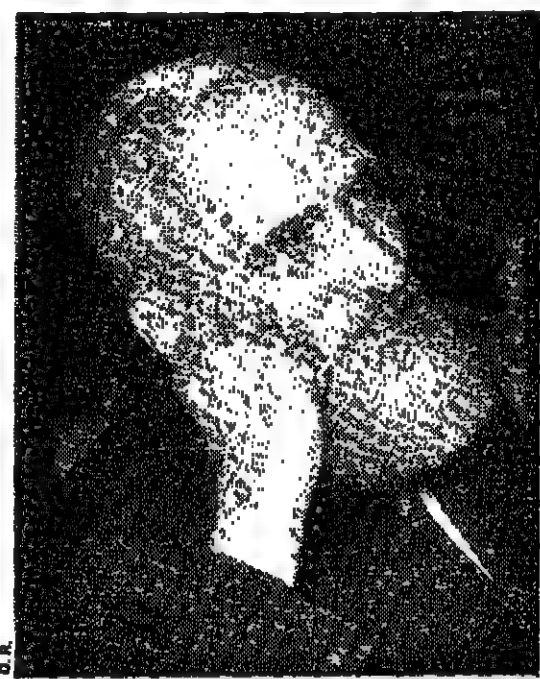
Les Solovki vendues deux fois

C'est justement un film sur un camp célèbre, parce qu'il fut le premier de la nouvelle époque avant même que soit inventé le sigle Goulag, qui était le plus visionné et qui a le plus fait parler de lui : il s'agit du Pouvoir des Solovki (« Vlast Solovetskaja », un jeu de mots sur le pouvoir des Soviets et sur le pouvoir des îles Solovki), un long métrage de quatre-vingt-trois minutes déjà acheté pour la France par la société Cosmos, avec lequel la réalisatrice, Marina Goldovskaja, fait actuellement le tour du monde ; à Moscou, au Festival de Park-City dans l'Utah - où Robert Redford l'a fait applaudir comme « l'inévitable la célébrité du jour » (1). Les trois chaînes françaises de télévision présentes à Leningrad - Canal Plus, « Océaniques » pour la troisième chaîne, la SEPT - l'ont retenu et sont même d'accord pour le projeter à tour de rôle. Mais on vient d'apprendre que, de son côté, Sovexport avait vendu le même film - avec les droits mondiaux - à Alain Denvers, directeur de Sygma TV, qui l'a acheté pour le couper et en garder une cinquantaine de minutes...

Réalisé à Mosfilm, qui l'a vendu en France pour 240 000 F - une somme encore jamais atteinte pour un documentaire soviétique, - le Pouvoir des Solovki est un film-témoignage, un peu selon la méthode de Shoah, composé en partie de films d'archives, d'interviews de survivants (âgés de soixante-dix à quatre-vingts ans) et d'autre part de vues actuelles de l'île, paysage splendide avec son monastère incendié et fermé en 1920, transformé en camp-prison dès 1923 - pour réformer par le travail les criminels - (à l'arrivée, une pancarte accueillait les détenus : « Nous montrerons une voie nou-

velle, le travail sera le maître de l'univers »).

Dans son livre sur le Monde concentrationnaire et la littérature soviétique (L'Age d'homme, 1974), Michel Heller avait consacré un grand chapitre à la « réussite » de l'expérience de Solovki. « Un groupe d'îlots de la mer Blanche, dont le plus important s'appelle Solovetski, s'était assuré en un temps record la renommée que n'avaient pu lui apporter en quatre siècles les moines qui avaient construit sur cette terre inhospitalière des cellules et une forteresse destinée à la défense des frontières septentrionales de la Russie », écrivait-il pour présenter ces camps spéciaux des Solovki (en abrégé SLON) où



L'académicien Dimitri Likhatchev passa 4 ans aux Solovki.

étaient détenus à la fois des droit commun, des détenus politiques (c'est-à-dire les SR, les mencheviks et les anarchistes), des contre-révolutionnaires, etc. « C'est là que fut inventée, découverte, la possibilité d'utiliser le travail d'esclave exécuté par les détenus », remarque Michel Heller qui qualifie les Solovki de « champ d'expérience » et que Chalamov, l'auteur de Kolyma, a qualifié de « grande expérience de pourriture des âmes humaines ». Là, nous dit le commentateur, furent envoyés des archéologues, des ingénieurs, des écrivains, des archéologues, des professeurs de littérature, des cinéastes, des philosophes, des professeurs d'université, un des constructeurs du métro de Moscou qui venait d'être félicité par Ordjonikidze, puis des anciens des brigades de la guerre d'Espagne, fêtés au départ et envoyés aux Solovki dès leur descente du bateau qui les ramenait dans leur patrie... La caméra se promène sur les tombes et les croix en décomposition de ceux qui sont morts, de ceux qui furent exécutés pour avoir voulu s'évader.

« J'ai survécu »

L'académicien Dimitri Likhatchev, membre de la société antistalinienne Memorial, qui dirige aujourd'hui le Fonds de la culture soviétique, y passa quatre ans. Il raconte comment il avait miraculeusement échappé au peloton d'exécution : « Trois cents personnes étaient passées par là depuis 1660. Trois cents personnes furent exécutées la même nuit d'octobre 1929. Le lendemain, j'étais un autre homme », dit-il. Plusieurs anciens détenus évoquent leurs souvenirs : « Il y avait des cellules pour les membres du parti qui savaient qu'ils n'étaient pas des ennemis du parti. Nous n'étions que de bons communistes. Il fallait un grand sens de l'humour pour survivre. J'ai survécu. » Un autre survivant évoque les vingt-six années qu'il a passées aux Solovki. A un moment, il demande qu'on arrête le tournage, ne supportant plus d'évoquer ce passé tragique. « Maintenant, les gens paient en dollars pour y aller... », lance, amer, un autre prisonnier devant la transformation du camp en attraction touristique.

Des images d'archives nous montrent aussi la visite que fit, avec son fils et sa belle-fille, un Maxime Gorki souriant qui pose avec les hommes de la Guépéou, lors de son premier séjour en Russie le 20 juin 1929. Atroces, car elles rappellent les visites organisées plus tard par les nazis pour la Croix-Rouge. Tout est préparé

pour ne pas outrager la vue du célèbre écrivain, il assiste à un concert « varié et intéressant ». Le bruit court bientôt parmi les détenus que « Gorki est aux Solovki ». « Combien il a eu ? Dix ans ? », répondent-ils en riant. Il passera une nuit avec les délinquants mineurs et publiera à la fin de l'année, alors qu'il est retourné en Italie, le récit de ses impressions dans deux numéros de la revue Nos réalisations : « Il me semble, écrit-il en conclusion, que les camps tels que les Solovki sont indispensables. » Deux ans plus tard, il reviendra quand même en URSS.

« 1923-1939 ». Une plaque avec deux dates rappelle séchement que le système de répression

audiovisuel, dont les points se comptent en dollars et en parts d'audience, n'est pas tout. C'est le Marché international du cinéma, de la télévision et de la vidéo, qui s'est tenu à Monte-Carlo jusqu'au 17 février. « La balle des vendeurs et acheteurs ressemble à celui des rues chaudes d'Amsterdam, avec la moquette en prime », ironise un pratiquant en évoquant les couloirs feutrés, et les portes qui se referment sur une négociation.

La géographie des lieux, l'intégrité du troisième étage de l'hôtel Lawa reflètent en tout cas les rapports de force du monde des images. Au centre, les Américains. Ravis de se retrouver en principe, ils commercent entre eux, vendent activement au reste du monde, consentent de plus en plus à monter des coproductions avec les Européens, les recettes tirées de ce marché leur étant devenues indispensables. Mais leur intérêt ne va pas jusqu'à acheter aux autres.

Seuls ou presque, les Anglais, présents en force non loin de là, peuvent espérer un courant d'échanges bilatéral avec l'océan Sam. Les mondes francophone, germanophone, italophone et hispanophone discutent, négocient, s'interpellent dans le « deuxième cercle » de ce caducée.

Enfin, au bout de couloirs sans issue, en périphérie au propre et au figuré, les télévisions polonaises, cubaines occupent des chambres calmes, déjà satisfaites de n'être pas réduites au simple rang d'acheteur, comme beaucoup. Car le marché de Monte-Carlo tire justement son succès de ses limites physiques, de ce côté « club » renforcé par son implantation dans des chambres et non dans des stands.

« stalinien » a été établi sous Lénine, paralysé, mais vivant. Cependant, il n'est pas encore question de le mettre en cause.

Un palmarès « gorbatchévien »

Le palmarès traduit clairement la volonté « gorbatchévienne » et politique du nouveau Festival. Ainsi, si le Grand Prix est allé à un film soviétique, le second a récompensé un film américain et une mention spéciale est allée au film israélien, comme pour marquer le réchauffement des relations entre les deux pays. Le Grand Prix, qu'on pourrait titrer en français « Procès en appel », évoque avec des détails précis le déroulement d'une affaire mal connue en France qui a abouti, fin septembre 1988, à un procès intenté à Moscou à l'écritain de Biélorussie, membre du comité directeur de l'Union des écrivains de l'URSS, membre du Memorial, Alex Adamovitch, pour « avoir dénigré Staline et le stalinisme » dans un article publié dans la Culture soviétique.

Adamovitch y avait expliqué notamment que le stalinisme était un génocide et que ses camps étaient des camps de la mort puisque le taux de mortalité y était de 90 %. Le chiffre des répressions s'élevait à 19 800 000 personnes alors que celui des réhabilitations, entre 1953 et 1957, avait été de 615 000... Au procès, le plaignant déclara notamment : « J'ai déposé dix-sept fois pour défendre l'honneur et la dignité de Lous Vissarionovitch et l'on m'a refusé d'examiner ma requête. (...) Cela fait trente ans que j'exerce tous les ennemis du socialisme. Rascolnikov est un trotskiste traître à la patrie. Je vis de l'air des années 30. » Quand on lui a demandé pourquoi il n'avait pas déposé plainte contre Mikhaïl Gorbatchev, le plaignant n'a rien répondu. Le tribunal a décidé de réexaminer sa plainte et le film montre la victoire d'Adamovitch. Film symptomatique d'une situation d'affrontement où le texte l'emporte sur l'image, mais qui fait le portrait d'un homme de qualité qui, de tout temps, même au moment de l'affaire Pasternak, avait pris des positions courageuses. Ce premier Festival mondial du film documentaire - souvent trop bavard, mais qui a tant à dire - marquait la volonté des cinéastes de Leningrad de prendre des distances, de s'affirmer. Rendez-vous donc dans deux ans, à Leningrad, pour le second Festival mondial.

NICOLE ZAND.

(1) - Le Monde Arts et spectacles - du 9 février.

Communication

Le marché de la télévision de Monte-Carlo

Le commerce audiovisuel à l'heure du satellite

En raflant une moisson de prix lors du Festival de télévision de Monte-Carlo, les producteurs britanniques ont fait une nouvelle fois la preuve de leurs talents. Des talents qu'ils savent aussi mettre en valeur sur le marché des programmes, habitués qu'ils sont depuis longtemps à négocier des droits internationaux.

Mon premier est un vendeur de programmes, solidement installé dans sa chambre d'hôtel avec un stock de cassettes vidéo et de boîtes. Mon second, déambulant dans les couloirs du même hôtel, est un acheteur, en quête de téléfilms, de mini-séries, de séries ou documentaires qui alimentent sa chaîne de télévision dans les mois qui viennent.

Badgés de vert ou de bleu, ils jouent comme chaque année une grande partie de colin-maillard audiovisuel, dont les points se comptent en dollars et en parts d'audience. Car, pour tous, c'est le Marché international du cinéma, de la télévision et de la vidéo, qui s'est tenu à Monte-Carlo jusqu'au 17 février. « La balle des vendeurs et acheteurs ressemble à celui des rues chaudes d'Amsterdam, avec la moquette en prime », ironise un pratiquant en évoquant les couloirs feutrés, et les portes qui se referment sur une négociation.

La géographie des lieux, l'intégrité du troisième étage de l'hôtel Lawa reflètent en tout cas les rapports de force du monde des images. Au centre, les Américains. Ravis de se retrouver en principe, ils commercent entre eux, vendent activement au reste du monde, consentent de plus en plus à monter des coproductions avec les Européens, les recettes tirées de ce marché leur étant devenues indispensables. Mais leur intérêt ne va pas jusqu'à acheter aux autres.

Seuls ou presque, les Anglais, présents en force non loin de là, peuvent espérer un courant d'échanges bilatéral avec l'océan Sam. Les mondes francophone, germanophone, italophone et hispanophone discutent, négocient, s'interpellent dans le « deuxième cercle » de ce caducée.

Enfin, au bout de couloirs sans issue, en périphérie au propre et au figuré, les télévisions polonaises, cubaines occupent des chambres calmes, déjà satisfaites de n'être pas réduites au simple rang d'acheteur, comme beaucoup. Car le marché de Monte-Carlo tire justement son succès de ses limites physiques, de ce côté « club » renforcé par son implantation dans des chambres et non dans des stands.

Rachat des « Nouvelles » de Tahiti M. Hersant détient le monopole de la presse polynésienne

PAPEETE de notre correspondant

Le groupe de communication de M. Robert Hersant vient d'acheter les Nouvelles de Tahiti (500 exemplaires diffusés), le plus ancien des deux quotidiens de Polynésie, l'autre étant La Dépêche de Tahiti (15 000 exemplaires), déjà propriété du patron de presse. L'achat des Nouvelles a été effectué à égalité par la Dépêche, qui bénéficie du statut de société autonome, et par Pacific News Communication, représentant du groupe Hersant à Papeete. Avec le rachat des Nouvelles, ce dernier détient dorénavant le monopole de la presse en Polynésie.

Les Nouvelles seront imprimées par la Dépêche. Il n'est pas prévu de remaniement au sein de la rédaction du quotidien. En revanche, les Nouvelles devant se doter selon M. Henri Morry, président de Pacific News, de « moyens techniques accrus », et notamment de la saisie informatique, le personnel technique du journal devrait être touché. M. Morry a aussi précisé qu'« il sera remédié à certains excès ». Le quotidien, alors qu'il appartenait à M. Julien Siu, un entrepreneur local d'origine chinoise, s'était violemment opposé à M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud.

M. Y.

● Cinquante et unième prix Albert Londres. - Le prix Albert Londres 1989, qui couronne le meilleur reportage écrit, sera décerné le 24 mai. Pour concourir, les journalistes candidats doivent être francophones et âgés de moins de quarante ans. Leur dossier doit comporter vingt exemplaires de leurs reportages publiés entre le 1^{er} janvier 1988 et le 31 mars 1989, que ce soit sous forme d'articles ou de livres. Un sommaire et un curriculum vitae doivent y être joints.

● Prix Albert Londres, Société des gens de lettres, hôtel de Massa, 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 75014 Paris. Tél. : 16 (1) 43-54-13-66.

Les règles de ce club sont connues : les droits d'exploitation exclusifs d'un programme sont à vendre pays par pays, pour une langue et une période de temps donnée, et en respectant une chronologie des supports - après la salle, la cassette vidéo, puis la chaîne de télévision payante, et enfin la chaîne généraliste gratuite. Bien gérée, cette exploitation doit maximiser les recettes du vendeur.

Mais comment ce schéma bien rodé va-t-il s'adapter à de nouveaux acteurs, les chaînes de télévision par satellite qui bourgeonnent en Europe ? La prudence est de rigueur. « Pas de problème si la chaîne satellite en question est cryptée, on peut alors contrôler sa diffusion, résume Gilles Meunier, de la 20th Century Fox, mais une chaîne satellite non cryptée passera après tous les autres supports, car sinon on ne pourrait plus vendre le même produit ailleurs en Europe ».

Chez ABC, la politique est encore plus claire : pas de vente aux chaînes satellites non cryptées. Et Rete Italia, société du groupe Bertinotti, applique le même embargo dans l'immédiat. Cet ostracisme, qui risque de poser de redoutables problèmes aux chaînes qui ambitionnent de rayonner en clair sur l'Europe, s'explique par des raisons économiques, juridiques et de concurrence.

L'économie d'abord : peu de chaînes par satellite ont les moyens de payer des droits équivalents à ceux de l'ensemble des télévisions terrestres dans leur zone. L'intérêt des vendeurs est donc de les servir en dernier. Sauf si elles y mettent le prix. En Grande-Bretagne, la surechère entre Sky Television et British Satellite Broadcasting, pour leurs futures chaînes de cinéma, les a amenées à dépenser plus de 1 milliard de dollars en quelques mois pour assurer des catalogues des grandes compagnies américaines.

Encore ces chaînes cryptées ont-elles dû, sous la pression des studios hollywoodiens, limiter leur diffusion aux îles britanniques.

Un casse-tête juridique

Certains problèmes juridiques ne sont pas plus résolus. Ni les chaînes privées anglaises ni la BBC n'ont, par exemple, encore mené à bout leurs négociations avec les syndicats d'acteurs et les auteurs, sur le partage des droits. Elles préfèrent, en conséquence, limiter au maximum leurs ventes pour des chaînes par satellite. Cette carence juridique n'est pas leur seul argument : si LWT International refuse de vendre

à Sky Television ou BSB deux satellites qui visent le marché britannique, « c'est d'abord parce que ce sont des concurrents », avoue Sydney Perry, alors que nous vendons à ScanSat, qui ne menace que la télévision suédoise ».

« Le premier avocat qui trouve une solution à ce problème de droits, qui ne peut que s'amplifier si certains projets européens de libre circulation des programmes sont mis en place, a gagné la timbale ! » s'écrit Henri Lachetman, de la RTBF belge.

La Belgique, que sa position et des réseaux câblés omniprésents ont transformés en « éponge audiovisuelle » de l'Europe, a déjà une conscience aiguë des débordements de frontières. Et la RTBF, tout comme RTL, exige, quand elle achète ou surtout coproduit, un droit de passage avant la diffusion sur une chaîne française. Mais ce type de priorité, déjà délégué à gérer avec des chaînes terrestres, va devenir un vrai casse-tête d'ici peu, avec l'entrée en service cette année de quatre satellites ayant vocation à diffuser directement.

Aussi certains vendeurs réfléchissent-ils à de nouveaux types de contrat, par zone linguistique et non plus pays par pays. Le groupe allemand Kirch achète ainsi, en général, les droits germanophones pour la RFA, l'Autriche et la Suisse allemande, quitte à « découper » ces droits ultérieurement et à les revendre au détail. Plus simplement, certaines sociétés de droit français font de même pour la France, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse francophone, amortissant ainsi le doublement sur une base plus large. Mais à n'acheter encore que pour la France, malgré ses projets sur satellite.

De son côté, Dennis Livson, fondateur de la chaîne pour enfants néerlandaise Kinderland, considère que « les droits ne pourront rester longtemps exclusifs » et que plusieurs chaînes par satellite, du genre de la sienne, seraient plus fortes pour concurrencer les chaînes terrestres en s'attaquant pour acheter en gros.

Remise en cause de l'exclusivité des droits pour une même période de temps, passage du territoire à la langue comme base de vente de programmes télévisés, cryptage généralisé, ces orientations ne sont encore qu'esquissées, et ne font pas l'unanimité d'un milieu où tout bouge très vite. Mais les vendeurs de Monte-Carlo savent que, à la différence des joueurs du casino tout proche, ils doivent anticiper et créer eux-mêmes de nouvelles règles pour mettre le commerce audiovisuel sur orbite.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Multipliant les prises de participation

Le groupe Expand se renforce dans la production audiovisuelle

Entrée à hauteur de 30 % dans le groupe JAC (Jacques Antoine et Cie), création avec Gérard Van der Gucht de Sportimage, prises de participation dans les sociétés de production Pro TV (49 %), Jacques Perrin (50 %), Anabese Production (50 %) - le groupe Expand (1,4 milliard de francs de chiffre d'affaires consolidé) se réorganise et recroise ses activités dans la communication, en particulier dans la production audiovisuelle.

C'est ainsi que ce groupe, fondé par MM. Philippe Poirat et Patrick Waltaert, s'est séparé l'an dernier de l'ensemble de ses activités (informatique, économie d'énergie et sociétés de transit) étrangères à ce secteur pour se concentrer dans trois domaines seulement : la communication santé (information et publicité médicales), qui lui vaut d'être devenu le premier prestataire de l'industrie pharmaceutique en France avec 677 millions de chiffre d'affaires ; la communication « entreprise » (conseil en développement et services marketing spécialisés) ; l'audiovisuel, enfin, où le groupe a fait une percée spectaculaire avec une hausse de 350 % de son chiffre d'affaires (245 millions en consolidé).

« Sollicité de toute part, explique le directeur du développement audiovisuel du groupe, M. Dominique Ambiel, nous avons délibérément choisi de ne pas participer au tour de table d'une chaîne de télévision. Nous avons préféré investir les deux secteurs d'avenir que sont la prestation

technique, la production de programmes ».

Expand participait déjà au capital de cinq sociétés spécialisées dans la production de films publicitaires. Mais les difficultés traversées par ce secteur - la production de spots a régressé d'environ 20 % l'an - ont conduit certaines des sociétés filiales - Kien, BVE et Via - du groupe à réorienter leur activité vers la production audiovisuelle.

Un mouvement que les récentes prises de participation du groupe ont encore amplifié. La création de Sportimage permet au groupe de s'ouvrir à la production d'émissions sportives. L'entrée dans Anabese Production lui ouvre la voie du téléroman. Pro TV lui apporte la production à succès de Trente millions d'amis et la société de Jacques Perrin lui donne un débouché vers la série haut de gamme et le long métrage. Mais c'est, bien sûr, l'entrée dans le groupe JAC aux côtés de la CLT et de Paravision International, qui prennent respectivement 10 % et 9 % du capital de la société de Jacques Antoine - qui ouvre à Expand les perspectives les plus larges. Avec 150 millions de francs de chiffre d'affaires et 10 millions de bénéfices l'an dernier, celle-ci contrôle des sociétés aussi variées que Télé-Union (production de jeux), Tilt (à qui l'on doit « La chasse au trésor »), TVR, TCA ainsi que Codim, spécialisée dans la prestation technique.

P.-A.G.

● Le groupe américain Knight-Ridder vend ses huit chaînes TV. - Le groupe de presse américain Knight-Ridder, qui publie une trentaine de quotidiens, a annoncé vendredi 17 février qu'il négocierait la vente de ses huit chaînes de télévision. Le montant de la cession devrait s'élever à 400 millions de dollars (2,5 milliards de francs). Décidé à se concentrer sur la presse et l'information, le groupe Knight-Ridder avait délogé en 1988 une marge brute d'autofinancement de 32 millions de dollars (190 millions de francs) grâce à ses huit chaînes.

L'EMPLOI DES IMMIGRÉS

Les sentiers de traverse de l'intégration

CERTAINES équations ont la vie dure. Dans beaucoup de têtes, la situation professionnelle des étrangers, des « immigrés », singulièrement des Maghrébins, s'identifie encore aux emplois de soutiers — manœuvres et OS — des grandes entreprises industrielles, notamment des métaux, de la mécanique et de la construction automobile, et plus encore du bâtiment et des travaux publics (BTP). Ceux des « chaînes » et ceux des chantiers.

Cette image s'est formée lors de l'arrivée des immigrés par charniers successifs — avant ceux, en sens contraire, de M. Pasqua — pour nourrir les bataillons de choc de l'armée industrielle. Elle a été confortée par de grands conflits sociaux comme ceux de Talbot ou de Chausson. Pourtant, les équations professionnelles des immigrés ont bien changé sous les effets combinés de la crise, des mutations technologiques et sociales comme du blocage des entrées. Sans que disparaissent pour autant certaines spécificités du travail étranger, s'esquisse par des voies complexes une intégration dans la société française.

Cette transformation apparaît schématiquement à travers les enquêtes triennales du ministère du travail publiées sous le titre : « L'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre » (ACEMO), de 1983 à 1985, même si celles-ci ne couvrent qu'une partie des entreprises et des branches (1). La part des salariés étrangers travaillant dans l'industrie est tombée de près de 45 % à 36 %, celle du bâtiment et des travaux publics (BTP) de 35 % à 26 %, tandis que celle des services est montée de 20 % à 37,5 % ce qui en fait le premier secteur d'emploi des étrangers, avec 4 500 postes supplémentaires, alors que le nombre total des salariés étrangers diminuait de près d'un tiers, ne représentant plus que 8,4 % du total contre 11,4 % en 1973. Parmi eux, la proportion de femmes atteint 20 %, l'évolution s'étant accélérée ces dernières années.

La baisse a été particulièrement forte — et plus importante que pour les Français — dans les secteurs « sinistrés » de l'industrie : sidérurgie, métaux, voire automobile (sur le plan de l'emploi). En revanche les étrangers progressent dans des branches où ils étaient « et restent » encore rares, comme les organismes financiers (+ 62 %) ou l'immobilier (+ 15,8 %).

« Contraction, féminisation, tertiarisation », résume M. André Lebon, à la direction de la population et des migrations du ministère de la Solidarité : l'emploi des étrangers tend à se rapprocher de celui des Français, accentuant certains mouvements. Dans l'industrie, les chiffres étaient déjà semblables, l'évolution a été identique, sur le plan macro-économique au moins. L'écart subsiste dans le BTP, où les étrangers demeurent trois fois plus souvent employés que les Français ; il s'est réduit de vingt points à treize dans les services (2).

« Départs juridiques »

A nuancer pourtant. Derrière ces chiffres simples, trop simples, se cachent des bouleversements considérables. La population active étrangère ne s'est pas seulement renouvelée par des départs à la retraite et des arrivées de jeunes sur le marché du travail, de nouvelles générations pouvant (et souhaitant) tenir de nouveaux emplois. Elle a été amputée par des départs importants : 70 000 personnes par an en moyenne de 1975 à 1982, 60 000

de 1983 à 1985, 50 000 peut-être depuis, dont de nombreux travailleurs qui précèdent n'ont pas été remplacés par les femmes et les enfants entrés par le regroupement familial.

Sans parler des « départs juridiques », par naturalisation (il y a eu par exemple 150 000 Espagnols naturalisés depuis 1970) ou par acquisition de la nationalité française à la majorité : toujours présents, tous ceux-là se sont fondus dans la masse des Français. Enfin de nouveaux groupes nationaux sont arrivés.

Mais les étrangers eux-mêmes tendent à se fondre dans le paysage des entreprises françaises. Plusieurs signes en témoignent. D'abord, alors que le nombre de salariés étrangers touchés par l'enquête ACEMO diminuait de 10,5 %, la proportion d'établissements en comptant au moins un augmentait, passant de 50 % à 53 %.

Surtout, ils semblent avoir pénétré dans les petites entreprises, *terres incognites* il y a dix ans. Cette présence, est encore assez faible, par le nombre d'entreprises comme par le nombre de salariés concernés. Mais, récemment, comme le montrent des enquêtes dans la région parisienne ou dans le Midi, elle est sans doute appelée à s'accroître. (3). Le recrutement direct par le patron, notamment, peut éviter des réactions « protectionnistes » de la maîtrise constatées dans des établissements plus importants. Une diffusion géographique, vers les petites villes et les bourgs, sinon vers les campagnes.

Des secteurs traditionnels

D'autre part, on a assisté, au cours des dernières années, à une véritable « explosion » de l'artisanat. Sans doute, celle-ci part d'effectifs limités, puisque le recensement de 1982 ne comptait que 31 000 artisans étrangers, soit 4 % du total. Mais le flux d'installations annuelles a doublé au cours des années 1983-1985, passant de 3 900 à 7 800 ; parmi les

Salariés de PME, artisans, voire fonctionnaires : les étrangers et leurs enfants se fondent lentement dans le paysage français.

quels dominent les groupes les plus importants de l'immigration, Portugais et Maghrébins.

Selon une enquête menée auprès des chambres de métiers de Versailles, de Nice et de Perpignan, ces installations se font surtout dans des secteurs traditionnels, en premier lieu (pour les deux tiers) le bâtiment (maçonnerie, carrelage, peinture...), ensuite le transport (taxis), mais aussi des domaines nouveaux comme le nettoyage ou l'informatique (4). Ces nouveaux artisans, qui s'appuient sur une bonne expérience professionnelle (cinq ans au moins) et une longue présence en France (quinze ans souvent), sont créateurs d'emplois

(100 artisans installés créent aussitôt 40 emplois).

Beaucoup travaillent en sous-traitance, bien davantage en tout cas que leurs collègues français. Cela peut correspondre à une carte forcée : le choix entre l'installation comme artisan ou le chômage. Mais, tout en cherchant à diversifier leur clientèle, ils semblent plus à même de s'adapter à la situation par leur expérience professionnelle antérieure que beaucoup d'artisans français, marqués par leur origine rurale et avant tout soucieux d'indépendance.

Autre évolution majeure : celle des niveaux de qualification. La très grande majorité des salariés

étrangers sont encore ouvriers (79 %). Mais en 1971, c'était la quasi-totalité (93 %).

Surtout, la qualification ouvrière s'est élevée : la moitié des ouvriers étrangers sont qualifiés contre moins d'un tiers en 1971. 15 % seulement sont des manœuvres contre près du double quarante ans plus tôt. Non seulement les ouvriers qualifiés ont mieux résisté à la crise, mais les étrangers ont pu acquérir avec l'expérience professionnelle une qualification dans les branches où ils sont nombreux et où les technologies sont restées traditionnelles (BTP, certains domaines de la métallurgie). Le manque de candidats parmi les Français leur a permis de conquérir des postes traditionnellement fermés comme ceux de chauffeurs ou de conducteurs d'engins. Enfin les rigidités mêmes du système de formation de l'AFPA, offrant encore beaucoup de stages dans le bâtiment, leur ont aussi profité.

La « deuxième génération »

Ainsi sont-ils en meilleure position que certains employés (stations-service, nettoyage, intérim) dont les postes sont en fait peu qualifiés.

L'arrivée sur le marché du travail de jeunes générations formées en France a contribué aussi à transformer la situation. L'analyse, cependant, est délicate : beaucoup de ces jeunes sont en effet de nationalité française (ce qui explique en partie le vieillissement de la pyramide des âges constaté par l'enquête ACEMO) et, du coup, disparaissent des statistiques.

L'insertion des jeunes de la deuxième génération demeure difficile. Ils sont surreprésentés dans les filières scolaires de « relégation » (classes préprofessionnelles, ou préparatoires à l'apprentissage, sections d'éducation spécialisée), qui débouchent fréquemment sur le chômage. S'ils ont profité des stages seize-dix-huit ans ou dix-huit -

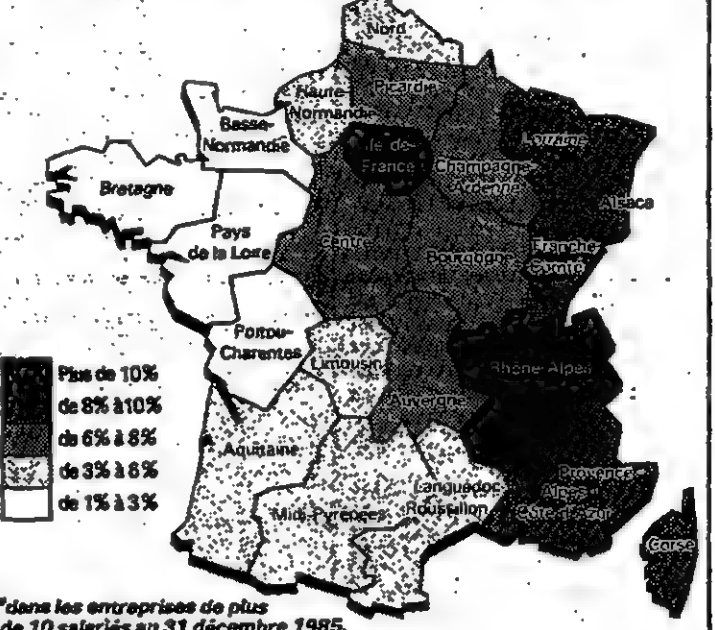
vingt-cinq ans, ils restent nettement sous-représentés dans les dispositifs les plus importants comme les TUC ou les SIVP.

A l'inverse, on peut repérer l'arrivée de la deuxième génération dans d'autres emplois, par exemple à différents niveaux de la fonction publique. Ainsi peut-on voir une petite minorité de jeunes d'origine maghrébine sur les derniers recrutements de gardiens de la paix. Ou bien la présence de quelques poignées de jeunes beurs aux derniers concours de recrutement de l'enseignement secondaire, par exemple au CAPES de mathématiques... Un domaine où ils sont rejoints par de jeunes étrangers (Marocains par exemple) venus faire leurs études en France, et recrutés comme maîtres-auxiliaires après leur maîtrise, et qui peut-être se stabiliseront dans l'enseignement...

Un autre signe d'intégration progressive, qui a des chances de se confirmer dans les prochaines années. Car d'autres évolutions peuvent être remises en cause. Si la suppression des emplois industriels sous l'effet des changements technologiques semble définitive, il n'est pas sûr, par exemple, que le bâtiment, dans son boom actuel, n'ait pas comme autrefois à faire appel à la main-d'œuvre étrangère pour les emplois non qualifiés...

GUY HERZLICH.

La répartition des salariés étrangers par région*



L'EMPLOI DES IMMIGRÉS

Les anges gardiens d'Amiens

Nourredine et ses copains du Pigeonnier sauvent leur quartier en créant une entreprise.

EMPLOI. Sécurité. Quartier. Trois mots-clés qui résument l'expérience de Nourredine Gaham, vingt-huit ans, gérant de la société First, à Amiens (Somme), créée avec quatre copains, aussi beurs que lui. Une expression que détestent ces fils de harkis.

Trois mots-clés qui ouvrent d'autres portes : jeunes Maghrébins de la deuxième génération, chômage endémique, délinquance vertigineuse, logements dévastés ou inhabités, grands ensembles desherités à la dérive. Bref, la menace du ghetto invivable... Et puis des sésames qui font renaitre l'espoir. Un sursaut collectif qui entraîne la prise en charge de ses propres problèmes. De la naissance d'une association, on passe à la création d'une, puis de trois entreprises. Avec la confiance en soi retrouvée, l'emploi revient un peu. Le retour au calme, relatif, correspond dans le temps à la réhabilitation de l'environnement.

Mais attention aux clichés. First, qui emploie trente-cinq salariés aujourd'hui et a réalisé 5 millions de chiffre d'affaires en 1988, est une société de... gardiennage. Parfois assinités, à ses débuts en avril 1986, à une entreprise militante, voire à une entreprise de racket, elle est désormais à peu près admise par tous et ses références sont éloquentes. Parmi ses clients, on trouve des hypermarchés, des magasins, des self-services, des édifices publics, mais aussi un centre EDF et des offices d'HLM. Secours public et privé s'adressent à elle, tout comme les élus socialistes, communistes ou de droite.

« Nous ne faisons pas de prospection pour que l'on ne nous accuse pas de pratiquer l'intimidation », explique Nourredine Gaham, toujours sur ses gardes, et conscient d'exciter la convoitise de la concurrence. « Pas d'armes, pas de gaz lacrymogènes, pas de chiens », insiste-t-il. First préfère la persuasion, refuse « les cow-boys et les musclés », et tient à se distinguer, y compris par l'uniforme, devenu obligatoire. Ses gardiens sont « très mode », malgré la présence d'un écusson jaune où apparaît une chouette : ils portent tous un pull en jacquard gris, un pantalon beige, un blouson et des gants de cuir brun. « Il ne s'agit pas de ressembler à la police. »

Chômeurs à 99 %

Ancien agent de sécurité, Nourredine Gaham est un enfant de ce quartier nord, le Pigeonnier, à la réputation longtemps détestable. Isolés, « chômeurs à 99 % », les jeunes exprimaient violemment leur mal de vivre. Les vols, les dégradations se multipliaient et les nuits, tapageuses, s'achevaient souvent par l'incendie des voitures qui avaient servi à des rodéos échevelés. A en croire la chronique locale, la police, accueillie par des jets de pierres, ne venait presque plus. On commençait à parler de drogues, et de plus en plus dures. « Personne ne garant sa bagnole sur les par-

kings, les magasins fermaient et les habitants s'en allaient », raconte Nourredine. Dans certains immeubles, il y avait jusqu'à 40 % de logements vides, abandonnés, et l'hypermarché Continental était même surnommé « la mosquée d'Amiens ».

Dans ce « quartier sans droits », les adolescents se regroupent en 1980 au sein de l'Association des Français musulmans de deuxième génération, une tentative pour « se faire admettre et devenir crédibles ». Pour trouver du travail et « moins se faire emmerder par les flics quand on allait en ville », reconnaissent-ils aussi. Il n'empêche, une partie de la population commence à réagir.

Un marché qui s'élargit

First naît de là, de ces amitiés et de cette volonté. A cinq, dont Nourredine qui a quitté son emploi, ils rassemblent les 130 000 francs de leurs indemnités de licenciement pour lancer la SARL : ils y réinvestissent systématiquement leurs bénéfices. Car, d'emblée, la nouvelle société s'impose et recrute déjà huit camarades, après un mois d'existence. Aux premiers contrats, Continental et Prisunic, succèdent ceux de l'OPAC d'Amiens (HLM), de la Ruche picarde puis de Nova et de Mammouth 2. A la fin de l'année, le chiffre d'affaires est déjà de 2,5 millions de francs.

Commercialement, les jeunes ne cessent d'élargir leur marché. Ils assurent la surveillance de parkings de centres commerciaux où, avant leur intervention, une moyenne de douze voitures étaient saccagées chaque jour d'ouverture. Ils contrôlent le gardiennage de 12 000 logements sociaux. Ils se chargent des systèmes d'alarme de commerçants, d'établissements, et gèrent la veille automatique de nombreux abonnés, dont des concierges d'immeuble et des particuliers. « Nous avons zéro d'endettement », proclame fièrement le gérant en énumérant son matériel : quatre véhicules, deux scooters, trois talkies-walkies, trois émetteurs-voiture, deux fichiers alarme et un ordinateur. « Nous avons payé 200 000 francs d'impôts en juin et 100 000 au tiers provisionnel. »

S'agissant de la sécurité, les résultats sont probants : selon un hypermarché, la « démarque invisible » est passée en quelques mois de 2 % à 1,25 % du chiffre d'affaires. Dans les quartiers où elle opère, la société First s'est engagée à faire baisser de 50 % en un an, de 75 % en dix-huit mois, le volume des délits constatés. Il n'y a plus d'appartements vides, les loyers rentrent mieux et les offices d'HLM ont pu réaliser d'importants travaux d'amélioration.

Au Pigeonnier, où la délinquance a diminué de 60 % à 80 % en trois ans, les voitures sont réparées sur les parkings. Depuis leur PC, un appartement bien situé, les agents de First veillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur la tranquillité des habi-

tants, peu gênés, paraît-il, par cette protection.

Au cours de leurs rondes, les gardiens s'évertuent à disperser les attroupements de jeunes au pied des cages d'escalier. « Les filles, c'est comme du miel, et ça attire », constate Nourredine Gaham en riant, qui pointe son doigt vers une fenêtre du premier étage.

Mais le véritable effet de First concerne l'emploi, le changement d'image. Non seulement la jeune société compte trente-cinq salariés - dont deux de plus de quarante-cinq ans pour « rééquilibrer » le groupe - tous mensualisés (à 5 200 francs en moyenne), mais son expérience commence à reconquérir les employeurs locaux avec les jeunes Maghrébins. On leur fait confiance et deux embauches du quartier nord ont, à leur tour, formé des sociétés de nettoyage qui emploient, ensemble, vingt-cinq personnes. « Les jeunes, maintenant, ils veulent créer leur truc », affirme Nourredine. « Avant, c'était impossible. Nous avons montré qu'on pouvait faire des choses, qu'on pouvait décider de s'en sortir. On montre l'exemple. »

Un nouveau modèle de réussite

Jusqu'à présent, c'était le chef de bande, voire le revendeur de drogue, qui servait de modèle aux jeunes. « Maintenant, c'est nous ! » s'exclame Nourredine, qui affirme : « On peut réussir sans magouille. Si on voulait, on pourrait même s'offrir une BMW. » Les gamins, dans les couloirs, respectent l'image offerte par leurs aînés. Les anciens, habitués à des structures familiales fortes, admettent de partager un pouvoir qu'ils exerçaient plus. Ils sont fiers de leur progéniture et, plus encore, lui sont reconnaissants : « On leur a prouvé que ce que nous disions était vrai : ce sont bien leurs enfants qui faisaient des conneries. »

Dans tous les sens, le pari avoué de First est bien celui de l'intégration d'une communauté, de l'insertion sociale. Sans étude de marché ni analyse, les compagnons de Nourredine ont trouvé l'activité qui permettait de régler tous les problèmes à la fois. « Créer une société, c'est facile », prétendent maintenant ces jeunes Maghrébins qui ont su occuper un créneau qui ne réclamait pas une mise de fonds importante, tout juste un savoir-faire. Décidés à pratiquer différemment ce métier contesté, ils ont utilisé leur connaissance du milieu et ont eu recours à un maillage à la fois familial et de réseau. « Nous n'avons pas besoin d'être représentés », soulignent-ils en faisant observer que cette particularité n'a pas toujours été bien comprise, notamment des services de police. « Il nous suffit de retrouver une voiture volée, de dissuader et d'empêcher la récidive. Il est rare que nous allions au-delà. »

Ils sont en outre fiers parce que leur « travail » a permis d'améliorer les conditions de vie dans leur propre quartier. « Les offices d'HLM payent nos services plutôt que de voir leurs logements se détériorer et les rentrées de loyers diminuer », note Nourredine Gaham, qui parle d'intérêt bien compris et ne souhaite pas tellement éteindre son entreprise hors de son environnement immédiat. « Nous sommes amnésiques, répète-t-il avec conviction. Mais on pourrait refaire la même chose ailleurs, dans d'autres banlieues, en utilisant les mêmes méthodes avec des jeunes du lieu. C'est ça le secret. »

Au-delà se manifeste le souci de se fonder dans la société française. « Je ne mange plus de couscous, parce que ça fait grossir », dit Nourredine, en dirigeant actif d'une entreprise performante, comme un Auvergnat de Paris abandonnant la potée. « Mais notre intégration sera réellement réalisée le jour où les couples français choisissent sans le savoir des prénoms arabes pour leurs enfants, comme Malika ou Kaïser. » Ce qu'il n'a pas fait pour les deux siens. Pour faire plaisir à sa femme, d'Amiens.

ALAIN LEBLAIRE

Les malheurs des surdiplômés

IL sont, affirme Mohamed Heni Massouri, des centaines dans son cas. Docteurs ou ingénieurs, voués aux postes d'enseignant « à 6 000 francs par mois », parce que maghrébins d'origine, naturalisés ou pas.

Sa propre histoire est exemplaire, où l'on ne peut démêler le vrai préjudice des faux semblants, le fantasme paranoïaque du malaise soumois, le procès d'intention de l'hypocrisie. Est-il une victime, par son entêtement n'a-t-il pas participé à la construction du piège dans lequel il se trouve maintenant enfermé ?

D'origine tunisienne, âgé de trente-quatre ans aujourd'hui, Mohamed Heni Massouri arrive en France en 1977 pour y poursuivre ses études. Il accomplit les diplômes dans des spécialités rares : ingénieur du génie atomique en 1982, option celui des structures, DEA de mécanique appliquée, puis doctorat en 1987. Devenu français en 1986, marié à une Française, il semblait a priori promis à un bel avenir.

En réalité, il est chômeur depuis octobre 1988 et, peut-être à cause de son obstination, dans une situation humanement inextricable. Il est en conflit avec EDF, son unique espoir d'intégration dans un emploi digne de sa formation, et qui, selon lui, n'aurait jamais dû casser d'être son employeur.

Les relations entre Mohamed Heni Massouri et l'entreprise nationale commencent le 16 août 1984, avec le premier contrat de « stage d'étude et d'information » qui devait permettre à l'étudiant de préparer sa thèse dans le laboratoire où il était affecté. Renouvelé année après année, jusqu'en décembre 1987, le protocole fut remplacé, à partir du 1^{er} janvier 1988, par deux contrats de travail à durée déterminée à titre d'agent non assailli pour exercer la fonction d'ingénieur au service « Ensemble de production ». Il était précisé, dès ce moment,

que cette situation ne serait pas prolongée au-delà du 30 septembre 1988, en apparence conforme avec la loi qui interdit d'enchaîner plus de deux contrats et stipule que, « si le contrat à durée déterminée peut être conclu pour l'exercice d'une tâche précise, il ne peut avoir pour objet de pourvoir durablement à un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise. »

Justement, M. Massouri prétend que, dès janvier 1986, il a travaillé « en qualité d'ingénieur, sous couvert d'un contrat de préparation de thèse » et qu'une position aussi précaire lui faisait croire en une possibilité d'embauche définitive, plus tard. Sans lien avec ses travaux de thèse, et à compter de septembre 1985, il a d'ailleurs développé, seul ou avec d'autres collègues, des travaux de recherche pour le compte d'EDF. Il déposa des rapports sur l'application de l'émission acoustique, sur le suivi par émetteur acoustique d'éprouvette en flexion rotative, sur le suivi des essais de fatigue ou encore sur le suivi par analyse synchrone de la fissuration d'un rotor...

Complications et déceptions

Ces travaux, qui ont continué pendant les contrats à durée déterminée, « relèvent de l'activité normale du service qui l'employait », admettait le conseil des prud'hommes de Paris, en réitérant, le 28 septembre, dans ses attendus. En bonne logique, son contrat de travail devrait être « renouvelé », c'est-à-dire transformé en emploi ferme, affirmait le jugement. EDF était donc condamnée aux dépens mais, comme c'est toujours la règle, n'était pas tenue de réintégrer son salarié, ouvrant ainsi le droit à des indemnités de licenciement.

Depuis, les événements se sont compliqués. La direction

d'EDF a fait appel, et l'affaire a été mise en délibéré le 9 février. Surtout, Mohamed Heni Massouri se bute et entend obtenir une embauche définitive. Soutenu un temps par les syndicats d'EDF, il fait le siège de son ancien service. Son attitude devient peu à peu obsessionnelle et il invoque une discrimination raciale pour expliquer un refus qu'il ne comprend pas. Plusieurs personnes, pourtant moins qualifiées que lui, dit-il, ont été recrutées sur des postes correspondant à sa qualification. En fait, M. Massouri est desservi par une hyperspécialisation qui empêche d'exercer essentiellement dans son pays d'origine et limite son champ d'investigation à de rares employeurs, dont EDF...

Sans atteindre de telles extrémités, d'autres diplômés d'origine maghrébine connaissent le même sort. Après le passeport, le passeport pour l'emploi, dans des conditions correspondant au niveau d'études, n'est pas toujours accordé. Ces jeunes immigrés se plaignent d'une injustice, à encore pénalisante. Tel ami de M. Massouri, avec le même bagage, travailla comme intérimaire dans une société soustraitante d'EDF. D'autres ont dû renoncer à leur vocation pour être utilisés à contre-emploi ou accepter d'être déqualifiés...

En septembre 1988 s'est créée une association des cadres d'origine maghrébine (ACODOM), pour l'instant hébergée dans les locaux de l'Association des femmes maghrébines (1). Il y aurait déjà une soixantaine d'adhérents qui se plaignent des mêmes difficultés. Ceux qui avaient misé sur la formation pour effacer les discriminations découvrent d'autres déceptions, d'autant plus mal supportées qu'ils avaient fourni des efforts.

A. L.

(1) ACODOM, 29, rue Godefray-Corbiac, Paris-1^{er}. Tél. : (1) 43-48-62-16.

La Nouvelle Epargne du Crédit Agricole.

Rentabilité, souplesse, liberté... en matière financière, il est toujours possible de se surpasser.

Le Crédit Agricole vous le prouve encore aujourd'hui avec le Compte à Options Varius.

Varius : un taux garanti de 7,25 % ou plus.

Une épargne qui garantit un taux de 7,25 % c'est déjà exceptionnel par rapport aux livrets d'épargne courants.

Mais une épargne qui, en plus, augmente sa rentabilité avec le temps, c'est une performance ! Le taux de rendement actuariel annuel brut de Varius est de 7,25 % sur 4 ans, 7,50 % sur 5 ans, 7,75 % sur 6 ans et atteint même 8 % sur 7 ans !

Varius : un droit de retrait de votre argent.

C'est parce que vous pouvez toujours avoir besoin d'une partie de votre argent que le Crédit Agricole a créé en exclusivité le Droit de Retrait Optionnel : dès la fin de la première année, vous pouvez retirer 50 % de votre épargne, en une ou plusieurs fois. Et surtout sans annuler votre

contrat, vos intérêts sont ainsi préservés.

Varius : une épargne non plafonnée.

Le Compte à Options Varius, c'est l'épargne sans contrainte, la liberté.

Souscrivez avec 2000 F minimum ou épargnez 10 000 F, 50 000 F voire plus, vous êtes libre de votre choix.

Varius : des intérêts mensuels* si vous le souhaitez.

Au moment de l'ouverture de votre Compte, vous choisissez le rythme de versement de vos intérêts.

Innovation sans précédent, le Crédit Agricole vous propose, outre les options au trimestre, à l'année ou à échéance, une formule d'intérêts mensuels*.

Varius, c'est bien la Nouvelle Epargne. Elle est sûrement pour vous, même si vous n'êtes pas client du Crédit Agricole !

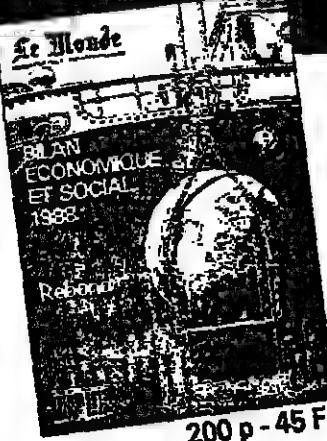
VARIUS
UNE EXCLUSIVITE DU
CREDIT AGRICOLE

* Pour les comptes à Options de 20 000 F ou plus. Taux en vigueur au 20/01/89

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rebond

Le Bilan économique, véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde, rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année dans leur environnement social et politique.



200 p - 45 F

Le Monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DU DÉCLIN AU REGAIN

La tentation de l'oubli

(Suite de la page 17.)

La réforme fiscale qui mobilisera l'épargne au profit de la production et de la modernisation ne saurait se ramener à l'harmonisation européenne des taux de TVA. Il est même paradoxal de constater que cette harmonisation, qui devrait faire comprendre que nous vivons dans une structure injuste et inefficace, tente de se réaliser sans aller au fond du problème.

Or, sans réforme fiscale majeure, l'objectif européen ne peut pas être atteint : comment harmoniser des taux qui s'appliquent à des masses totalement différentes d'un pays à l'autre, la part de l'impôt indirect étant considérablement plus élevée en France que dans les pays « modernes », si l'on ne commence pas par redéfinir ces masses elles-mêmes ?

Réintégrer les exclus

Il faut donc commencer par faire comprendre aux Français qu'ils paient trop d'impôts indirects et pas assez d'impôts directs, et se donner les conditions d'agencement de cette « révolution » : la retenue à la source. Les arguments qui allaient contre une telle retenue quand la France était un pays agricole ne valent plus quand le taux de salarisation y dépasse les 80 %. Quant aux arguments sur les révoltes des contribuables ou les inefficacités bureaucratiques, ils n'ont rien à voir avec ce débat précis, sinon avec celui de la place de l'Etat. L'impôt devient alors le levier de restructurations substantielles ou d'initiatives au détriment des comportements de rentiers et de spéculateurs, comme il doit l'être dans une économie complexe.

La réintégration des exclus constitue le second chantier majeur. Les tendances au dualisme social sont considérables et nourries par le nouveau système d'emploi. Avec l'alternance de phases d'activité et d'inactivité, et au sein des premières, la multiplication des emplois atypiques, tout éloignement temporaire du marché du travail peut devenir définitif.

Les ressorts de l'Etat-providence, correctement redéployés, ne suffiraient-ils donc pas à venir à bout de ce risque de dualisme ? Ceux qui ont cru que la suppression des aides « obligatoires » les pauvres à se mobiliser ont, le plus souvent, précipité dans les drames et les angoisses. Ceux qui s'en sont remis à l'extension illimitée des dispositifs de protection ou même de formation (peu qualifiante) ont souvent renfermé les trappes de la pauvreté sur ceux qui en étaient les victimes.

Aussi quelques principes expérimentés depuis le début de la crise chez nos voisins devraient-ils être clairement rappelés : les aides distribuées doivent être liées à des programmes d'insertion dont le contenu peut lui-même être des plus variés ; les facteurs qui élèvent du côté des travailleurs le coût de leur retour à l'emploi et du côté des entreprises le coût du recrutement de personnes exclues du marché du travail doivent être supprimés.

L'enrichissement de la décentralisation constitue peut-être bien le chantier économique majeur. Là encore, l'expérience des autres est oubliée : les succès célébrés de l'emploi aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni sont pour beaucoup, et d'un avis général, le résultat de la multiplication d'initiatives locales où gouverneurs, maires, banquiers, représentants des syndicats et chefs d'entreprise se mobilisent ensemble dans une approche partenariale des problèmes et sur la base de pouvoirs locaux très forts. Si cela n'avait pas eu lieu, parlerait-on aujourd'hui du miracle de Detroit, de la révolution du Massachusetts ou de la résurrection de l'Angleterre du Nord-Ouest, comme l'on parlait, il y a vingt-cinq ans, des miracles italiens, japonais ou même français.

Or l'agenda français est sur ce point particulièrement décevant. Tout le monde sait aujourd'hui que le développement se fait en réseau à partir d'initiatives fortement décentralisées ; tout le monde sait que, pour y arriver, il convient de globaliser l'attribution des moyens de l'Etat au niveau local et d'y multiplier les formules contractuelles, ce qui est au passage le meilleur moyen d'agencer une véritable réforme de l'Etat.

Mais, dans ce pays où les hauts fonctionnaires parisiens ont pris la place des petits rentiers de province, on éprouve toujours une extrême méfiance à l'égard des initiatives décentralisées, on continue de confondre animation économique et subventions (ambiguës) aux entreprises en difficulté, ce qui constitue aujourd'hui une erreur économique et un manque de confiance dans la démocratie.

La grande leçon de ces quinze dernières années, c'est l'absence de reprise ou de prolongation durable de la croissance sans politique de développement, décalage d'autant plus intense qu'un pays fait l'objet de faiblesses chroniques. Or les économistes ont toujours fait cette différence : des classiques, pour qui le marché était « à construire », à Keynes, pour qui l'incertitude constituait un défi auquel des agents isolés ne répondaient pas nécessairement de manière satisfaisante.

Mais leur message a été dévoyé. Celui des premiers, l'économie y étant ramenée à une conjonction heureuse de volontés, altruistes permettant de faire l'impasse sur toute réforme de structure. Celui du second, l'économie y étant perçue comme une vaste tuerie hydraulique où il suffit de réparer quelques fuites, ce qui est bien l'objet d'une politique de rigueur.

Ces erreurs de perspective ne menent qu'à occulter le véritable enjeu du développement — réunir les bases de la croissance — et à s'illusionner sur la portée de certains indicateurs. Bien des économistes s'en remettent un peu trop rapidement à cette liberté des modernes telle que définie par Benjamin Constant, pour qui elle serait portée par les initiatives spontanées et décentralisées, en oubliant la liberté des anciens, celle où il convient de construire en commun les conditions du bien-être de tous.

Le système actuel devrait permettre, au-delà des excès passés, d'associer de manière positive ces deux libertés. Encore faudrait-il, et sans tomber dans un quelconque activisme, afficher de la volonté en économie.

XAVIER GREFFE.

ÉCONOMIE

« AFFAIRES A SUIVRE »

Le secret des banques

Dans les îles Caïmans, qui comptent autant de sociétés que d'habitants, la violation du secret est punie de prison.

Les « affaires » sont bien plus que des affaires françaises. Elles révèlent la difficulté de faire respecter la réglementation financière des nations organisées. Il suffit d'opérer depuis un « paradis financier », à l'abri d'un secret bancaire inviolable, pour avoir de bonnes chances d'échapper à toute poursuite. Et il ne coûte pas plus cher aujourd'hui de passer ses ordres en Bourse par télé depuis les îles Caïmans, les Bahamas, les Bermudes ou Anguilla, que depuis Paris, Londres ou New-York.

Qu'est-ce donc qu'un « paradis fiscal » ? « N'importe quel flot découvert à marée basse et qui n'a pas besoin d'impôt ». Cette définition d'un professeur de droit à l'université de New-York, Harvey P. Dale, donne une idée de leur prolifération. Ces paradis ne seraient cependant que de modestes purgatoires, sans le secret bancaire et la négligence des autorités locales derrière lesquelles s'abritent bien des turpitudes financières : fraudes et évasions fiscales, manipulations boursières, escroqueries, voire blanchissements des profits criminels.

Dans les sept principaux paradis fiscaux — Panama, Hong-Kong, Libéria, Bahamas, Antilles néerlandaises, îles Caïmans et Bermudes — on trouve aujourd'hui le cinquième du total mondial des dépôts bancaires étrangers. Il y en a plus aux îles Caïmans qu'en Allemagne fédérale, presque autant qu'en France : 242 milliards de dollars. Le Japon, dès 1983, effectuait officiellement le quart de ses investissements directs à l'étranger dans ces sept pays, dont le produit intérieur brut représente moins de 1,5 % du PIB total du tiers-monde.

Une concurrence acharnée

Entre ces sept pays et bien d'autres, sur lesquels on ne sait quasiment rien, la concurrence est acharnée. On n'y attire pas les opérations financières grâce au faible coût de la main-d'œuvre, comme cela se passe pour les industries mécaniques « délocali-

ées » dans le tiers-monde. La compétition porte sur la légèreté des taxes, le degré de permisivité et la garantie plus ou moins formelle que le secret sera bien gardé.

Aux îles Caïmans, il y a autant de sociétés immatriculées (15 000 environ) que d'habitants. V figurent en particulier ces « trusts », ou sociétés de prête-noms, écrans par excellence, dont la version miniature est l'anstalt du Liechtenstein et dont la version géante est le holding luxembourgeois. Il existe aussi une version panaméenne du trust qui tient de la roulette russe pour le malheureux prête-nom : il signe en blanc, en même temps que sa démission, des pouvoirs à un gestionnaire inconnu, et les actions de la société, sans valeur nominale, sont émises au porteur. On appelle cela la *société anonyme*.

Le secret bancaire ? Chaque pays a le sien et il garantit partout la confidentialité des affaires. Tout dépend des exceptions aux termes desquelles il peut être levé. Des Etats-Unis aux îles Caïmans, en passant par la Suisse, le Luxembourg et les Bermudes, on a à peu près tout l'éventail.

Aux Etats-Unis, le Bank Secrecy Act ne garantit l'anonymat qu'aux transactions honnêtes. Il a été conçu pour interdire la fraude fiscale, les délits financiers et — en principe — le blanchiment de l'argent sale. Aucun dépôt de liquide de plus de 10 000 dollars ne peut être effectué anonymement dans une banque américaine.

En Suisse, le secret bancaire couvre la fraude fiscale des étrangers qui y déposent leurs capitaux en fuites. Il fut renforcé en 1934, afin d'empêcher le Gestapo de persécuter les juifs qui mettaient leur argent à l'abri à Zurich — un « crime » puni de mort dans l'Allemagne nazie.

Les autorités helvétiques, en levant aujourd'hui le secret bancaire dans le cadre d'un défit

généralisé à la SEC pour boucler son dossier...

Les Bahamas et, surtout, les Caïmans ont ajouté à cette panoplie le « délit » qui change tout. La spéculation d'initié n'y est pas un délit. En revanche, la trahison du secret bancaire y est un crime sévèrement puni : une amende de 5 000 dollars caïmans et deux ans de prison attendent l'employé de banque qui répondrait à des enquêteurs étrangers, peines doublées en cas de « récompense ». Tout est prévu.

Comme les autorités caïmanaises ne sont pas non plus très regardantes sur les activités des banques qui y prospèrent, cette île grande comme l'agglomération parisienne, premier centre financier offshore, est également une très efficace « blanchisserie ». On y arrive par le vol direct du matin depuis Miami avec un attaché-case bourré de billets verts. On en repart le soir avec un chèque de banque moins compromettant.

Longtemps, les autorités américaines ont facilité ce trafic. Par la porte numéro un de l'aéroport international de Miami, on embarquait vers Grand Cayman sans subir aucun contrôle, même pas d'un détecteur de métal.

Le Liechtenstein est un cas à part. Il n'y a que trois banques à Vaduz : à quoi bon faire concurrence à l'équipement helvétique, tout proche ? Cela n'empêche pas la violation du secret d'être sévèrement réprimée : 20 000 francs suisses d'amende et jusqu'à six mois de prison. Les pistes suisses des enquêteurs de la SEC se perdent dans cette arrière-cour.

Les Etats-Unis ne manquent certes pas de moyens de pression dans les Caraïbes, dont l'économie dépend largement des activités américaines, voire des aides directes de Washington. Cette politique dite de la carotte et du bâton donne des résultats mitigés.

La SEC parvient toutefois de temps à autre à se passer de la collaboration des banques caraïbes pour confondre les fauteurs de malversations boursières : mais elle le fait grâce à la législation puritaine américaine qui punit très sévèrement le parjure, et qui encourage la délation.

JEAN-FRANÇOIS COUVRAIT.

Les surdiplômés

Les surdiplômés, c'est-à-dire ceux qui ont obtenu un diplôme sans avoir suivi les cours correspondants, sont de plus en plus nombreux. Ils sont souvent des jeunes gens qui ont obtenu leur diplôme par fraude ou par tricherie. Ils sont souvent des jeunes gens qui ont obtenu leur diplôme par fraude ou par tricherie. Ils sont souvent des jeunes gens qui ont obtenu leur diplôme par fraude ou par tricherie.

elle Epargne Agricole.

elle Epargne Agricole. elle Epargne Agricole. elle Epargne Agricole. elle Epargne Agricole. elle Epargne Agricole. elle Epargne Agricole. elle Epargne Agricole. elle Epargne Agricole. elle Epargne Agricole. elle Epargne Agricole.

VARIS

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 2920/DMP

L'Office National des Télécommunications de CÔTE D'IVOIRE a obtenu un prêt de la BIRD.

en différentes monnaies, pour financer le coût du projet portant sur la remise en état du matériel et renforcement de la maintenance.

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce prêt sera utilisée pour effectuer les paiements au titre du projet portant sur la fourniture et l'installation d'un système de contrôle des émissions radioélectriques en Côte d'Ivoire.

L'Office National des Télécommunications invite, par le présent Appel d'Offres les candidats admis à concourir, à présenter leurs Offres sous-plis fermés pour la fourniture et l'installation d'un système de contrôle des émissions radioélectriques au sein de l'O.N.T.

Les candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'Appel d'Offres dans le Bureau du Chef de Service des Marchés sis au 12^e étage de POSTEL 2001, porte 12-07 - Téléphone 34.67.61 ou 34.66.12 Téléc N° 23790 ou 23750 - ABIDJAN.

Tout candidat admis à concourir, intéressé par le présent avis, pourra acheter un jet complet de documents d'Appel d'Offres, sur demande écrite au service ci-dessus ou après consultation des Cahiers des Charges et moyennant paiement d'un montant non remboursable de 200.000 F CFA.

Toutes offres doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumissions d'un montant égal à 1,5 % du montant total de la soumission. Ce cautionnement doit être déposé au même temps que les Offres au Service des Marchés, sis à l'Immeuble POSTEL 2001, porte 12-07 - ABIDJAN-CI au plus tard le 13 Mars 1989 à 17 h 00 délai de rigueur.

Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture le 14 Mars 1989 à 15 h 00 à la Rotonde de la Cité Financière à ABIDJAN-PLATEAU.

(Publicité)

STAGES D'INITIATION

A LA VIE PROFESSIONNELLE (S.I.V.P.)

DISPOSITIONS CONVENUES ENTRE PARTENAIRES SOCIAUX PAR PROTOCOLE NATIONAL LE 24 OCTOBRE 1988 - LOI DU 13 JANVIER 1989

En application des dispositions convenues entre partenaires sociaux le 24 octobre 1988 et de la loi du 13 janvier 1989, les contrats de stages SIVP conclus à compter du 1^{er} février 1989 entre une entreprise, un jeune et l'ANPE, au nom de l'Etat, répondront notamment aux conditions suivantes :

1. Objet du contrat de stage SIVP

Le contrat de stage d'initiation à la vie professionnelle doit permettre aux jeunes de découvrir la vie de l'entreprise, de développer leur aptitude au travail, pour trouver le plus tôt possible leur place dans un processus de qualification ou un emploi. D'une durée de 3 à 6 mois, il n'a pas le caractère d'un contrat de travail. Il ne peut se substituer à des emplois saisonniers, ou à durée déterminée ou permanents.

2. Les jeunes concernés

Seuls peuvent bénéficier d'un contrat de stage d'initiation à la vie professionnelle les jeunes de moins de 26 ans primo-demandeurs d'emploi sans expérience professionnelle. Les contrats de stage d'initiation à la vie professionnelle sont proposés par les entreprises, en priorité à ceux des jeunes qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou qui sont sortis du système éducatif avant d'avoir achevé un deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Dans ces conditions, la conclusion de contrats de SIVP par des jeunes de plus de 22 ans devrait être exceptionnelle.

3. Engagement de l'entreprise

Elle propose au jeune un programme d'activité diversifié lui permettant de découvrir la vie de l'entreprise et de développer ses aptitudes au travail. Elle désigne nominativement un tuteur. L'entreprise doit libérer le jeune pour des tâches de suivi, pour une durée fixée lors de la conclusion du contrat et comprise entre 125 et 200 heures. L'entreprise et l'ANPE choisissent avec le jeune un organisme de suivi. La durée de présence applicable au stagiaire ne peut excéder la durée hebdomadaire et la durée quotidienne légale. Le stagiaire ne peut effectuer d'heures supplémentaires. Il bénéficie du repos dominical. Les jeunes titulaires des contrats bénéficient des dispositions relatives au rôle des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, ainsi que des dispositions relatives à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail.

4. Rémunération versée au jeune

L'Etat et l'entreprise versent au jeune stagiaire une rémunération en fonction de son âge.

AGE	ETAT	ENTREPRISE	TOTAL
16-17 ans	183 F	26% du SMIC soit 1266 F*	1449 F
18-21 ans	870 F	36% du SMIC soit 1753 F*	2623 F
21-25 ans	1293 F	36% du SMIC soit 1753 F*	3046 F

L'entreprise est exonérée des charges sociales, à l'exception de la taxe d'apprentissage et autres charges fiscales.

Pour tout renseignement, adressez-vous à l'agence locale ANPE de votre commune. Les partenaires sociaux signataires du protocole en suivront l'exécution au sein d'un groupe technique paritaire national.

Agence Nationale Pour l'Emploi.

* Au 1^{er} janvier 1989.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

La chronique de Paul Fabra

A l'occasion du dîner que la Société d'économie politique présidée par le professeur Alain Biais a donné la semaine dernière en l'honneur de Maurice Allais, le lauréat du prix Nobel de science économique, a, en répondant à une question, soulevé le coin d'un voile pesant, dont on doit s'étonner qu'il puisse être jusqu'à ce jour resté si opaque.

Dieu sait pourtant si aucun discours ne nous a été épargné depuis quatre ans sur la réforme de la Bourse. Au cours de sa récente apparition télévisée, le président de la République ne nous a pas dit ce qu'il en pensait. Lui qui n'avait pas trouvé de mots assez durs pour stigmatiser le « gangstérisme » des spéculateurs n'a pas éprouvé le besoin de nous dire si la réforme commencée sous Pierre Bérégovoy en 1985, poursuivie et amplifiée par Edouard Balladur, choyée à nouveau par Pierre Bérégovoy, est de nature ou non à attiser ou à calmer leur fièvre du jeu. Mais, étant donné l'épais consensus qui règne dans les milieux tant politiques que financiers sur la nécessité de faire de la place de Paris une Bourse aussi performante que celle de Londres en copiant les méthodes et les pratiques anglo-saxonnes, on peut sans grand risque interpréter le silence de François Mitterrand en la matière, malgré ses diatribes contre l'argent facilement gagné, comme une participation à cette opinion commune. Aucune chance, donc, de voir les « affaires » donner à retardement l'occasion d'ouvrir un débat, jusqu'ici escamoté, sur le fond de cette réforme.

Avec la manque de préjugés qui le caractérise, Maurice Allais, le plus perçant, à soixante-dix-sept ans, de nos économistes, est le seul à en poser les termes dans toute leur ampleur et leur déconcertante simplicité. S'il a raison, c'est le cœur même de la réforme qui est atteint. « Je soutiens », a-t-il dit, que le krach d'octobre 1987 a eu fondamentalement pour origine la cotation continue. » A l'imitation de ce qui se pratique depuis longtemps aux Etats-Unis, le marché de Paris a commencé à mettre

L'argent facile vu par Maurice Allais

ce système en pratique le 23 juin 1986. Depuis lors, l'ensemble des compartiments du marché y ont été progressivement soumis, d'abord les valeurs du RM (réglement mensuel), puis celles qui sont cotées au comptant.

N'y échappent aujourd'hui que les valeurs étrangères et la dizaine de grandes valeurs françaises qui servent de supports au marché des options négociables (Elf-Aquitaine, CGE, Accor, Compagnie du Midi, Michelin, Peugeot, Paribas, Suez, Saint-Gobain, Société générale, Thomson). Celles-ci sont encore cotées à la crie. C'est-à-dire que leur cours est fixé en une seule séance de marché, relativement courte (trois heures), pendant laquelle l'ensemble des offres de vente de la journée concourent avec l'ensemble des demandes d'achat. Au contraire, la cotation continue s'étale tout au long d'une journée commençant à 10 heures du matin pour se terminer à 17 heures. Elle se fait « au fil de l'eau », au fur et à mesure qu'arrivent les ordres.

Cette dernière méthode, bien qu'elle nécessite la mise en service de toute une technique d'information que Paris a empruntée à la Bourse de Toronto sous le nom de « cotation assistée en continu » (ou CAC), n'est-elle pas plus proche de la vie réelle, dont elle épouse en quelque sorte le déroulement, que le vieux système de la crie ? C'est en tout cas dans cet esprit que les professionnels de la Bourse ont présenté leur dossier aux ministres successifs.

Et c'est ainsi que la Chambre syndicale des agents de change (1) s'est acquiescé, rue de Rivoli, un formidable ascendant, qu'elle garda jusqu'en juin 1988, moment où son président Xavier Dupont — « Monsieur le Syndic » — dut démissionner pour avoir laissé cette vénérable institution jouer sur le MATIF le fonds de garantie de ses adhérents — et en perdre environ le tiers.

Mais entre-temps elle avait pratiquement imposé au pouvoir politique — sans résistance de la part de ce dernier — ses vues pour la « modernisation » du marché de Paris.

Ne cherchons pas très loin les raisons de l'efficacité de son travail de lobby. Plus encore par conviction que par habileté, la Chambre syndicale et son président plaident, auprès du ministère, le dossier du retard technique. Or c'est vrai qu'il faut adapter l'organisation du marché aux nouvelles données imposées par la diffusion instantanée des informations à travers le monde. Mais, sous couvert d'adaptation technique, on fit aveuglément confiance aux professionnels, « les seuls à savoir d'expérience ce qu'il faut faire ».

Le résultat a été que le marché lui-même — non pas ses modes de fonctionnement, mais sa nature — a été changé. A force de le tailler sur mesure pour satisfaire les hommes du métier, on a peut-être été jusqu'à lui faire perdre son caractère de marché. Interprétation extrême, mais qu'on ne peut pas éluder à la lumière des réflexions d'Allais.

Le marché boursier, fait remarquer le Prix Nobel d'économie 1988, « fonctionnerait d'autant mieux qu'on lui permettrait de bénéficier de la loi du plus grand nombre ». Autrement dit, les cours auraient d'autant plus de chances d'être significatifs qu'on mettrait en présence le maximum d'offres et le maximum de demandes. Le meilleur système, et le plus honnête, dit encore Allais, « c'est un cours unique par jour ».

REMARQUONS, pour notre part, que le raisonnement d'Allais, fondé sur un argument simple mais puissant, réfute implicitement la théorie fumuse mais très à la mode aujourd'hui (à la faveur de l'influence idéologique américaine) dite « de l'efficience des marchés ». Un marché est

supposé efficient quand les prix cotés reflètent à chaque instant l'ensemble des informations disponibles. D'où la tentation d'étaler la cotation sur toute la journée. Ainsi les cours de Paris pouront-ils, telle fin d'après-midi de jeudi, « enregistrer » la baisse qu'a induite à Wall Street l'annonce d'une détérioration supplémentaire de la balance commerciale américaine. La théorie s'abstient de s'interroger sur la capacité des opérateurs du marché d'interpréter correctement la signification des statistiques du commerce extérieur.

Entrant plus dans le détail, Maurice Allais accroche à son argument central, qu'il résume, deux réflexions latérales qui semblent bien — trois fois hélas pour nos réformateurs ! — être confirmées par la pratique des marchés. Première critique : le nouveau système mis en vigueur, de cotation successive par petits paquets, permet de manipuler aisément les cours. « Avec une toute petite somme, dit-il, les opérateurs peuvent induire des gens à prendre des positions erronées. » Ajoutons ceci : comme on le sait, le système informatique « modernisé » a introduit une Bourse à deux vitesses. A moins de payer une commission plus élevée que celle qu'acquiescent les gros investisseurs institutionnels, les particuliers ne voient leurs ordres exécutés que le lendemain. Vive l'actionnaire populaire !

Seconde critique : « Il a fallu, fait remarquer Allais, que des agents du FBI se déguisent en courtiers sur le marché de Chicago des matières premières pour que soient révélées aux grands jour certaines fraudes portant sur des centaines de millions de dollars. Elles consistent à exécuter les ordres d'achat de la clientèle au plus haut et ses ordres de vente au plus bas. » Précisons que, pour éviter ce genre de pratiques, tous les ordres

sont, à Paris notamment, horodatés. La nécessité de multiplier les contrôles ne justifie-t-elle pas à sa manière la sévère conclusion de Maurice Allais selon laquelle « ce fut une erreur économique et éthique que d'introduire la cotation continue. Il s'agit d'un système déstabilisateur » ?

Faisons encore remarquer ceci : de par le fonctionnement du système informatique, les « sociétés de Bourse » (ex-agents de change) sont seules à pouvoir savoir de quelle(s) autre(s) société(s) émane(nt) tel ou tel ordre d'achat ou de vente. Le système est par nature un système d'inités, mais son fonctionnement conduit à mettre en place un système de police pour pourchasser les inités (voir aussi notre chronique du 7 février).

QUE répondent les professionnels, initiateurs de la réforme ? Que, peut-être, certaines de ces critiques sont justifiées, mais qu'elles perdent leurs raisons d'être au fur et à mesure qu'on perfectionnera le code de déontologie (appel à la bonne volonté) et qu'on se sera donné les moyens de veiller à son respect (la police, de nouveau). Mais le contre-argument qu'ils croient décisif est le suivant : de toute façon, la France n'avait pas le choix. Faute de se mettre à jour, le marché de Paris aurait été irrémédiablement délaissé.

Ce à quoi Maurice Allais réplique : « Rien n'est moins certain. Si on institue à Paris le système du cours unique, les étrangers, notamment les Américains, viendraient investir chez nous, où ils trouveraient un marché plus sûr que chez eux. Et pourquoi ne pas faire cette réforme à l'échelle de l'Europe ? » Gageons en effet que les recommandations d'Allais seraient accueillies, aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne et ailleurs, avec beaucoup plus de faveur que le libéralisme financier à la française ou à l'américaine.

(1) Devient la Société des Bourses françaises.

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

A l'Est, du nouveau ?

COMME du nez de Cyrano, il y a bien des manières de parler de la réforme des économies de type soviétique.

Officiel : l'objectif de la réforme (en Tchécoslovaquie) est, d'une part, « d'introduire dans l'économie un marché réel et équilibré et, d'autre part, de rénover les méthodes de la planification centrale de manière que son impact structurel macro-économique soit lié à l'efficacité et à l'élasticité du marché au niveau micro-économique » (1).

Alarmiste (Michèle Kahn) : « La rentabilisation de l'économie et la rationalisation de la politique de la main-d'œuvre, aujourd'hui à l'ordre du jour en URSS, auront pour effet la suppression de quelque 16 millions d'emplois d'ici une quinzaine d'années » (2).

Catégorique (Charles Bettelheim) : « Les réformes en cours en Chine s'inscrivent en fait dans une transition d'un capitalisme d'Etat de type soviétique vers un capitalisme privé » (3).

Sentencieux (Serge Latouche, à propos de la réforme en Hongrie) : « Mon scepticisme porte sur quatre points : la possibilité de contourner le politique ; la croyance aux mécanismes économiques ; l'oubli de l'endogénéité technologique ; la confusion efficacité-compétitivité » (4).

Malicieux (en titre d'un dossier sur la Tchécoslovaquie) : « La perestroïka est-elle un nouveau printemps de Prague ? » (5).

Emphatique (Francis Cohen) : « La perestroïka vit sa période

critique. Tout est changé et rien ou presque n'a changé. Le moment est venu de ramasser ses forces pour le grand saut dans l'inexploré » (6).

Le sujet donne même lieu à polémique — ce qui est rare dans le monde feutré de l'économie. Serge Latouche, professeur à l'université de Lille-II, avait, il y a quelques années, épinglé le « désarroi » des économistes hongrois, estimant que leur « hantise de l'économie de commandement va jusqu'à une confiance aveugle dans la « main invisible » ». La réponse hongroise est cinglante.

László Szamuely monte au créneau : « Le problème n'est pas que Serge Latouche ait lu entre les lignes, mais que pour l'essentiel il n'ait rien lu. La source de ses connaissances réside dans l'envol de sa fantaisie (...). Rien ne révèle mieux l'absence de connaissance de l'auteur que le moyen par lequel il s'efforce de démontrer l'ignorance des économistes hongrois [et leur] adhésion à la vision libérale et au paradigme néo-classique. » Ivan Szegvari, Zoltan Krasznai et Istvan Salgo prolongent l'assaut. « On peut dire beaucoup de choses de la théorie de l'économie de la pénurie, mais sûrement pas qu'elle est identique au modèle walrasien » (4).

Wladimir Andreff, professeur à l'université Grenoble-II, semble intervenir en médiateur : ne plaide-t-il pas que la provocation et le paradoxe font partie de la méthode de Latouche ? Pour

celui-ci, en effet, les propositions théoriques « ne tirent leur validité ni de l'adéquation aux faits ni d'un critère de cohérence logique. Leur validité dépend plutôt de leur capacité à révéler les présupposés métathéoriques des discours économiques que Latouche critique ». Cela ne l'empêche pas de faire ressortir ses « erreurs » et de lui reprocher, ultime pointe, de « faire le jeu des forces les plus conservatrices de la société hongroise, les plus hostiles au progrès de la réforme » (4).

Serge Latouche apporte des réponses, en homme de parfaite courtoisie, mais sa pensée est ailleurs. Il poursuit sa méditation sur ce qui me paraît être la flamme perdue de l'espérance socialiste : « La tristesse et l'ennui qui nous frappent à l'Est sont aussi les nôtres (...). Le socialisme ne pourrait-il trouver autre chose à proposer que de réformer les dysfonctionnements de la Mega-machine en introduisant une nouvelle machine plus « soft » : le marché. Le plus urgent n'est-il pas la restauration de la citoyenneté et l'introduction de dimensions non machiniques, voire non utilitaires : le politique, le social ? » (4).

Alors à quelle aune faut-il estimer les réformes en cours ? A celle du socialisme ou à celle de l'efficacité (1) économique ?

Andrew J. et Bonnie K. Matosich, analystes à la CIA — Central Intelligence Agency — étudient le secteur de la construction de machines en URSS : les mesures prises concernent aussi bien la relance de la production et la réduction des coûts que l'amélioration de la qualité, le renouvellement des lignes de produits et les avancées technologiques : c'est donc l'ensemble de l'édifice, de la base au sommet, qui est soumis à la pression de la réforme ; les changements sont indéniables, mais aussi la montée de l'anxiété, des tensions et du désarroi. Et nos deux auteurs de conclure que, si les Soviétiques sont engagés dans la bonne direction, les résultats des mesures actuelles vont être insuffisants, et il leur faudra mettre en œuvre des « réformes plus

radicales qui mettent en place un contexte de marché incluant la liberté des prix et une décentralisation plus marquée du système de planification (...) ». Or les chances que s'accomplissent des changements aussi fondamentaux sont réduites, en particulier dans les prochaines années » (7).

Alors, socialisme ? Marché ? Planification ? Capitalisme ? Impossible débat. Car chacun arrive avec ses présupposés, ses définitions, ses références et ses convictions.

Ludek Rybenik, de l'université de Reading, rappelle que, pour Marx et Engels, le communisme devait être une société sans marché ; il constate que la plupart des économistes tchécoslovaques, aujourd'hui, estiment compatibles le marché et le plan, et il évoque même la position de L. Ruzmich, pour qui « seul le socialisme peut parvenir à une véritable égalité et le marché socialiste s'approcherait ainsi de l'idéal de la concurrence parfaite » (1) ; ce qui apporte de l'eau au moulin de Serge Latouche.

Inversement, examinant la réforme économique en Chine, Charles Bettelheim, de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, constate que ce pays ne peut être qualifié de « socialiste », au sens que Marx donnait à ce terme : c'était un pays « capitaliste d'Etat » ; et aujourd'hui s'y développent « différentes autres variétés du mode de production capitaliste et un vaste secteur de petite production marchande » ; ce « système mixte » a le soutien d'une grande majorité de la paysannerie, de l'intelligentsia (notamment des technocrates) et de la haute direction du Parti (3).

Francis Cohen, lui, rejette la thèse d'un danger du retour au capitalisme en URSS : « Premièrement, l'histoire ne revient jamais sur ses pas : c'est une organisation socio-économique inédite qui se cherche actuellement. Deuxièmement, il apparaît avec certitude que tout un ensemble de rapports et de fonctionnements sociaux qui avaient été

qualifiés de capitalistes peuvent et doivent servir, sous des formes à déterminer, sous d'autres régimes » (6).

Sous quelles formes ? Sur quelles bases ? A ces questions, comme à bien d'autres problèmes fondamentaux, reconnaissons, avec J. Haba, que « l'économie politique du socialisme... ne propose pas de réponse scientifique fondée » (1).

(1) « La Tchécoslovaquie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1988, n° 3 (Éditions du CNRS, 15, quai Anatole-France, 75700 Paris).

(2) « Les derniers paris de la reconstruction économique en URSS », *Le Courrier des pays de l'Est*, novembre 1988 (31, quai Voltaire, 75340 Paris).

(3) « Markets Within Planning Socialist Economic Management in the Third World », *The Journal of Development Studies*, juillet 1988 (Frank Cass, 11, Gainsborough Road, London E11 1RS, England).

(4) « Débat autour de la réforme économique en Hongrie », *CLES — Cahiers littéraires d'économie et de sociologie*, 2^e semestre 1988 (UFR de sciences économiques et sociales, université Lille-I, 59653 Villeneuve-d'Ascq Cedex).

(5) « La perestroïka est-elle un nouveau printemps de Prague ? », *Revue politique et parlementaire*, novembre-décembre 1988 (17, avenue Garibaldi, 75017 Paris).

(6) « Le présent de la perestroïka », *Le Pensé*, septembre-décembre 1988 (64, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris).

(7) *Soviet Economy*, avril-juin 1988 (7961 Eastern Avenue, Silver Spring, MD 20910, Etats-Unis).

Kaléidoscope

«DES princes, des docteurs et des vicissitudes économiques en Europe et aux Amériques » : sous ce titre, Jean-Paul Fitoussi et Pierre-Alain Muet nous offrent un plaisant tableau de la pensée économique depuis Keynes — agréable initiation pour les néophytes, intéressant survol pour les initiés (à l'économie contemporaine) — dans la *Revue française d'économie*, automne 1988. Plus austère, dans le même numéro : « Contre le subjectivisme hayekien », par Jacques Régis.

Précédemment critique : « Les héros ne peuvent pas mourir : la science-fiction des anticipations rationnelles », *CLES (Cahiers littéraires d'économie et de sociologie)*, deuxième semestre 1988.

Dans *The Journal of Economic Perspectives* (Fall, 1988), un article de Thomas Homer sur « La contribution de James Buchanan à l'économie publique », et, pour les initiés, un dossier sur « Les propositions Modigliani-Miller trente ans après ».

Forces et faiblesses de l'économie américaine : les alliances stratégiques au sein du programme Esprit dans *Economie prospective internationale*, revue du CEPRI (Centre d'études

prospectives et d'informations internationales), premier trimestre 1989. Et sur la politique commerciale américaine, *Revue française d'économie*, automne 1988.

Encore sur l'économie américaine : industrie, change, investissements extérieurs. *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), janvier 1989 ; dans le même numéro, monnaie, croissance, interdépendances en Europe.

Echanges d'invisibles et multinationales des entreprises de services, *Revue d'économie industrielle*, troisième trimestre 1988. Banque et assurances en mutation, *Revue d'économie financière*, décembre 1988.

Productivité et qualité de l'automatisme, *Revue économique*, janvier 1989. Sur l'affaiblissement de la productivité, *The Journal of Economic Perspectives* (Fall, 1988).

La longue marche du développement, *Politique industrielle*, hiver 1989. Economie du développement : un état des lieux, *World Development*, 1988, n° 12.

L'Inde en contrastes, *Projet*, janvier-février 1989.

REVENUS 1988
CALCULEZ VOS IMPOTS
Service télématique du MONDE

36.15 LM

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT GROUPE FRANCE ET INTERNATIONAL

Grand Groupe Industriel très fortement implanté en France et aux Etats-Unis, nous sommes au tout premier plan de la compétition internationale. Notre expansion constante est le résultat d'une large diversification que nous souhaitons poursuivre et accentuer aujourd'hui.

En relation étroite avec notre Direction Générale, vous serez chargé avant tout de découvrir et d'analyser de nouvelles affaires : rachats de sociétés, opportu-

nités de diversifications notamment en France, en Europe et aux Etats-Unis. Parfaitement bilingue anglais, vous avez acquis dans ce domaine une expérience approfondie de plusieurs années. Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, et photo sous la référence 5786/LM à COMMUNIQUE, qui transmettra.

Communiqué
53, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS

Diriger notre filiale au Cameroun

PANZANI

2,5 Mds de CA,
1700 personnes, 8 usines,
6 directions régionales de
ventes. Sur des marchés
en croissance sensible, des
marques en position de
leader, PANZANI bien sûr,
mais aussi GARDIT,
PETIT JEAN, MACANL.

DIRECTEUR ADMINISTRATEUR DELEGUE

PMF Cameroun, (70 personnes) c'est une de nos filiales spécialisée dans la production de pâtes alimentaires. Implantée à Douala, la société commercialise l'intégralité de sa production sur le marché local et dans les pays limitrophes. Elle assure également la distribution des produits d'alimentation infantile.

En collaboration avec le management local, vous mettrez en œuvre une synergie de moyens destinée à améliorer la gestion de cette activité tout en planifiant le développement commercial et promotionnel sur place notre politique d'innovation et de nouveaux produits.

De formation supérieure et capable d'appréhender les impératifs industriels, vous êtes avant tout un homme de gestion, souhaitant valoriser une expérience acquise dans l'activité commerciale tournée vers la grande consommation. En outre, vous avez une bonne connaissance des marchés et du mode de vie africains.

La réussite dans cette mission vous offrira des perspectives d'évolution au sein du groupe BSN.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. PC 64 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN Service Recrutement Cadres - 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

Manager une Société neuve dans une activité de Haute Technologie :

les solutions informatiques dans le domaine de la gestion d'espaces et de la cartographie.

AGRAPH née d'échanges internationaux, constituée de capitaux français et étrangers (2,5 MF), animée de compétences de haut niveau, crée le poste de :

DIRECTEUR GENERAL

Mandaté par le Conseil d'Administration, il sera chargé de la mise en place définitive de la Société puis de l'évolution de son identité. Leader et fédérateur d'une équipe de 15 personnes environ (ingénieurs informaticiens spécialisés, Techniciens, Technico-commerciaux, dont la moitié sont en poste), il déterminera la politique et la stratégie de la Société, conduira son développement.

Vous avez l'expérience réussie d'une DGA, DAF ou Direction commerciale gestionnaire, vous avez l'habitude des contacts de haut niveau avec les grands comptes du secteur public, municipalités importantes, collectivités locales gestionnaires de patrimoine.

Vous êtes de formation type HEC, Ingénieur + IAE, moins spécialiste que fortement sensibilisé aux grands projets informatiques.

Vous êtes prêt à venir vivre à Besançon, envoyez votre candidature CV + lettre manuscrite + photo sous réf. 5918/CG à :

CERH, 26, avenue de Montparnasse,
75006 PARIS

DIRECTEUR DEPARTEMENT ZONE EUROPE

Nous sommes filiale high-tech d'un Groupe (80.000 p.) réputé mondialement pour l'excellence de son management et de ses produits.

Nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits très diversifiés et innovants. Notre croissance (15% par an) et l'engagement professionnel de nos équipes (500 p.) témoignent de notre dynamisme.

Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons un directeur département zone Europe.

Son objectif est ambitieux : s'affirmer sur le marché européen par l'intermédiaire de Grands Comptes et élargir une gamme de produits performants en coordination (R & D, Marketing et gestion) avec la structure internationale.

Le professionnalisme de son équipe et le potentiel de développement de son secteur constituent ses deux atouts.

Votre crédibilité s'appuie sur une formation commerciale de haut niveau, sur une aptitude à maîtriser parfaitement les caractéristiques d'un marché en forte progression et sur un sens du management incontesté. Vous avez les réflexes d'un responsable de centre de profit et votre expérience réussie s'est déployée sur des produits techniques et innovants.

Négociateur tenace, vous savez communiquer à tous niveaux avec confiance... et en anglais bien sûr.

Poste basé en très proche banlieue sud de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références) sous réf. 5836/LM à :

MEDIA BA, 53, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS
qui transmettra en toute discrétion.

Lectra Systèmes

Leader sur notre marché, nous sommes spécialisés dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement de haute technologie principalement pour l'industrie de la confection. Société française de dimension internationale (28 filiales à l'étranger), nous rassemblons près de 1100 personnes et réalisons 80 % de notre CA à l'exportation. Poursuivant une stratégie active de développement, nous recherchons un :

DIRECTEUR FILIALE JAPONAISE

A 30-35 ans, d'origine européenne ou japonaise et parfaitement bilingue Français-Japonais (Anglais souhaité), vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou équivalent. Vous avez une première expérience de management, à la connaissance de la commercialisation de biens d'équipement au Japon. En relation avec le directeur du corporate et avec l'appui de l'encadrement en place, vous assurerez, sur un marché en forte expansion, le développement de notre filiale, implantée depuis près de quatre ans à Osaka et qui réalise, avec 50 personnes, 50 MF de CA. Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo sous référence DFJ à LECTRA SYSTEMS S.A. Chemin du Maricot 33610 CESTAS.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ASSISTANTE, MAIS SURTOUT PARTENAIRE

Le développement de votre activité sur la région des Alpes, lié à l'ouverture de notre agence de Grenoble, nous amène à rechercher celle qui par ses qualités personnelles et son organisation sera l'image vivante du respect, de la gaieté, de la simplicité, que nous proposons à nos clients.

Nous lui proposerons de gérer notre Agence, dans son quotidien comme dans son aménagement, de réfléchir à l'ordonnement des travaux et de suggérer des méthodes. Elle assurera la préparation des réunions internes et externes, des salons et des voyages. Chargée de la tenue de nos dossiers en cours, elle sera le lien privilégié entre nos candidats, nos clients et les consultants de l'Agence. Elle utilisera en permanence la micro-informatique pour organiser et exécuter l'ensemble des tâches qui lui incombent.

Pour assumer ces responsabilités pleines et ce rôle majeur, vous devrez montrer une réelle maturité, un profond positivisme, un vrai plaisir des contacts traduits par une présentation élégante et soignée. Si vous avez un bon potentiel, votre évolution peut être possible.

Didier VANDAMME, Directeur de l'Agence de Grenoble, étudiera personnellement votre dossier (courrier manuscrit, C.V., photo), référencé DV/AS/LM.

Raymond Poulain Consultants 25 Rue Pierre Sévère 38000 GRENOBLE

Nous sommes l'un des groupes leader en électronique et nous recherchons pour l'une de nos usines notre

Responsable du Personnel

Sous l'autorité du Directeur de l'Usine avec lequel vous travaillerez en étroite collaboration pour ce qui concerne l'aspect Relations Sociales, vous prendrez en charge toute l'administration du personnel de l'usine (préparation des postes, recrutement...) et jouerez un rôle important de conseil en matière de droit du travail et de législation sociale.

Agé de 40/45 ans, professionnel de la fonction, véritable généraliste opérationnel, vous avez au moins 5 à 10 ans d'expérience similaire, en partie fondée sur les négociations avec les partenaires sociaux.

Avant d'intervenir dans un environnement industriel, vous connaissez bien le milieu de la production et vous avez exercé vos fonctions en usine, si possible dans l'électronique. Homme d'écoute et de dialogue, vous savez vous imposer par vos qualités réelles et votre leadership. La maîtrise de l'anglais lu et parlé est obligatoire. Le poste est basé dans l'Est de la France.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à YELLOW'S, Mina RICHARD, 70 rue de Ponthieu, 75008 PARIS, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

ellow's

agence de communication cherche Chef de dossier

Vous possédez

- une bonne formation générale universitaire (ou grandes écoles)
- une expérience de 10 ans dans les métiers de la communication (sauf publicité)
- une bonne culture générale
- le goût du travail bien fait
- une très bonne expression orale et écrite
- le goût de l'effort
- l'anglais écrit et parlé courant (autres langues appréciées)

Vous êtes dynamique et ambitieux, vous n'êtes pas rebuté par les problèmes économiques, scientifiques, techniques ou sociaux complexes ?

Envoyez lettre manuscrite et CV détaillé avec photo sous n° 7096 : LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 Paris.

Grand groupe français à forte vocation internationale recherche pour une de ses divisions (plusieurs milliards de Francs de C.A.) deux

JURISTES

- Le premier aura une expérience de 3 à 5 ans dans la rédaction et la négociation de contrats internationaux, la connaissance des problèmes de propriété industrielle étant un plus. Anglais courant indispensable.
- Le second aura une expérience de 1 à 2 ans dans le droit des sociétés et prendra en charge la vie sociale d'un certain nombre de filiales.

Le dynamisme du groupe et l'importance grandissante du rôle des juristes en son sein devraient permettre une évolution très intéressante pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 9829 à ORGANISATION ET PUBLICITE, 2 rue Marengo 75001 Paris qui transmettra.

LEADER DANS LE DOMAINE DU RNIS RECHERCHE

Pour la conception et le développement d'importants projets de TELECOMMUNICATIONS et d'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (RNIS, Traitement d'images, RLE-RLI)

DES INGÉNIEURS OU UNIVERSITAIRES
DIPLOMES EN INFORMATIQUE ET ELECTRONIQUE

Justifiant d'expérience dans les systèmes TEMPS REELS et dans la connaissance des réseaux de la gamme TRANS et NUMERIS (Protocoles S, SM7 du CCITT Blue Book)

Envoyer CV à l'attention de M. MERED
SCII S.A. 11 bis rue de Presbourg 75116 PARIS

45 00 45 40

مركزنا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNES HEC - ESSEC - SUP DE CO

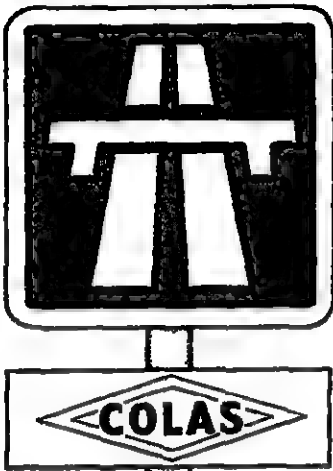
DEPASSEZ VOUS! GEREZ UNE DE NOS PME

Colas, leader européen des travaux routiers, c'est déjà 21.000 personnes, un CA de 10 Md de francs, une présence dans près de 40 pays mais c'est également un groupe en forte expansion.

Venez vivre cette croissance avec nous !

Intégré dans un centre de profit, jouissant d'une large autonomie, vous en deviendrez rapidement :

- le gestionnaire
- le responsable des Ressources



La route avance

Humaines, et l'interface entre l'ensemble du personnel et votre chef de centre.

Votre évolution au sein du groupe ? Elle passera à terme par des responsabilités élargies auprès de nos filiales françaises et étrangères.

Nous attendons votre dossier de candidature (lettre, CV...) sous réf. M 68, à l'attention de Gisèle Mularski, Colas - 39 rue du Collège - 75008 Paris.

Groupe international bientôt 1 milliard de CA, 75% des ventes à l'exportation, fabricant et distributeur ses produits dans le monde entier à travers ses propres filiales et un réseau de distributeurs, recherche pour faire face à sa rapide expansion, un

RESPONSABLE DU MARKETING INTERNATIONAL

Rattaché à la Direction Générale, il sera responsable du développement, de la mise en œuvre et du suivi du plan marketing du groupe. Il devra s'assurer en particulier du bon équilibre entre les différents éléments du marketing mix, les impératifs financiers et de production et l'environnement extérieur (clients finaux, distributeurs ou filiales) en vue de maximiser le profit. Il sera assisté d'une équipe de chefs de produits et d'un secrétariat comportant un bon outil informatique. Ce poste conviendrait à un professionnel du marketing, d'une formation supérieure (ingénieur ou grande école de commerce), âgé de plus de 30 ans, capable de travailler indifféremment en langue anglaise, française ou allemande et prêt à s'impliquer totalement dans un challenge offrant des perspectives de carrière extrêmement intéressantes pour un candidat de valeur. Le lieu de travail se situe en France dans une province agréable, mais 40% du temps sera consacré à des déplacements de courte durée en Europe, aux Etats Unis et en Asie. La rémunération négociable en fonction du candidat, sera de toute façon satisfaisante.

Merci de nous envoyer votre C.V., photo et rémunération actuelle, sous référence 7540-M à Mamrégies, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

3 grandes vedettes vous dévoilent les raisons de leur succès : tradition, haute technologie, efficacité industrielle et dynamisme commercial. MAMIE NOVA, ELLE & VIRE, MEULE D'OR : 3 marques de vitalité et potentiels d'avenir. 6000 hommes et femmes par leur cohésion, leur professionnalisme, leur imagination, construisent avec passion l'avenir du premier groupe laitier français (9,6 milliards de CA, 16 % à l'export).

AVEC
MAMIE NOVA
ELLE & VIRE
MEULE D'OR

Pour s'adapter avec succès aux évolutions de son environnement national et international, l'ULN développe une politique de Ressources Humaines ambitieuse et novatrice. La formation, la communication et la responsabilisation sont les 3 axes prioritaires de cette politique.

RESPONSABLE DE FORMATION

Vous êtes directement rattaché à la Direction des Ressources Humaines et de la Communication du Groupe. Conçu comme un véritable outil de management, la politique de formation novatrice que vous élaborerez sera votre apport essentiel aux orientations de la politique R.H. :

- Vous mettez en place les programmes de formation que vous avez conçus et dont vous avez la responsabilité budgétaire
- Vous êtes le coordinateur et l'animateur des correspondants "formation" des différentes entités du groupe. Dans ce cadre, vous centralisez l'information sur la formation
- Vous assurez le suivi qualitatif des actions de formation
- Vous animez directement une équipe de 10 personnes.

Vous êtes de formation supérieure avec une expérience réussie d'au moins 5 ans dans une fonction similaire.

Lieu de travail : Conde-sur-Vire (prox. Caen).
Merci d'adresser CV + lettre de motivation à Ph. Pastre - Département Gestion des Cadres - Recrutement - ULN - 50890 Conde-sur-Vire.

ULN

UNION LAITIÈRE NORMANDE

NOVA

EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES
HAUTE TECHNOLOGIE
1500 PERSONNES

Mondialement connue, notre société qui se caractérise par son savoir-faire dans la conception et la réalisation d'équipements électroniques très sophistiqués, recrute pour faire face à son développement, un

Chef du Service des Ressources Humaines (350.000 F)

En étroite collaboration avec le Directeur des Ressources Humaines dont il dépend, il participe à la définition des politiques de l'emploi, de la formation, des rémunérations pour l'ensemble de la Division (2600 personnes) et met en œuvre ces politiques pour l'une des unités industrielles (1500 salariés dont 900 ingénieurs) dont il est le Responsable des Ressources Humaines.

Animant une équipe de 16 personnes dont 4 cadres, il couvre la totalité des responsabilités de la Fonction Personnel de l'établissement situé dans le très proche banlieue Sud de Paris. Il assiste le Directeur de l'établissement dans les relations partitaires. Il joue aussi le rôle de consultant interne au niveau des Ressources Humaines pour l'ensemble de la Division.

De formation supérieure (Grandes Ecoles, Sciences Sociales, DESS, etc.), il a une expérience réussie de l'ordre de 8 ans dans la Fonction Personnel. C'est donc nécessairement un véritable professionnel dans ce domaine.

Ce poste passionnant ouvre des perspectives d'évolution dans un groupe en expansion pour un candidat à fort potentiel. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence 1039 et un numéro de téléphone à Guy POSTEL, Conseil, BP 19, 06480 LA COLLE SUR LOUP.

Toute discrétion est garantie.



Guy Postel

MID

Micro Informatique Diffusion

Société au tout premier rang des distributeurs IBM et Apple en France
— 4 Agences Régionales
— 100 personnes
— 150 millions de CA/an

Pour renforcer sa structure technique et commerciale
Pour faire face à sa très forte croissance
Pour prendre la responsabilité à moyen terme de ses nouveaux départements, branches d'activité, points de vente

RECRUTE

INGENIEURS TECHNIQUES

INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX

INGENIEURS COMMERCIAUX

- Formation BAC + 5 "Ingénieurs Grande Ecole"
- Débutant ou quelques années d'expérience
- De solides connaissances dans plusieurs des domaines suivants : Micro-informatique Apple ou IBM - Système d'exploitation - Langages - Réseaux - Télécom - Calcul scientifique - Gestion - PAO - DAO

Si l'engagement personnel, la prise de responsabilité, le contact avec une clientèle variée, professionnelle et de haut niveau, l'évolution au sein d'équipes jeunes et motivées vous tentent, envoyez selon votre région lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à

MID

Mr SAMMUT - 5, Allée Cassard
44000 NANTES

Mr LEGARDEUR - 18, Place Pey Berland
33000 BORDEAUX

Mr DE LONGEVILLE - 12, Place Jules Ferry
69006 LYON

Service du Personnel - 96, Boulevard Richard Lenoir
75011 PARIS

Responsable de la communication
et des relations extérieures



Dynamique, la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOURS ET D'INDRE ET LOIRE, participe par ses actions à la promotion de la Touraine et à la réussite de ses entreprises.

Collaborateur direct du Directeur Général, vous définissez et mettez en œuvre la politique de communication. Vous contribuez à diffuser auprès de nos partenaires une image globale et cohérente de notre organisme et de ses produits.

De formation Sup de Co ou Sciences Po, vous exercez une responsabilité communication dans une entreprise industrielle. Vous êtes une force de proposition grâce à vos qualités d'imagination et de créativité. Homme ou femme de contact, vous aimez rédiger : la communication est votre métier.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo) sous réf. JB/102 à J. BEGUIN

CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - AJAUX - ANGERS - NANTES - CLERMONT-FERRAND - CASTRES - ANGERS - AUCH - TOULOUSE - BREST - NICE - NOY - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

LUSINE
NOUVELLE

Recherche pour son Mensuel
"TECHNOLOGIES"

JOURNALISTE-SECRETAIRE DE REDACTION

- Titulaire carte de presse depuis plus de 5 ans.
- Formation technique ou expérience presse-professionnelle souhaitée.
- Pratique du travail sur système informatique.

CEP

GROUPE
USINE
NOUVELLE

Adresser C.V. et prétentions :
Marc CHABREUIL
Rédacteur en Chef "Technologies"
L'Usine Nouvelle
59, rue du Rocher
75008 PARIS.

SOMMAIRE

■ A l'occasion des négociations qu'il a menées à Washington, M. Andriessen, vice-président de la Commission européenne chargée des relations extérieures, a constaté l'« esprit ouvert de la nouvelle administration américaine » dans les conflits commerciaux transatlantiques (lire ci-dessous).

■ Après une décennie de crise, la marine marchande mondiale profite de vents plus favorables, provoquant un raffermissement des prix du fret et des navires (lire page 24).

■ Sur un marché en forte croissance et de plus en plus concurrentiel, Lazard Frères reste la première banque-conseil française (lire page 24).

■ Le Centre des jeunes dirigeants (CJD) teste, dans certaines entreprises petites et moyennes, son idée de « conseil d'entreprise » qui assume toutes les fonctions de représentation des salariés (lire page 24).

A l'issue du séjour de M. Andriessen (CEE) à Washington

Américains et Européens décident un gel des hostilités dans la « guerre des hormones »

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Dimanche, à son retour de Washington, M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission européenne chargée des relations extérieures, a tenu des propos très rassurants quant à la volonté de la nouvelle administration américaine de régler par la négociation les différends agricoles, sectoriels ou de portée générale, qui opposent les États-Unis à l'Europe. De fait, au cours de leurs entretiens de vendredi et de samedi, les négociateurs européens et américains (1), sans rien régler sur le fond, ont approuvé une série de décisions de procédure qui semblent témoigner de leur souci d'atténuer les tensions agricoles transatlantiques.

C'est vrai du conflit qui oppose les États-Unis à la CEE à propos de l'embargo que celle-ci a décrété depuis le 1^{er} janvier 1989 sur la commercialisation et donc sur l'importation de viande aux hormones. Les deux parties se sont prononcées pour un gel des hostilités de soixante-quinze jours, le temps pour les experts d'essayer de trouver des solutions techniques qui régissent la limite ou au moins en atténuent la portée. Durant cette trêve, les États-Unis maintiendront les représailles

commerciales qu'ils ont mises en œuvre depuis le 1^{er} janvier afin de protester contre la directive communautaire interdisant la viande aux hormones, qu'ils estiment dénuée de justification en termes de santé publique, et donc d'inspiration protectionniste. La CEE maintiendra de son côté, la plainte qu'elle a déposée devant le GATT (l'Organisation de surveillance du commerce international) contre ces mesures sanitaires américaines. Les ministres des affaires étrangères des Douze qui se sont réunis lundi ont, comme le suggère M. Andriessen, différé une fois de plus la mise en œuvre de contre-représailles européennes.

Celles-ci, qui sont prêtes depuis décembre, porteraient, comme les représailles américaines, sur un volume de commerce de 100 millions de dollars (630 millions de francs) et viseraient les ventes américaines à la CEE de soixante et de fruits séchés.

Durant la trêve de soixante-quinze jours, les experts des deux parties examineront comment faire pour réduire le préjudice subi par les États-Unis du fait de la directive. Le quota d'importations de la CEE de viande de qualité américaine (sans hormones), qui est de 10 000 tonnes, pourrait être doublé. Les experts pourraient examiner dans quelles conditions les négocia-

tants américains pourraient s'engager à livrer à la CEE des viandes provenant de bêtes non traitées (les abats représentent la plus large part des exportations américaines de viande vers les Douze). Le seul fait que les États-Unis acceptent de se prêter à ce type de recherche semble signifier qu'ils sont plus ou moins résignés au maintien de la directive communautaire.

« Désescalade »

Mais la « désescalade » selon l'expression de M. Andriessen, pourrait s'étendre au différend d'une portée beaucoup plus vaste qui concerne la manière de réformer les politiques agricoles afin de parvenir, sur un plan mondial, à un meilleur équilibre entre l'offre et la demande. Ce différend bloque le déroulement normal de l'Uruguay Round depuis la session ministérielle à « mi-parcours » tenue en décembre à Montréal, et menace de dégénérer en guerre commerciale si une solution n'est pas trouvée lors de la session de repêchage qui a été fixée début avril à Genève.

Samedi, à Washington, Européens et Américains ont décidé de se rencontrer parallèlement aux discussions d'experts qui ont lieu dans le cadre du GATT, à plusieurs reprises d'ici avril de façon bilatérale afin de rapprocher les points de vue. Un

accord signifierait une réduction des soutiens accordés par les uns et les autres à leurs agriculteurs. Les États-Unis visent surtout les subventions que la CEE prend en charge pour exporter vers les pays tiers. La CEE veut parvenir à un partage plus équilibré des sacrifices et entend qu'il soit tenu compte des efforts de baisse des prix qu'elle a déjà consentis depuis qu'elle a commencé à réformer la politique agricole commune.

C'est là une matière difficile mais, à force d'en parler, de mieux en mieux maîtrisée. Un compromis est donc sans doute possible si les États-Unis renoncent à vouloir purement et simplement imposer leur point de vue aux Européens.

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier les commentaires de M. Andriessen sur l'« esprit ouvert de la nouvelle administration », sur « l'environnement très favorable à une coopération efficace » et sur l'impression particulièrement positive que lui a faite M^{me} Clara Hills.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(1) M. Andriessen était accompagné de M. Ray Macharry, le commissaire chargé de l'agriculture; la délégation américaine était conduite par M^{me} Clara Hills, qui assume la fonction de représentant du président pour les négociations commerciales, et M. Clayton Yeutter, le secrétaire à l'agriculture.

L'expérience des « Villages centres »

L'obsession congolaise de l'autosuffisance alimentaire

Les récentes négociations de Brazzaville sur le renouvellement de la convention de Lomé qui associe la CEE à soixante-six États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), ont mis l'accent sur « l'ajustement structurel » des économies du tiers-monde. Cette formule, quasi magique, à l'instar du fameux « nouvel ordre économique international » d'il y a une quinzaine d'années, suppose aussi un accroissement substantiel des productions vivrières.

LOUENGO
de notre envoyé spécial

A Brazzaville la route du Sud, la nationale 2, conduit à Pointe-Noire. Un cinquantaine de kilomètres d'asphalte dentelé, souvent recouvert de terre, précèdent la voie de latérite. « C'est une route financée par la Banque mondiale », explique Ambroise, notre accompagnateur. Encore 50 kilomètres de virages serrés, de freinages brusques et de fortes secousses avant d'arriver sur la piste rurale. « Celle-là, nous l'avons ouverte nous-même mais elle est meilleure, bien qu'elle soit simplement faite de notre terre jaune », constate, pas peu fier, notre guide.

Malgré les promesses de Fabrice, le chauffeur du classique mini-bus — Mazda ou Toyota —, il aura fallu plus de trois heures pour atteindre Louengo (région du Pool) distante de moins de 120 kilomètres de la capitale. « Pendant la saison des pluies, nous ne serions peut-être pas arrivés aujourd'hui », relève Ambroise.

Sur place, l'accueil est assuré par M. Henri Okemba, directeur du pro-

gramme « Villages centres », entouré d'une dizaine de Français de l'Association des volontaires du progrès (AVP). Le village, constitué de bâtiments montés en briques de terre et recouverts de tôles ondulées, compte quatre cents habitants. « Pourquoi n'avez-vous pas conservé les toits traditionnels de chaume ? », Presque désaiguillé, le volontaire du progrès répond : « C'est bien une question d'Europe. Le chaume ne résiste pas plus de deux ans sous l'équateur. De toute façon, ce sont eux qui veulent de la toile ondulée, parce que c'est plus moderne. »

Bordé par un terrain de football, le hameau dispose des unités classiques : école, dispensaire, latrines. L'innovation, c'est la case polyvalente qui sert de bibliothèque, de salle de réunion et parfois de cinéma. Elle permet, selon Elisabeth, responsable de l'animation, de sortir de leur isolement les habitants des villages satellites qui préfèrent demeurer près de leurs champs. L'approvisionnement en eau potable est aussi un objectif essentiel du plan congolais. La pompe à main trône au centre du village. « S'en

servent-ils ? ». « Trop, même, déplore le volontaire français, ils font également leur lessive avec l'eau de la source. »

La visite des champs de manioc, la principale production de la région, montre à l'évidence la difficulté du relief. L'ascension d'une seule des collines verdoyantes et escarpées se succédant en rangs serrés illustre de manière précise ce que signifie le « désenclavement » dans cette région.

Chiffres flatteurs

Le cas type est celui de Jean Bruno, « parti à Brazzaville pour faire le voyage, mais qui est revenu au village natal ». La culture du manioc lui permet de gagner 88 000 F CFA (1 760 F) par mois. Pour expliquer ses gains élevés, il indique que, pendant la saison des pluies, il fait sécher sa production dans une serre (armature en bois local recouverte d'une toile de plastique) : « Le prix du fufou (farine de manioc) double à cette époque. »

De son côté, François, le responsable local de l'AVP, affiche des chiffres flatteurs : « En l'espace de trois ans, le volume de commercialisation du manioc produit dans la zone est passé de 225 tonnes à 900 tonnes grâce à l'amélioration des pistes qui permet quatre ramassages par an au lieu de deux. »

Sur le chemin du retour, à proximité du village, un hangar de petite dimension suscite la curiosité : la coopérative de production d'huile d'olive. A l'époque coloniale, il y avait une usine. Aujourd'hui, le but est de produire des quantités destinées à la consommation locale. Mais, pour l'instant, la coopérative ne dispose que d'une seule presse à main.

Pen importe. La fête africaine reprend ses droits : chants, danses traditionnelles et festin transporté depuis Brazzaville. Georges, le chef du village, intervient en dialecte local (le lary) mais son discours prononcé sur un ton décidé, est compréhensible lorsqu'il lance : « Vive la France ». M. Okemba, traducteur bénévole, rectifie le tir : « Vous savez, pour lui, la France, c'est l'Europe. »

Au-delà des petites ou grandes ambiguïtés, il semble évident que la volonté du Congo de fixer les familles paysannes sur leurs terres ne répond pas seulement au souci de réduire le déficit alimentaire qui fait l'objet d'un des slogans favoris du régime : « L'autosuffisance alimentaire en l'an 2000. » Avec la chute des prix du pétrole, l'État n'a plus les moyens d'entretenir une administration pléthorique et des services publics trop coûteux.

« Le gouvernement congolais se trouve dans l'obligation de dégraisser les effectifs », affirme un haut fonctionnaire de la CEE qui prévoit : « Il sera très difficile de faire revenir les gens dans leur région d'origine, mais il est possible de stopper l'émigration vers Brazzaville et Pointe-Noire. » En somme, les slogans passent mais les profonds déséquilibres de l'Afrique demeurent, lorsqu'ils ne s'aggravent pas.

MARCEL SCOTTO.

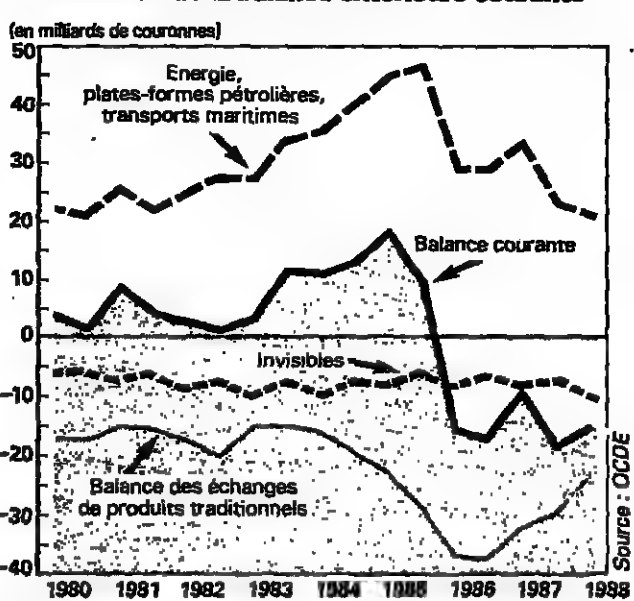
Un rapport de l'OCDE

La Norvège doit épargner sa rente pétrolière

De réels progrès mais il reste beaucoup à faire. Telle est en résumé l'appréciation portée par l'OCDE sur la politique d'ajustement économique suivie par la Norvège depuis maintenant trois ans. A elle seule, l'évolution de la balance des paiements courants illustre le handicap à surmonter. Les effets conjugués de la chute spectaculaire des recettes norvégiennes dues à l'effondrement du prix du pétrole en 1985 et 1986 et d'une « phase aiguë » de surchauffe ont fait basculer les comptes exté-

rieurs du pays d'un excédent équivalent à 5,5 % du produit intérieur brut à un déficit de 6,5 % en 1988. Depuis lors, une gestion délibérément restrictive et le dynamisme de la demande internationale ont permis de redresser la situation. La progression en volume des exportations a sans doute été supérieure en 1988 aux 7,5 % enregistrés l'année précédente pour les biens hors pétrole, gaz et navires. Parallèlement, la rigueur a porté ses fruits et la stagnation de la demande interne a permis de diminuer les importations d'environ 5,5 % et pour la seconde année consécutive. Le déficit de la balance des comptes courants, gonflé par le service d'une

Evolution de la balance extérieure courante



rental s'annonce coûteuse et les interrogations demeurent sur la possibilité de substituer le gaz au pétrole comme source de revenu national. Dans ces conditions, l'OCDE estime souhaitable d'épargner une partie de la rente pétrolière tout en recherchant un excédent de la balance des comptes courants grâce à l'amélioration de la compétitivité des produits non pétroliers. Un objectif qui exige une modération des salaires et la poursuite d'une grande rigueur budgétaire pour limiter le recours à l'emprunt.

(1) 1 couronne norvégienne = 0,94 FF.

Selon M. Haussmann, ministre de l'économie

La croissance allemande sera supérieure à 2,5% en 1989

La croissance dépassera cette année en RFA le cap des 2,5%, a déclaré le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Helmut Haussmann, à l'occasion de l'inauguration de la foire de printemps de Francfort. Le ministre, qui a lancé une mise en garde contre une surévaluation de l'inflation au vu des derniers indices (une progression de 2,6%

sur douze mois en janvier dernier), s'est déclaré confiant. Non seulement les prévisions gouvernementales — une expansion de 2,5% du revenu national — lui paraissent désormais trop pessimistes, mais il prévoit la création de cent cinquante mille emplois en 1989 permettant au nombre de chômeurs de revenir en deçà de 2 millions.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ELYSEE INVESTISSEMENTS S.A. Assemblée Générale Extraordinaire et Ordinaire du 31 Janvier 1989

Les actionnaires d'Elysée Investissements S.A. se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire et Ordinaire le mardi 31 janvier 1989 sous la présidence de Monsieur Dominique de la Martinière.

L'Assemblée Générale Ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1988 qui se sont soldés par un résultat net de 55.540.970 francs qui a été intégralement affecté aux réserves. Sur la proposition d'un actionnaire, l'Assemblée Générale a donné quitus de sa gestion au Conseil d'Administration sortant.

L'Assemblée a décidé de mettre en paiement le 8 février 1989 un dividende net de 0,40 franc par action prélevé sur le report à nouveau. Ce dividende n'ouvrira pas droit à un avoir fiscal mais relèvera pour la dernière fois du régime des dividendes versés par les sociétés de capital risque. Chaque actionnaire pourra opter jusqu'au 8 mars 1989 pour le paiement en actions de son dividende. Les nouvelles actions seront émises au prix de 20,33 francs. A l'issue de l'Assemblée, la Société Valorigest, principal actionnaire d'Elysée Investissements, a indiqué qu'elle demandera le paiement de son dividende en actions.

Deux nouveaux administrateurs ont été nommés : la Société Valorigest et l'O.F.P. - Omnium Financier de Paris.

Le rapport annuel 1988 est à la disposition du public au siège social, 80 rue Taibout, 75009 Paris.

Les premiers succès de l'aide aux petites entreprises

Créée en 1986 pour promouvoir la création de petites entreprises exigeant des investissements de 500 000 à 5 millions de dollars, l'Africa Project Development Facility (APDF) estime avoir rempli son contrat et apporté une double démonstration : « Contrairement à ce que certains pensaient, il existe des entrepreneurs en Afrique et des projets viables ». Ce constat de Pierre-Claude Damiba, directeur pour l'Afrique du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) devrait valoir aux responsables de l'APDF un accueil favorable lorsqu'ils plaideront, les 20 et 21 février à Abidjan, en faveur

d'une prolongation et d'une extension du programme. Ce dernier qui a réuni 18,2 millions de dollars grâce au concours du PNUD, de la Banque africaine de développement et de la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale, et de quatorze pays, prend fin en juillet 1990.

L'expérience des deux dernières années tend pourtant à confirmer de rudes obstacles, notamment en Afrique de l'Ouest et du Centre. La tradition industrielle et bancaire y est moins forte qu'en Afrique du Nord ou australe. La crise financière y est

plus profonde, aussi. Les banques, entraînées dans le dédale des pouvoirs publics, ne peuvent remplir leur rôle. Cette situation exige une réflexion d'urgence sur de nouveaux types d'intermédiaires financiers, selon M. Damiba. Drainer l'épargne traditionnelle par la création de mutuelles de crédit constituerait une première approche. En attendant de connaître le sort de l'APDF, ses responsables soulignent qu'en ayant soutenu vingt-huit projets l'an dernier pour un coût global de 45 millions, ils ont permis la création de deux mille emplois. Un début modeste mais prometteur : 217 opérations sont actuellement à l'étude.

Économie

SOCIAL

Le CJD poursuit « clandestinement » l'expérimentation du « conseil d'entreprise »

L'avenir des institutions représentatives du personnel nourrit la réflexion des organisations patronales. La commission sociale du CNPF avait adopté, en janvier 1988, un rapport de son vice-président, M. Yves Lemoine, sur la représentation collective des salariés. Selon ce document, sur lequel le conseil exécutif du CNPF ne s'est toujours pas prononcé, une « institution unique » du personnel (regroupant les délégués du personnel, le comité d'entreprise, les délégués syndicaux, etc.) serait créée dans les entreprises de moins de 300 personnes. « Il y aurait donc moins de gens — mais toutes les fonctions continueraient d'exister — et moins d'heures de délégation superposées », confiait M. Lemoine à l'Entreprise il y a quelques semaines. Cette institution unique aurait « le pouvoir de signer des accords d'entreprise ».

Compétence pour négocier

Le Centre des jeunes dirigeants (CJD), qui était à l'origine de cette réflexion, a actualisé son propre projet de conseil d'entreprise (Le Monde du 15 juin 1988), dont l'objet est de « réunir les attributions de l'ensemble des institutions actuelles de représentation du personnel au sein d'une assemblée unique ». Ce « conseil d'entreprise » serait possible dans toutes les entreprises, « quelle que soit leur taille ». Une disposition du code du travail devrait permettre de « déroger aux textes législatifs et réglementaires relatifs aux instances de représentation » pour le mettre en place. Les entreprises pourraient donc choisir entre le système actuel ou le conseil d'entreprise, en accord avec les syndicats.

Le fondement de notre projet, c'est le dialogue et la négociation, nous a assuré M. Jacques Chaize, président du CJD. On a voulu agir dans un esprit d'ouverture et de simplicité. Les membres du conseil d'entreprise seraient élus par le personnel pour trois ans renouvelables. « Les organisations syndicales représentatives garderaient le monopole de présentation des candidatures au premier tour des élections... ». On a gardé le monopole syndical sans état d'âme », souligne M. Chaize, qui ajoute : « La règle du jeu n'est pas éliminatoire pour les syndicats. Il s'agit un peu de raviver la flamme ».

Ce conseil recevrait les attributions des instances auxquelles il se substituerait : délégués du personnel, comité d'entreprise, comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Mais, surtout, « il aurait compétence pour négocier des accords d'entreprise avec le chef d'entreprise, sur la base de la majorité des membres élus présents », alors que, actuellement, c'est avec les délégués syndicaux que le chef d'entreprise doit négocier (notamment dans le cadre de l'obligation légale annuelle). Pour autant, la section syndicale d'entreprise, pour laquelle le CJD s'était battu avant 1968, subsisterait, mais les délégués syndicaux devraient être « désignés par les organisations syndicales représentatives parmi les membres élus du conseil d'entreprise ». Chaque élu disposerait d'une formation de cinq jours par an.

L'un des fondements du projet de conseil d'entreprise du CJD est qu'il supprime toute notion de seuil d'effectifs. « Cette notion de seuil, explique M. Chaize, est arbitraire. Il y a un effet pervers des seuils qui entraîne une rigidité dans la représentativité. Il y a un million et demi d'entreprises qui n'ont pas de comité d'entreprise. Il s'agit aussi, dans la perspective de 1993, d'aller dans le sens d'une plus grande harmonisation européenne des institutions de représentation du personnel. »

Notre projet n'est pas bouclé, ajoute M. Chaize. On continue de l'expérimenter. Déjà plusieurs dizaines d'entreprises (autour de quatre-vingts) ont mis en œuvre — en veillant généralement à ne pas utiliser l'expression pour rester en conformité apparente avec la loi — des conseils d'entreprise. Plusieurs accords ont été signés dans ce sens la plupart du temps avec la CFDT et parfois avec la CGC. « Dans la majorité des cas, indique le président du CJD, les inspecteurs du travail sont plus que favorables à notre démarche. Mais le risque qui nous guette, c'est celui de la clandestinité ».

Toutes les lois ne changeront rien à la volonté de dialogue et à l'esprit d'innovation, affirme M. Chaize. Il faut d'abord que notre démarche soit pédagogique. Le CJD a mis en place « un module » qui doit permettre à des entreprises de se lancer dans l'expérimentation tout en respectant la loi. Mais, d'ores et déjà, il a tiré la conclusion que le conseil d'entreprise nécessitait « un minimum de formation au dialogue social » de la part des dirigeants.

Sa pédagogie, le CJD l'exerce aussi auprès des organisations syndicales. M. Chaize a ainsi rencontré récemment M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, M. Marcel Lalonde, secrétaire confédéral de FO, et de M. Paul Marchelli, président de la CGC. Il en a tiré la conclusion que « les syndicats sont globalement hostiles à des mesures remettant en question leurs prérogatives formelles même si certains sont favorables à une modernisation des instances de dialogue dans l'entreprise ».

« Votre projet m'intéresse »

N'étant pas considéré comme une organisation patronale représentative, le CJD n'est pas habilité à négocier son projet. Mais il tente aussi de sensibiliser les pouvoirs publics. Un an avant d'être premier ministre, M. Michel Rocard avait écrit au CJD : « Votre projet m'intéresse ». Il y voyait « une base intéressante pour une négociation destinée à améliorer dans les entreprises moyennes et grandes l'efficacité du dialogue social et à l'étendre aux petites ». Mais il jugeait aussi la mise en œuvre du conseil d'entreprise « complexe et délicate », le projet du CJD revenant sur « certains principes fondamentaux du droit du travail » confirmés par les lois Auroux de 1982. Impasse ?

Il faut que le dialogue social soit engagé de façon claire », souligne M. Chaize en ajoutant que, chez nous, ceux qui en parlent sont aussi ceux qui le font ».

MICHEL NOBLECOURT.

REPÈRES

Production industrielle

Recul en Grande-Bretagne...

La production industrielle a reculé de 1,8 % en décembre 1988, annonce l'Office central des statistiques britanniques, mais enregistre une progression moyenne de 1,5 % sur l'ensemble de l'année. Le recul de décembre est essentiellement imputable à une forte baisse de la production du secteur énergétique par ailleurs, la dernière enquête de la Confédération de l'industrie britannique fait état d'une baisse des commandes passées à l'industrie.

... vive hausse au Japon

L'indice japonais de la production minière et manufacturière a augmenté de 0,9 % au Japon en décembre, annonce le ministre du commerce international et de l'industrie

(MITI). Ces chiffres définitifs recouvrent une révision en hausse, due à la forte croissance de la production de whisky avant l'entrée en vigueur de la réforme sur la taxation des alcools.

Privatisations

Première opération au Portugal depuis 1974

Le gouvernement portugais de centre-droite a dévoilé, le 17 février, les modalités de la première privatisation depuis la « révolution aux œillets » de 1974. Cette opération portera sur la vente partielle au public de la brasserie Unicer, qui produit la bière blonde la plus populaire du Portugal. Trois millions deux cent mille actions, environ, seront mises en vente, dont la moitié au public, au prix de 2 500 escudos par titre (100 F), un tiers du total aux salariés et le reste à des petits investisseurs et à des ressortissants émigrés. L'Unicer a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de près de 550 millions de francs.

AFFAIRES

Après une décennie de crise

La marine marchande mondiale enregistre une nette reprise

Finies, les jérémiades qu'on avait l'habitude d'entendre depuis près de dix ans, inlassablement, chez la plupart des armateurs. Aujourd'hui, la conjoncture, sans être au beau fixe, s'améliore chaque jour et, pour reprendre le vocabulaire des boursiers, la tendance du marché est à la fermeté. Bref, la marine marchande mondiale, et les navires français avec elle, a le vent en poupe.

Plusieurs indices illustrent une reprise qui se manifeste depuis la fin de 1987. Le tonnage de la flotte mondiale progresse légèrement, ainsi que le volume des navires en commande. Parallèlement, alors qu'en octobre 1986 les pétroliers désarmés représentaient au total 16 millions de tonnes, deux ans plus tard, ce chiffre tombait à 4,5 millions de tonnes.

Les armateurs et les propriétaires de bateaux qu'ils utilisent pour eux-mêmes ou qu'ils louent sur le marché mondial trouvent facilement des marchandises à transporter, alors qu'en 1985 et 1986, ils ne savaient que faire de leurs bâtiments. Du coup — les besoins maritimes exprimés en tonnes par mille parcoures s'étant accrues de 6 % l'an dernier — le taux des frets, c'est-à-dire le prix du transport maritime, s'est vivement raffermi : davantage d'ailleurs dans le secteur des marchandises en vrac comme les céréales ou le minerai, le pétrole et le gaz que dans le domaine des conteneurs. Un cargaison de blé ou de charbon qui était cotée à l'indice 150 au milieu de 1986 passait à 230 un an plus tard et à 340 pendant l'été 1988.

Les prix des navires neufs ou usagés connaissent en consé-

quence la même embellie. Un pétrolier neuf de 80 000 tonnes valait 26 millions de dollars en octobre 1987 et 33 un an plus tard. Un gros cargo de 120 000 tonnes, âgé de cinq ans, servant au transport de minerai de fer entre le Brésil et le Japon, qui était acheté 19 millions de dollars à la fin de 1987, grimpeait à 27 à la fin de l'an dernier. « On voit des armateurs qui décident, par exemple, d'acheter un navire en octobre et de le revendre trois mois plus tard, avant même de l'avoir complètement payé, en faisant un substantiel bénéfice », explique le courtier Pierre Jourdan Barry, président de Barry Rogliano Salles. « C'est très fréquent en Scandinavie, notamment de la part de petits investisseurs qui se groupent pour acheter chacun une part d'un navire et qui y sont incités fiscalement ».

Une flotte vieillie

Sans doute ce retour de la bonne brise est-il dû à la reprise de la croissance dans le monde après une longue période de crise. Une crise qui a duré une décennie et qui s'est manifestée à la fois par des faillites d'armateurs, parfois illustres, en Europe, aux États-Unis et au Japon, par des licenciements (1), des envois de pétroliers et de vieux cargos chez les ferrailleurs de Taiwan, de Corée ou du Pakistan et par des transferts de bateaux, surtout de la part d'armateurs européens et japonais, sous des pavillons plus économiques, voire de complaisance.

Longtemps engourdie dans la crise, exagérément disproportionnée par rapport au volume des marchandises à acheminer, la flotte mondiale, malgré des démolitions massives, a vieilli. Elle représente grosso modo le même tonnage qu'en 1978, mais si, à cette époque, les deux tiers du total des navires avaient moins de dix ans, aujourd'hui le pourcentage est tombé à 37 %. Le besoin d'un renouvellement des flottilles dans toutes les catégories de navires se fait donc de plus en plus pressant, à moins que les armateurs, les transitaires ou les expéditeurs s'accommodent de faire voyager leurs marchandises sur de vieux rafiot de roman et d'embaucher des équipages du tiers-monde exploités dans des conditions parfois honteuses (2).

Certaines compagnies maritimes, escomptant que la reprise pourrait être durable et redoutant une hausse encore plus marquée des prix des navires (car le nombre des chantiers navals en Europe et en Asie s'est fortement contracté depuis trois ans) n'hésitent pas à investir, parfois même au-delà de leurs propres besoins prévisibles. Mais les armateurs, s'ils sont chefs d'entreprise et gestionnaires, n'en sont pas moins joueurs et spéculateurs au sens propre du terme. Le groupe néerlandais Nedlloyd vient d'annoncer son intention d'investir 1,5 milliard de florins entre 1991 et 1994 dans la construction de quinze grands navires. L'armateur de Taiwan, Evergreen, numérote un mondial pour les porte-conteneurs, va plus loin encore et passe commande au Japon de vingt-deux navires géants. Quant aux sociétés danoises, notamment Lauritzen et A. P. Møller, elles utilisent scientifiquement tous les avantages que leur offre la législation nationale pour mettre les bouchées doubles, qu'il s'agisse de petits ou grands navires, de porte-conteneurs ou de cargos réfrigérés. Aujourd'hui, alors que la France

exploite 230 navires sous son pavillon, l'Espagne en a 481, la Grande-Bretagne 647 et l'Italie 811.

M^{me} Agnès de Fleurieu et M. Claude Abraham, respectivement délégué général et président du comité central des armateurs de France, pourront toutefois présenter, le 28 février à leur assemblée générale, un rapport relativement optimiste. « La croissance économique du monde occidental paraît saine et vigoureuse mais reste à la merci d'une reprise de l'inflation et de perturbations sur le marché des changes. Nul n'ose, en fait, avancer des pronostics définitifs au-delà de juillet 1989 », estime M^{me} de Fleurieu.

En fait, les armateurs français, dans leur majorité, restent dans l'expectative tant que M. Jean-Yves Le Drian, maire socialiste de Lorient, n'aura pas remis son rapport au ministre de la mer pour élaborer ensuite un plan de cinq ans. Pour l'heure, et jusqu'à la mi-avril, ils sont comme les anciens Grecs qui attendaient l'oracle de la pythie avant d'agir. La différence, aujourd'hui, est que les armateurs du Pirée possèdent, sous leur seul pavillon, une flotte six fois plus importante que la nôtre.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Pour ne prendre que l'exemple de la France, la marine marchande employait 22 470 officiers et marins en 1978 et en emploie 10 611 maintenant.

(2) Il y a quelques jours, à Salina, Nazario, à l'initiative de la CGT, un navire a été bloqué pendant plusieurs jours à cause d'importants retards dans le paiement des salaires des marins. Propriété d'une société libanaise, baptisé pavillon Vanuatu, le navire était affrété par une compagnie bulgare et l'équipage d'origine était d'origine guinéenne.

Les Japonais à la poursuite de BMW et de Jaguar

Honda, Toyota et Nissan lancent des voitures de sport

Honda a présenté à Tokyo, il y a quelques jours, le prototype d'une voiture de sport de haut de gamme, la NS-X. Vitesse : 250 km/h. Elle sera vendue en 1990 principalement aux États-Unis pour un prix de 50 000 à 60 000 dollars (310 000 F à 380 000 F). Honda rejoint ainsi Nissan et Toyota qui avaient annoncé, en novembre dernier, leur intention d'attaquer le marché des voitures de haute performance jusqu'à la chasse gardée des européens Mercedes, BMW, Jaguar, Porsche surtout, mais aussi Saab et Volvo.

Cette offensive, qui prend la forme d'un tir groupé comme les Japonais en ont l'habitude, a une double particularité. D'abord elle intervient aux États-Unis, premier marché mondial, à un moment où les constructeurs européens, très gênés par les évolutions monétaires, ont souffert. La baisse du dollar a tiré le prix des « belles européennes » au-delà de 30 000 dollars et plus proche de 70 000, et il s'est créé un vide entre ce niveau et celui de 20 000 à 30 000 dollars, des voitures de luxe américaines Cadillac ou Lincoln. En outre, les golden boys se faisant plus rares, les ventes de BMW ont chuté en 1988 de 16,5 %, celles de Porsche d'un tiers et Jaguar a pu s'en tirer à — 9,6 % mais en cassant ses marges et en divisant ses profits par deux.

Ajoutons enfin que, sur le marché japonais, les taxes jusqu'ici progressives sur les automobiles (+ 23 % au-delà de deux litres de cylindrée), tomberont à 6 % en avril prochain, libérant le marché intérieur de ce type de voitures (150 000 ventes attendues). La période de l'attaque est donc particulièrement choisie.

La méthode, seconde particularité, l'est aussi. Le lancement s'effectue sous un nouveau nom de marque, avec un réseau neuf : Acura, pour Honda ; Lexus, pour Toyota ; Infiniti, pour Nissan. Les images de marques japonaises, considérées comme économiques, ne convenaient pas au créneau du luxe. Mais le marketing ne s'arrête pas là. Entre les Japonais, une sorte de partage des rôles s'est

effectué : l'Infiniti Q45 (Nissan) vise BMW, tandis que la Lexus LS 400 (Toyota) est, selon la presse américaine, un véritable « clone » des Mercedes 300.

La poussée de l'innovation

Honda, participant aux courses de formule 1, avait prévenu : l'arrivée des constructeurs japonais sur le haut de gamme n'était pas inattendue. Le développement coréen les chasse des créneaux les plus bas, et ils vont monter en gamme à la recherche de meilleures marges. Mais, pour les Européens, qui ont déjà acquis une réputation de qualité, entendent gagner sur ce créneau celle de l'excellence. Les caractéristiques déjà très « pointues » des voitures présentées montrent que la bataille se jouera sur la technique : « La technologie est clairement l'une des armes principales qu'utiliseront les Japonais dans la conquête du haut de gamme », rapporte la revue Japanese Motor Business (septembre 1988). Et de détailler la poussée de l'électronique dans le freinage antibloquant, les quatre roues motrices, les quatre roues directrices, la direction assistée par ordinateur, la suspension active (qui épouse en temps réel les bosses et durcit avec la vitesse), etc. Autant de transformations qui feront une vive concurrence aux sportives européennes.

La hausse du yen a contraint les Japonais à changer de stratégie dans ce secteur. Ils arrêtent la course au prix de revient pour lancer celle de la technique. Le luxe n'est qu'un terrain d'expérimentation de voitures plus chères, mais de meilleure qualité. Les profits ne viendront plus d'un volume de ventes toujours accru, mais de marges plus larges. Du coup, ce ne sont alors peut-être pas seulement BMW et Mercedes qui seront touchés, mais également tous les constructeurs dits généralistes, comme Peugeot et Renault : les Japonais sont en train d'accélérer le rythme de l'innovation automobile.

E. L. B.

Lazard Frères est toujours le numéro un des banques-conseils

Le « boom » des fusions-acquisitions en France (avec un montant global de 311 milliards de francs en 1988 contre 166 en 1987) a suscité, depuis quelques années, de nombreuses vocations de banquiers d'affaires. Car les rapprochements d'entreprises, qui ne prennent pas tous — loin s'en faut — la forme spectaculaire et agressive des offres publiques d'achat (OPA), ont l'avantage de leur offrir une activité à la fois lucrative et prestigieuse. Selon le classement établi par le cabinet indépendant PF Publica-

la rue d'Antin, à Paris, fut l'OPA du groupe Schneider sur Télémécanique (7,1 milliards de francs).

Si le classement de PF Publications confirme le succès d'une banque commerciale dans ce secteur, en l'occurrence le Crédit commercial de France (quatrième pour la valeur des transactions et cinquième pour le nombre), on constate aussi la réussite de deux « vieilles » banques commerciales, la Société générale et le Crédit lyonnais. La BNP est, en revanche, absente du classement en

Les dix premières banques en valeur de transactions

	1988	
	VALEUR (milliards de francs)	NOMBRE de transactions
1. Lazard frères	55,7	43
2. Financière Indosuez	25,9	37
3. Wasserstein Perella & Co	22	—
4. Crédit commercial de France	15	14
5. Banque Paribas	14,6	49
6. Société générale	14,6	10
7. Crédit lyonnais	13,3	14
8. Goldman Sachs	12,4	8
9. MM. Worms & Co	7,5	13
10. Banque de gestion privée-SIB	7,3	—

Source : « Deal 88 » / PF Publications.

tions, malgré une concurrence montante, Lazard Frères reste le numéro un des banques-conseils, loin devant ses suivants. Avec 55,7 milliards de francs, (dont 10,5 milliards pour le seul dossier LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) — pour quarante-trois opérations), le volume des transactions « conseillées » par Lazard est le double de celui de sa première concurrente, la Financière Indosuez (25,9 milliards, dont 13 pour l'acquisition de la Société générale de Belgique et trente-sept transactions) et près de quatre fois supérieur à celui de Paribas, qui est pourtant la première banque-conseil par le nombre des opérations (quarante-neuf pour un montant global de 14,6 milliards).

Il est vrai que la seule grosse transaction menée par la Compagnie de

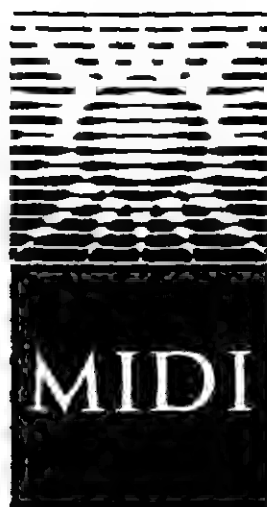
valeur, car sa filiale ad hoc, la Bancor, malgré les quarante opérations qu'elle a menées, n'a traité qu'un volume de 6,1 milliards de francs.

Enfin, ce classement permet de constater les performances de maisons qui, malgré leur petite taille, se révèlent dynamiques sur le marché français des fusions-acquisitions. On y découvre ainsi MM. Worms et Cie, la Banque de gestion privée, — SIB, Rothschild et Cie et, enfin, venue d'outre-Atlantique — où elle se classe déjà sixième, un après sa création, la Société Wasserstein-Perella et Co. Grâce au rachat d'American National Can par Pechiney, elle est, en France, le numéro trois des banques-conseils en valeur.

C. B.

● Nouveaux sauvetages de caisses d'épargne américaines. — Dernier rebondissement de la crise qui affecte les caisses d'épargne américaines, la Federal Deposit Insurance Corp (FDIC), organisme fédéral de tutelle, a pris le contrôle de 25 nouvelles institutions en difficulté dans 14 États différents. Les avoirs de ces caisses d'épargne représentent au total 12,72 milliards de dollars. Avant de se porter au secours

de ces institutions, parmi lesquelles figurent la Southwest Savings and Loans Association of Phoenix (2,4 milliards de dollars de capital) et l'American Savings and Loans Association of Salt Lake City (2,2 milliards), la FDIC s'est assurée auprès de la Réserve fédérale que l'institut d'émission assurerait des liquidités aux caisses actuellement confrontées à des retraits massifs d'épargnants inquiets.



LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE DU MIDI

Par leur vote à l'assemblée du 22 juin dernier, les actionnaires de la Compagnie du Midi lui ont donné une dimension nouvelle, rendant ainsi possible la poursuite du projet : en faire une grande institution financière européenne et privée.

C'est ce projet qui a justifié les accords intervenus dans l'assurance avec le groupe Axa après qu'eut été réussie, en novembre 1987, la prise de contrôle d'Equity & Law.

C'est ce projet qui a justifié la création de Deltabanque, l'acquisition de Meeschaert-Rousselle, première société de bourse française, comme la position prise dans la Compagnie Financière de Suez et plus récemment dans la Société Générale.

C'est ce projet qui a justifié, dans le courant du second semestre 1988, le renforcement des participations stratégiques dans le capital de Delmas-Vieljeux, de la société-mère du groupe Schneider, ou d'Épéda-Bertrand Faure.

C'est ce projet qui a justifié, à l'heure où tant de sociétés européennes s'implantent à Paris, l'élargissement continu de l'exceptionnel patrimoine immobilier que gère, directement ou par ses filiales, la Compagnie du Midi.

Il restait à trouver, avec les Generali, les modalités d'un accord souhaité de part et d'autre pour leur reconnaître la place correspondant à leur investissement.


En recommandant la nomination de deux administrateurs présentés par les Generali, le conseil d'administration de la Compagnie du Midi a eu le souci de régler un conflit qui n'avait plus de raison de se prolonger, dès lors qu'était respectée sa volonté affirmée de maintenir en France le centre de décision de la Compagnie.

Ainsi le capital, comme le conseil d'administration, de la Compagnie du Midi acquièrent une configuration véritablement européenne.

La Compagnie du Midi inscrit son projet dans le long terme. Ni conglomérat, ni banque d'affaires, elle doit être, avec ses traditions, un gestionnaire à l'échelle de l'Europe, produisant et distribuant assurances et services financiers, si complémentaires entre eux sur le marché moderne de l'épargne.

Gérant à travers ses filiales plus de 120 milliards d'actifs, la Compagnie du Midi est l'un des intervenants majeurs au service de l'économie française. Premier groupe financier privé, c'est aussi l'une des toutes premières capitalisations du marché de Paris.

135 ans de dividendes ininterrompus et régulièrement croissants affirment la continuité d'une tradition au service des actionnaires. La force de la Compagnie du Midi est d'être à la fois cohérente et diversifiée. Son avenir s'identifie désormais à son projet de développement européen.


Bernard Pagezy

Conseil d'administration : Bernard Pagezy, Pierre Célér, Claude Bébér, Jacques Calvet, Alphonse Denis, François Donnay, Raymond-Maurice Doumenc, Jacques Ferry, Patrice Garnier, Henri Rottinger, François de La Villeguerin, Olivier Lecerc, Tristan Vieljeux, Sir Douglas Wass.

COMPAGNIE DU MIDI

N° Vert : 05.10.05.60.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل



Crédit d'équipement des PME

FICHE D'INFORMATION

Emprunt du CEPME garanti par l'Etat, février 1989

Le directeur du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 6 février 1989 de procéder à l'émission d'obligations d'un montant nominal compris entre 1 et 1,5 milliard de francs représenté par 200 000 à 300 000 obligations de 5 000 F nominal.

Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'Economie, des Finances et du Budget.

Charges relatives à l'opération

Le produit de l'émission s'élèvera à 972 600 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 957 719 000 F après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 14 581 000 F (TVA incluse) ainsi que des frais légaux et administratifs pour environ 300 000 F.

EMPRUNT 8,50 % 1989/1997

MONTANT MINIMUM : 1 milliard de francs

PRIX D'ÉMISSION : 97,26 %, soit 4 863 F par obligation.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 6 mars 1989.

DATE DE JOUISSANCE : 6 mars 1989.

INTÉRÊT : les obligations rapporteront un intérêt annuel de 8,50 %, soit 425 F par titre, payable en une seule fois le 1^{er} juillet de chaque année.

Le premier terme d'intérêt payable le 1^{er} juillet 1989 et calculé prorata temporis sera de 136,25 F.

ASSIMILATION : Ces obligations seront assimilées aux obligations 8,50 % 1989/1997 code Sico-ram 11 252 après détachement du premier terme d'intérêt au 1^{er} juillet 1989.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 9 %.

DURÉE : 8 ans et 117 jours à compter du 6 mars 1989.

AMORTISSEMENT NORMAL : les obligations seront amortissables en totalité le 1^{er} juillet 1997.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.

En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces obligations en procédant à toute époque et sans limitation de prix, à des rachats en bourse, notamment dans le cadre du fonds de régularisation comme indiqué ci-dessous.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou de rachat d'obligations, sans limitation de prix.

COTATION : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris) ; ces obligations seront cotées sur une ligne différente des obligations code 11 252 jusqu'au détachement du premier terme d'intérêt.

Le nombre d'obligations 8,50 % à échéance du 1^{er} juillet 1997, en circulation au 14 février 1989 est de 3 206 et se répartit comme suit :

2 818 titres en code 11 252 cotés 97,60 % au 15 février 1989

388 titres en code 14 100 cotés 99,60 % au 15 février 1989

A compter du 1^{er} juillet 1989, l'ensemble de ces obligations sera regroupé en un gisement unique.

PRISE FERME DE L'EMPRUNT : la présente émission fait l'objet d'une prise ferme par le Crédit Lyonnais, la Caisse Centrale des Banques Populaires et la Banque Morgan.

FONDS DE RÉGULARISATION : le Crédit d'équipement des PME s'engage, si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché, à racheter des obligations en Bourse dans la limite de 10 % des titres restant en circulation au début de chaque période annuelle d'intérêts. Dans le cas où les rachats n'auraient pas atteint la limite de 10 % susvisée pour une année considérée, il pourra procéder à l'acquisition du solde les années suivantes.

Les obligations ainsi rachetées ne pourraient être revendues et seraient annulées.

ASSIMILATION : Au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouvelles obligations entièrement assimilables aux présentes obligations, notamment quant au montant nominal, aux intérêts, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement et aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra unifier, pour l'ensemble de ces obligations, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

FORME DES TITRES : les obligations pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des obligataires. En application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
- chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOVAM assurera la compensation des titres entre les titulaires de compte.

Les titres seront inscrits en compte et négociables le 8 mars 1989.

RÉGIME FISCAL : le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les intérêts des obligations émises à compter du 1^{er} janvier 1987 perçus par des personnes physiques sont :

- soit, sur option, soumis au prélèvement forfaitaire de 26 % libératoire de l'impôt sur le revenu ; le prélèvement social exceptionnel de 1 % a vu son effet prorogé du 1^{er} août 1988 au 31 décembre 1989, par la loi n° 88-810 du 12 juillet 1988.
- soit pris en compte pour la détermination du revenu taxable à l'impôt sur le revenu.

Pour les revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 1988, l'abattement global sur les dividendes d'actions et les produits d'obligations est porté à 8 000 F pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, et 16 000 pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

GARANTIE DE L'ÉTAT : le service de l'emprunt en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti, par l'Etat.

L'émission sera ouverte le 20 février 1989 et pourra être close sans préavis.

BUT DE L'ÉMISSION : le présent emprunt contribuera au financement des prêts directs à moyen et long terme du Crédit d'équipement des PME.

La notice, prévue par la loi, est publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 20 février 1989.

A notre connaissance, aucun élément nouveau intervenu depuis le 25 mai 1988, date du visa n° 89-167 approuvé par la Commission des Opérations de Bourse sur la note d'information publiée à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 30 mai 1988, n'est susceptible d'affecter d'une manière significative la situation financière de la Société.

Le Président du Directoire
Michel PRADA

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67.833 du 28 septembre 1967, la Commission des Opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 89-62 en date du 16 février 1989.

Le rapport annuel de l'exercice 1987 est disponible sur simple demande au Crédit d'équipement des PME. Service de la Communication, 14, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS. Tél. (1) 42-98-80-85.



SICOMI

Le conseil d'administration s'est réuni le 2 février 1989 pour prendre connaissance de l'activité de la société en 1988.

I. - Les engagements nouveaux se sont élevés à 475 millions de francs en augmentation de 36 % sur ceux de l'exercice 1987 :

- Crédit-bail 374 000 000 F

- Opérations locatives 102 000 000 F

II. - Le chiffre d'affaires (loyers et préloyers) s'est élevé à 461 millions de francs hors taxes (+ 11,96 %).

III. - Le résultat devrait permettre la distribution d'un dividende en augmentation sur celui de l'exercice 1987.

IV. - Le résultat de l'exercice 1989 se présente favorablement et ne devrait pas être affecté par la hausse des taux d'intérêt.

V. - Le nombre de titres échangés le 7 février 1989 s'est élevé à 1 112 au lieu de 94 762 indiqué par erreur dans les statistiques publiées ; la moyenne journalière du mois de janvier 1989 a été de 1 280 titres échangés.

Décembre 1988 - Janvier 1989

Le groupe RALSTON PURINA (Etats Unis)

a acquis 100 % du capital du holding

COFINEA (groupe Wonder-Mazda)

&

COFINEA a porté sa participation de 51 % à 99 % dans WONDER



La Société de Banque Occidentale
a conseillé le groupe Ralston Purina
dans cette opération.

Faites confiance
à des professionnels,
gérer un patrimoine ne s'improvise pas

NOM DE LA SOCIÉTÉ	ACTIFS en millions de francs	PATRIMOINE en millions de francs	RENTABILITÉ en %	TAUX D'INTÉRÊT en %
LAFITTE-EXPANSION	402,95	264,19	21,77 %	8,15 %
LAFITTE-FRANCE	534,28	317,22	29,10 %	15,22 %
LAFITTE-IMMOBILIÈRE	71,51	237,44	14,82 %	12,97 %
LAFITTE-IMMOBILIÈRE	548,80	384,41	31,20 %	17,41 %
LAFITTE-JAPON	1 405,48	349,48	17,91 %	12,97 %
LAFITTE-TOKYO	135,30	224,80	6,08 %	12,97 %
LAFITTE-AMÉRIQUE	115,72	244,53	16,37 %	12,97 %
LAFITTE-AMÉRIQUE	154,11	201,79	7,88 %	8,18 %
LAFITTE-RENDHEIM	33,77	85 174,28	8,11 %	12,15 %
VALOBUG	354,28	140,91	12,49 %	12,15 %
LAFITTE-OBLIGATIONS	192,83	21 094,48	9,85 %	9,44 %
LAFITTE-PRIENRE	57,05	59 115,81	7,51 %	8,77 %
LAFITTE COURT TERME	1 270,73	31 470,52	7,21 %	8,77 %
LAFITTE-PLACEMENTS	3 478,73	278 990,24	7,75 %	12,97 %

Les Pica de
L'Européenne de Banque
21, rue Laffitte - 75009 Paris - (1) 42.67.82.67

SOCIÉTÉ MUTUALISTE DE L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS ET SALARIÉS DE FRANCE

51, rue Waldeck-Rousseau
16006 ANGOULÊME CEDEX
Tél. : 45.95.29.03

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Les adhérents sont convoqués en assemblée générale extraordinaire pour le JEUDI 2 MARS 1989 à 14 heures au CUFOP, zone industrielle n° 3, 16340 L'ISLE D'ESPAGNAC à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Mise en harmonie des statuts avec les nouvelles dispositions imposées par le code de la mutualité.

Au cas vraisemblable où cette assemblée ne pourrait délibérer valablement à cette date faute de quorum, elle serait convoquée à nouveau pour le VENDREDI 10 MARS 1989 à 14 heures avec le même ordre du jour et au même lieu. Afin d'éviter à nos adhérents tout déplacement inutile, un avis de report serait inséré dans la presse en temps opportun.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments distingués.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Réuni le 31 janvier sous la présidence de Jean Sollier, le conseil d'administration de la Société européenne de propulsion a décidé de convoquer les actionnaires en assemblée générale extraordinaire le mercredi 22 mars 1989 à 17 heures, au siège social, 24, rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes.

L'ordre du jour portera essentiellement sur l'autorisation à donner au conseil d'administration de procéder à une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles à souscrire en espèces, à hauteur d'un montant maximum de 200 millions de francs, prime d'émission comprise.



Le conseil d'administration du 15 février 1989 a élu président-directeur général M. Jacques Vandier, président de la MACIF, actionnaire majoritaire de la banque SAGA.

Sur proposition du président, M. Yves Bouquero et M. Marc Petit ont été nommés directeurs généraux par le conseil d'administration.

Résultat Net

semestre I

Prévision de

Consolidé 19

soit = 1987

Fonds Prof

21 janv

Capitalisa

25 161 395

ENCYCLOPÉDIE

DELMAS

POUR LA VIE

DES AFFAIRES

IMPRESSION LASER

EN LIBRE SERVICE

Tirez vos documents Macintosh, PC ou

portable sur notre imprimante à laser.

Location Mac et formaton à l'heure.

LASERMARK

48 bd Richard Lenoir - 75011 Paris

Tél : 48 06 84 01

Lun - Ven 9.00 - 18.30 Sam 14.00 - 18.00

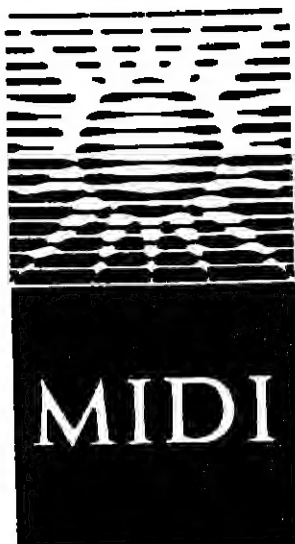
Le Monde

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330



LES CHIFFRES-CLÉS DE LA COMPAGNIE DU MIDI

PART DU GROUPE (en milliards de Francs)

Résultat Net Consolidé 1987 Reconstitué du nouvel ensemble	1,9
Résultat Net Consolidé 1 ^{er} semestre 1988	2,1
Prévision de Résultat Net Consolidé 1988 <i>soit = 1987 reconstitué + 28 %</i>	2,5
Fonds Propres Consolidés au 1 ^{er} janvier 1988	14,1
Capitalisation (25 161 395 actions à 1 685 F)	42,3

La Compagnie du Midi réunit quatre pôles d'activité :

Axa-Midi Assurances
holding regroupant les compagnies d'assurances d'AGP, d'AXA et d'Equity and Law.

Midi Finance
rassemblant :

- des banques et des établissements de crédit autour de la Compagnie Financière de Paris,
- la première société de bourse française, Meeschaert-Rousselle,
- des fonds d'investissements et des holdings intermédiaires.

Midi Industrie
regroupant en un véritable pôle de développement les participations industrielles de la Compagnie du Midi. Parmi les participations stratégiques du Midi : Ciments Français, Clause, BGI, Schneider, Epéda-Bertrand Faure, Delmas-Vieljeux...

Midi Immobilier
gérant l'un des plus beaux patrimoines immobiliers français, essentiellement situés à Paris et en région parisienne.

COMPAGNIE DU MIDI

N° Vert : 05.10.05.60.

مكتبة من الأصل

Affaires

Une étude d'Eurostat-Dafsa

La pharmacie française en question

A l'aube des années 90, des pans entiers de la pharmacie française seront-ils à vendre ? C'est la question à laquelle M. Jean-René Edighoffer s'efforce de répondre au fil d'une étude spécialisée sur l'industrie pharmaceutique française, dans le cadre de la collection « Analyses de secteurs » d'Eurostat-Dafsa, sous le titre de « Les laboratoires pharmaceutiques » (1).

Plus qu'une question, c'est un véritable inventaire que l'auteur fait sur l'état de la pharmacie française, sans optimisme. Nul n'a grâce à ses yeux : les grands sont trop petits, et les petits sont trop vulnérables.

« Aujourd'hui pénétrée à 50 % par les capitaux étrangers, cette industrie, écrit-il, ne parvient pas à ménager la riposte. Nos groupes se caractérisent par des dimensions bien modestes. Rhône-Poulenc est, au mieux, quinquantième mondial, alors que notre marché est vaste (quatrième mondial) et prometteur (population vieillissante). »

Et d'ajouter : « Les laboratoires français indépendants se sont laissés distancer de l'abri de résultats financiers confortables. M. J.-R. Edighoffer le reconnaît : « Financièrement, les petits indépendants réussissent fort bien, mieux même que les filiales des dinosaures américains. » Mais il y a un hic : « Les portefeuilles de produits sont pourtant fréquemment pauvres ou vieillots. »

« Sur les grandes classes thérapeutiques porteuses d'avenir, la

France ne brille guère. » La preuve : le premier médicament français arrive au vingtième rang mondial. Et encore s'agit-il du Claforan (une ciclosporine) de Roussel-Uclaf, filiale de l'allemand Hoechst.

En d'autres termes, beaucoup profitent de rentes de situation. Ils se trouveront ainsi rapidement démunis et, avec l'apparition des inévitables problèmes de succession, à la merci du premier raider étranger venu.

Le remède ? L'auteur plaide pour une coopération plus étroite et de possibles regroupements, s'étonnant au passage des réticences de la Sanofi à cet égard. Nous y voilà. Le discours politique est à peine voilé. Singulièrement, M. Edighoffer évite de s'attaquer à l'épineux problème des prix et paraît oublier que, dans la recherche pharmaceutique, un plus un font rarement deux. Reste que, même si le trait est un peu grossier, sur le fond l'étude met quand même bien en relief les difficultés de la profession. Le risque existe bel et bien que nombre de laboratoires se trouvent à vendre avant l'an 2000. Mais faut-il redouter, comme le craint l'auteur, que dans vingt ans « la pharmacie mondiale se conjugue en japonais » ?

A. D.

(1) « Les laboratoires pharmaceutiques ». Étude de 378 pages. Collection « Analyses de secteurs », Eurostat-Dafsa, 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Prix : 7500 F HT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



NOTRE MÈTRE : VOS FINANCES

Le directeur a rendu compte au conseil de surveillance de SOVAC, le 16 février 1989, de l'activité de la société et lui a soumis les comptes et les résultats de l'exercice 1988.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Dans un climat de très vive concurrence tant auprès des particuliers que sur le marché de l'entreprise, le groupe a fait progresser de 10 % par rapport à 1987 l'ensemble de ses nouveaux financements, qui ont atteint 23,7 milliards de francs en 1988. Cette progression a été obtenue grâce à une nette reprise de l'activité au cours du second semestre ; en effet, si le taux de progression de l'ensemble des financements distribués par le groupe n'était que de 4 % au premier semestre 1988 par rapport à la même période de 1987, en revanche, il a atteint 16 % pour le second semestre.

Cette évolution favorable est liée à une amélioration de la production dans l'ensemble des secteurs d'intervention du groupe, et plus particulièrement :

- des financements aux entreprises (+ 26 % sur l'ensemble de l'année) ;
- des financements immobiliers (+ 7 % pour l'année, dont - 9 % au premier semestre mais + 26 % au second semestre) ;
- des financements automobiles de CREDITPAR (+ 10 % pour l'année, dont + 5 % au premier semestre et + 15 % au second semestre).

Les encours gérés s'élevaient, à fin 1988, à 47,7 milliards de francs, en progression de 11 % par rapport à fin 1987.

L'ACTIVITÉ COMMERCIALE DU GROUPE SOVAC

	FINANCEMENTS NOUVEAUX		ENCOURS GÉRÉS	
	1988	1987	31-12-1988	31-12-1987
SOVAC et filiales ou participations directes	10 272	+ 9	27 983	+ 9
- Particuliers	4 493	+ 4	7 676	+ 14
- Entreprises	1 911	+ 26	2 848	+ 27
- Immobilier	3 868	+ 7	17 459	+ 5
CREDITPAR et filiales	12 467	+ 10	18 580	+ 13
Filiales d'outre-mer	960	+ 32	1 154	+ 36
Total général	23 699	+ 10	47 717	+ 11

RÉSULTATS DE SOVAC

Le bénéfice net d'exploitation de SOVAC est de 255,9 millions de francs, contre 274,7 millions de francs en 1987 ; à ce bénéfice viennent s'ajouter des plus-values nettes à long terme de 1,2 million de francs pour former un résultat net sur l'année de 257,1 millions de francs.

Le directeur proposera à l'assemblée générale, qui se réunira le 26 avril 1989, la distribution d'un dividende net de 26 francs assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 13 francs, contre un dividende net de 25 francs assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 12,50 francs au titre de l'exercice 1987.

La distribution nette globale sera ainsi de 104 millions de francs. Le solde du bénéfice de l'exercice 1988 sera affecté aux réserves.

En outre, le directeur, avec l'accord du conseil de surveillance, a décidé de porter le capital de 400 millions à 420 millions de francs, par incorporation de réserves et attribution d'une action gratuite pour vingt actions anciennes.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS PROVISOIRES

Les résultats nets totaux consolidés provisoires s'élèvent :

- part des tiers incluse, à 465 millions de francs, en baisse de l'ordre de 1 % ;
- part des tiers exclue, à 405 millions de francs, sensiblement équivalente à ceux de 1987.

Les résultats nets d'exploitation consolidés provisoires s'élèvent :

- part des tiers incluse, à 464 millions de francs, en baisse de l'ordre de 3 % ;
- part des tiers exclue, à 405 millions de francs, en baisse de l'ordre de 2 %.

FONDS PROPRES CONSOLIDÉS

Sous réserve de l'approbation des assemblées générales et après répartition proposée des résultats, les fonds propres consolidés seront à fin 1988 de l'ordre de 3 170 millions de francs, part des tiers exclue, et de 3 410 millions de francs part des tiers incluse ; ces chiffres sont à comparer, respectivement, aux 2 841 millions de francs et 3 065 millions de francs en 1987.

Les comptes consolidés définitifs de l'exercice 1988 seront arrêtés par le directeur qui se tiendra le 13 mars 1989.

Par ailleurs, le conseil de surveillance a nommé Gilles Errillard membre du directeur. Ce dernier comprend dorénavant André Wormser, président, Gérard Fabry et Yann L'Heveder, directeurs généraux, Antoine Bernheim et Gilles Errillard.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices gén. de base 100 : 31 décembre 1988

10 fév. 17 fév.

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

PARIS, 20 février

Hésitante

Lundi, dernier jour du terme de février, la Bourse a donné un coup de frein à la baisse. Sans plus. Après un début de matinée en légère hausse (+ 0,25 %), l'indice a instantanément, tout au long de la séance, oscillé autour du niveau atteint vendredi dernier. Vers 14 h 30, il affichait un gain minime de 0,01 %.

Selon cet indicateur, le mois boursier s'achève donc sur une partie de l'ordre de 1 %, mettant ainsi fin à une longue série de hausses mensuelles. En effet, depuis mars 1988, toutes les liquidations ont été positives. Selon l'indice CAC des 240 valeurs, dont les chiffres ne seront connus qu'en fin de journée, il n'est pas sûr que le bilan soit négatif pour le mois écoulé. En effet, cet indice était au niveau 440,3 vendredi contre 440,1 le dernier jour du terme de janvier.

Le marché était en tout cas très calme. Les vacances scolaires, qui, pour l'Académie de Paris, ont débuté à la fin de la semaine dernière, ont contribué à la baisse du marché. D'autre part, tous les marchés financiers américains seront fermés lundi en raison de la célébration de l'anniversaire de George Washington. Les investisseurs ont pu profiter, par conséquent, de beaucoup d'informations dans les prochaines heures. Ils ont donc préféré expédier les affaires courantes, sans prendre de risques.

Wall Street a certes été fermée vendredi en raison d'une faible réduction du déficit commercial américain en décembre, mais les taux à long terme ont, par exemple, à nouveau progressé lundi à Paris. Le MATIF était lui-même orienté à la baisse (- 0,25 %).

Les taux à court terme n'ont pas bougé. Les experts ne sont toutefois pas pessimistes pour l'avenir du marché. Certains s'attendent même à une reprise dans un proche avenir, en raison de l'abaissement de l'indice des prix à la consommation, ce qui a entraîné des baisses de taux, et de la baisse des taux à court terme, supérieure à celle des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

TOKYO, 20 février

Nouveau record

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32 292,55 yens. Le nombre des baisses était, toutefois, supérieur à celui des hausses dans la proportion de 515 contre 359.

En ce moment, le climat boursier est quelque peu émissif sur le Japon par le scandale Recruit. Lundi s'ouvre la réunion de la commission budgétaire du Parlement, qui aura pour thème la loi de finances 1989. Elle sera conduite à l'arrestation de neuf personnes, dont deux anciens responsables de la CSE. Les titres de ce groupe, qui avaient fortement baissé le jour précédent, ont encore cédé du terrain lundi.

Malgré des prises de bénéfices vers la fin de la journée, la Bourse de Tokyo a enregistré, dans la matinée, un nouveau record dans un marché actif.

L'indice Nikkei, qui gagnait dans la matinée près de 120 points, a, en définitive, progressé de 3,69 %, pour atteindre le niveau des 32

Marchés financiers

BOURSE DU 20 FEVRIER

Cours relevés
à 15 h 19

VALEURS					Règlement financier										VALEURS				
Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3890 C.A.E. 3% s	3740	3750	3710	- 0.80	1088 Chem. Minér. Scie. Ind. Roule	302.80	295	295.50	+ 0.17	1870 Danchet-Bat.	1775	1780	1748	- 1.81	1870 Danchet-Bat.	1775	1780	1748	- 1.81
1040 B.A.P. T.P.	1200	1200	1200	+ 0.94	1089 C.C.F. T.P.	1200	1200	1200	+ 0.94	1089 C.C.F. T.P.	1200	1200	1200	+ 0.94	1089 C.C.F. T.P.	1200	1200	1200	+ 0.94
1109 C.A.E. 3% s	1125	1125	1125	+ 0.33	1109 C.A.E. 3% s	1125	1125	1125	+ 0.33	1109 C.A.E. 3% s	1125	1125	1125	+ 0.33	1109 C.A.E. 3% s	1125	1125	1125	+ 0.33
1647 Renault T.P.	1700	1700	1700	+ 0.35	1647 Renault T.P.	1700	1700	1700	+ 0.35	1647 Renault T.P.	1700	1700	1700	+ 0.35	1647 Renault T.P.	1700	1700	1700	+ 0.35
1700 Renault T.P.	1800	1786	1786	- 0.83	1700 Renault T.P.	1800	1786	1786	- 0.83	1700 Renault T.P.	1800	1786	1786	- 0.83	1700 Renault T.P.	1800	1786	1786	- 0.83
2000 Air Liquide	1310	1310	1310	+ 0.33	2000 Air Liquide	1310	1310	1310	+ 0.33	2000 Air Liquide	1310	1310	1310	+ 0.33	2000 Air Liquide	1310	1310	1310	+ 0.33
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30
620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35	620 Alcatel	594	594	586	- 1.35
2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16	2000 Air Liquide	570	571	553	- 3.16
1310 Thomson T.P.	1232	1232	1232	+ 0.30	1310 Thomson T.P.	1232													

Comptant (sélection)

[illegible]**SICAV** (société)[illegible]

S	Course prerequisites
---	-------------------------

[illegible]

456	Sagu
452	Salm
1082	Salm

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLET	
	préc.	2/22	04 oct	4 oct
Chem-Lux (1 t)	6 282	6 272	6 040	6 450
ECU	1 400	1 094	...	...
Denmark (100 kr)	360	340	330	330
Finland (100 F)	16 248	16 245	15 950	16 650
Frays Bels (100 fl)	301 710	301 700	281	311
Germany (100 DM)	87 530	87 540	84 230	81 230
Grèce (100 dr)	53 735	53 693	52 750	52 750
Hongrie (100 H)	11 614	11 071	10 730	11 450
Italie (100 lire)	4 075	4 075	3 400	4 000
Irlande (100 Ir)	1 653	1 640	1 450	1 550
Autriche (100 S)	407	407	388 500	400 500
Belgique (100 B)	89 526	89 700	88 250	103 250
Portugal (100 scd)	48 420	48 410	48 950	50 000
Espagne (100 pes)	5 471	5 468	5 150	5 570
France (100 francs)	4 150	4 144	3 650	4 050
Grèce (100 dr)	5 283	5 277	4 970	5 400
Irlande (100 Ir)	4 971	4 962	4 620	4 640

Marché libre de l'o

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 20/21
Or fin (à la barre)	76900	77900
Or fin (en lingot)	76800	77500
Pièces françaises (20 fr)	455	459
Pièces françaises (10 fr)	376	379
Pièces suisses (20 fr)	469	472
Pièces italiennes (20 fr)	446	448
Souverains	570	578
Pièces de 20 dollars	2760	2740
Pièces de 10 dollars	1350	1340
Pièces de 5 dollars	835	830
Pièces de 50 pesetas	2315	2350
Pièces de 10 roubles	468	468
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

Hors-cote[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

هكذا من الأصل

30 • Mardi 21 février 1989 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les suites de l'affaire Salman Rushdie. 4 La proclamation de l'état d'urgence en Afghanistan. 5 États-Unis : un ancien dirigeant du Ku Klux Klan est élu au Parlement de Louisiane. 6 Les violences dans les territoires occupés.	7 La préparation des élections municipales. 8 Lyon : une mairie en viager. 9 Le doyen Vedel quitte le Conseil constitutionnel. DÉBATS 2 « Les deux défis de l'identité française », par Julia Kristeva.	10 La crise pénitentiaire. 11 Mobilisation des chasseurs contre les directives européennes. - L'armée de terre va manquer d'hélicoptères. 12 Sports : le Tournoi des cinq nations, les championnats d'Europe d'athlétisme en salle.	13 La péniche Opéra en révolution. - Lluís Llach à l'Olympia. 14 Communication : le marché de la télévision à Monte-Carlo.	23 Guerre des hormones : Américains et Européens décident un gel des hostilités. - Le Congo veut arriver à l'autosuffisance alimentaire. 24 Reprise dans la marine marchande mondiale. 28-29 Les marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 21 Campus 11 Carnet 16 Loto, Loto sportif 11 Mots croisés 16 Radio-télévision 16 Spectacles 15 (La grille se poursuit à la Météorologie nationale.)	● Calculez vos impôts... IMPOTS ● Si : choisissez votre séjour ● Les hauteurs de neige... CORUS 3615 Tapez LMI ● Consultez votre personnalité BOURSE ● Le mini-journal de la rédaction JOUR 3615 tapez LEMONDE

TCHÉCOSLOVAQUIE : à la veille du procès de Vaclav Havel

Les écrivains hongrois font officiellement part de leur « inquiétude »

L'union officielle des écrivains hongrois vient d'adresser à l'ambassadeur de Tchécoslovaquie à Budapest une lettre exprimant son « inquiétude » à la veille du procès de Vaclav Havel, qui comparait mardi 21 février devant un tribunal de Prague pour « incitation et obstruction à l'ordre public ».

Huit autres opposants sont jugés le même jour.

Auteur dramatique à l'esprit indépendant qui a toujours su décrire et moquer les travers d'un pouvoir autoritaire, animateur de la Charte 77, le principal mouvement de défense des droits de l'homme en Tchécoslovaquie, Vaclav Havel, cinquante-deux ans, a déjà passé près de quatre ans en prison

pour ses idées. Sa nouvelle arrestation, le 16 janvier, a suscité des réactions d'indignation dans le monde entier et en Tchécoslovaquie où, pour la première fois, elles n'émanent pas du « monde des exclus » : plus de mille deux cents artistes et créateurs, dont une bonne partie exercent leur art officiellement, ont protesté publiquement.

Dans une lettre ouverte à M. François Mitterrand, Petr Uhl, autre animateur de la Charte 77 (reçu avec Havel par le président de la République à l'ambassade de France à Prague, le 9 décembre), lui demande d'intervenir « publiquement et énergiquement afin d'empêcher la condamnation honteuse de

Vaclav Havel et d'autres défenseurs des droits de l'homme », accusés d'avoir participé « à quelques instants de liberté » : les manifestations qui ont eu lieu du 15 au 21 janvier, pour le vingtième anniversaire de l'immolation par le feu de Jan Palach.

Nous publions ci-dessous des extraits d'un texte de Zdenek Jicinsky, juriste d'esprit très modéré, ancien vice-président du Conseil national tchèque, ce Parlement créé lors de la fédéralisation de l'Etat tchécoslovaque en 1968. Pour lui, il ne sera pas possible d'avancer tant que Prague et Moscou n'auront pas condamné l'invasion soviétique de 1968.

Moscou et l'axe Berlin-Prague-Bucarest

Les autorités tchécoslovaques affirment que les manifestations (de janvier dernier) étaient inspirées par diverses centrales étrangères hostiles. Une telle attitude n'est pas nouvelle et n'étonne personne. Ce qui inquiète, en revanche, c'est que la presse soviétique, y compris les *Izvestia* et la *Pravda*, accreditent cette thèse. Ainsi, pour la *Pravda*, l'objectif de ces rassemblements « était d'empêcher le début du processus de démocratisation et la reconstruction ».

Les procédés du pouvoir tchécoslovaque, malgré ses assurances verbales sur les réformes et la démocratisation, sont également dirigés contre la perestroïka soviétique, interne et extérieure. M. Gorbatchev aime à utiliser la formule de la « maison commune européenne ». Mais, le 21 août 1968, l'URSS a posé des explosifs dans les fondations de cette maison et ne les a pas encore désamorçés.

Le déminage de ce terrain est une tâche que l'URSS se doit d'accomplir. Sans cela, les assurances de M. Gorbatchev sur la liberté de choix données devant l'ONU, le 8 décembre dernier, ne pourront être crédibles.

Le fait, pour l'URSS, de rester sur ses vieilles positions se retourne progressivement de plus en plus contre les tendances essentielles de sa nouvelle politique. L'axe Berlin-Prague-Bucarest qui relie de fait ces

tristes îles du néostalinisme, complique la politique étrangère de l'URSS. A cet égard, la façon dont les mass media soviétiques abordent les problèmes tchécoslovaques reflète la difficulté, la complexité et la contradiction interne du processus de restauration soviétique. Le 21 août 1968 doit être condamné et le printemps de Prague doit être réhabilité aussi par le parti soviétique.

ZDENEK JICINSKY.

Sur le vif

Vide-ordures

Ce matin, je reviens de vacances — très bonnes merci, huit jours de ski, dans la gadoue et sous la pluie, et qu'est-ce que je trouve dans mon courrier, envoyé par un locuteur rigolo ? Un avis placardé par le gardien de son immeuble, une HLM à Châlons-sur-Marne. Ce vide-ordures, c'est pas une poubelle. Interdiction d'y jeter des boîtes de conserves. Des solides, ou des liquides. Des paquets. Des chiffons. Des cartonnages. Les cartonnages faut pas les piler, faut les découper en menus morceaux. Les épilures, faut les emballer, mais pas dans des chiffons ou dans des paquets.

Je comprends pas. Qu'est-ce que ça a de tellement bizarre ? C'est pas propre, c'est vrai, toutes ces saletés. Ça tache, ça sent. C'est tellement répugnant que même les nettoyeurs du métro en ont marre. Ça va faire plus d'une semaine qu'ils n'y ont pas mis les pieds. Libre aux habitants de draper, de déboucher sur des canettes de bière décapulées et des seringues usagées en se cramponnant pour pas tomber à des distributeurs de tickets détraqués.

Faut vraiment être des maniaques de la propreté, comme les militants de SOS-Environnement, pour s'émouvoir. Et encore, pas

des masses ! Vous savez ce qu'ils ont fait hier ? Un peu de ménage. Ils se sont contentés de remplir deux, trois sacs poubelles à Strasbourg-Saint-Denis et d'aller les déposer devant le siège de la RATP. Oh là là ! Qu'est-ce qu'ils ont dû se sentir gênés, en descendant de leurs bagnoles de fonction, les énarques qui se penchent du haut de leurs somptueux bureaux sur les glorieux et souterrains pueurs d'un réseau tellement dégueu, tellement dangereux, qu'on vient de décider, excellent effet d'annonce, d'y renvoyer quelques dizaines de fils.

Ils nous refont le coup, tous les quatre, cinq ans, même qu'ils nous avaient mis à un moment, vous vous souvenez, sous la protection d'une adorable commission divisionnaire. Là, c'est reparti : rassurez-vous, débâchez-vous ! Si vous avez la chance d'être attaqué aux stations Gare-de-l'Est, Gare-du-Nord, Gare-de-Lyon, Montparnasse, Austerlitz, Saint-Lazare et Châtelet, il y aura un gendarme pour courir après le voleur. A condition de pas s'élever dans une flaque de sang ou de... pipi.

CLAUDE SARRAUTE.

L'enquête sur l'enlèvement de l'ancien premier ministre belge

M. Vanden Boeynants aurait été séquestré dans une villa du Touquet

Une villa du Touquet-Paris-Plage (Pas-de-Calais), perquisitionnée, samedi 18 février, par des policiers de l'OCRB (Office central de répression du banditisme), semble bien être celle où a été séquestré, durant un mois, l'ancien premier ministre belge, M. Paul Vanden Boeynants.

La perquisition a permis de retrouver des indices significatifs de la présence de l'ancien premier ministre pendant plusieurs semaines dans cette résidence, « la Brèche en forêt », située à l'angle de l'avenue du Golf et de l'avenue de Longchamp, non loin de l'aéroport du Touquet.

Les enquêteurs ont notamment découvert des médicaments, qui ont

pu servir à soigner le dirigeant démocrate chrétien, âgé de soixante-neuf ans, et qui souffre de troubles cardiaques, ainsi que des papiers d'identité lui appartenant. Une arme, des menottes fixées à un mur et des documents, tels que des coupures de journaux ayant trait à l'enlèvement de M. Vanden Boeynants, se trouvaient dans cette même villa, qui avait été louée pour une durée de six mois, de décembre 1988 à juin 1989, à un couple dont l'identité n'a pas été révélée.

Tous les indices recueillis sur place corroborent le récit que M. Vanden Boeynants avait fait à la presse de sa captivité, après sa libération le 13 février dernier au terme d'un mois de séquestration.

Dévaluation de 7,4 % du zloty polonais

La Pologne a dévalué le zloty de 7,45 % annoncé lundi 20 février, la presse officielle. Le dollar s'échange désormais à 555 zlotys contre 513,63 vendredi 17 février. La dernière dévaluation de la devise polonaise remonte au 1^{er} février 1988. Sa dépréciation par rapport au dollar avait alors été de 15,8 %. Mais depuis lors, de petits ajustements hebdomadaires avaient abouti à une dévaluation de facto de 26 % de la devise polonaise dont le taux officiel est encore près de trois fois moins élevé qu'au marché noir.

« Société des cadres du Monde »

Les associés de la Société civile à capital variable « Les cadres du Monde » sont convoqués au siège social de la Société, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08, dans la salle du restaurant d'entreprise, à 15 h 30.

le jeudi 2 mars 1989

pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

Ordre du jour :

- Rapport moral ;
- Rapport financier ;
- Enregistrement des nouveaux membres ;
- Imprimé de l'IVRY ;
- Information journal Falguère ;
- Renouvellement du C.A. ;
- Questions diverses.

Le numéro du « Monde » daté 19-20 février 1989 a été tiré à 495 760 exemplaires

Bongrain prend le contrôle d'un groupe laitier californien

Le groupe fromager français Bongrain a signé, samedi 18 février, un accord pour la prise de contrôle du groupe laitier californien Alta Dena. Le chiffre d'affaires d'Alta Dena, spécialisé dans l'ultra-frais (yaourts, laits...), approche de 150 millions de dollars (940 millions de francs environ). Après cette acquisition, les filiales de Bongrain aux Etats-Unis représentent un chiffre d'affaires de plus de 400 millions de dollars (environ 2,5 milliards de francs).

En 1988, Bongrain a réalisé un chiffre d'affaires de 6,8 milliards de francs, en progression de 12,5 % sur l'année précédente. Le bénéfice net, part du groupe, devrait être d'environ 250 millions de francs, en progression de 25 %. Pour 1989, Bongrain prévoit un chiffre d'affaires de près de 8 milliards de francs.

Deux industriels japonais arrêtés pour violation des règles du COCOM

La police japonaise a arrêté, lundi 20 février, deux responsables de la société Daikin suspectée d'avoir exporté illégalement vers l'URSS un produit chimique utilisé dans les systèmes de guidage des avions et des missiles. MM. Tugio Uesaka et Yoshimichi Udagawa auraient fabriqué de faux permis d'exportation pour vendre ce produit chimique entre février 1986 et mai 1987. Cette accusation est confirmée, il s'agit d'une violation des règles du COCOM (Comité de coordination pour le contrôle des exportations stratégiques vers les pays de l'Est).

Selon un sondage IPSOS

Deux tiers des Français pensent aller voter aux municipales

Le président de la République a réussi sa prestation télévisée, dimanche 12 février, lors de l'émission « 7 sur 7 » sur TF1, si l'on s'en réfère aux résultats du sondage réalisé par IPSOS et publié, le 19 février, dans le *Journal du dimanche*. 63 % des huit cent deux personnes interrogées les 15 et 16 février ont approuvé les propos du chef de l'Etat concernant la condition des enseignants, tandis que 60 % se sont déclarés de sa condamnation de l'argent facile. 58 % des sondés sont également d'accord avec M. François Mitterrand sur l'urgence de modifier la grille des salaires de la fonction publique, et 55 % partagent avec lui sa conception de son rôle présidentiel.

Par ailleurs, 61 % des personnes consultées dans cette étude « pensent » qu'ils se rendront aux urnes lors des prochaines élections municipales, alors que 56 % avaient exprimé cette intention dans le sondage publié le 26 janvier. A trois semaines du premier tour du scrutin, 32 % des interviewés (au lieu de 34 %) songent encore à s'abstenir.

Mort du professeur Raymond Vilain

Le professeur Raymond Vilain, chirurgien plasticien et fondateur de SOS-Mains, est décédé le 18 février 1989, à Neuilly, à l'âge de soixante-sept ans.

[Né le 22 juillet 1921, à Nérondes (Cher), Raymond Vilain est nommé, après des études à la faculté de médecine de Paris, chirurgien des hôpitaux de Paris en 1963, puis chef de service à l'hôpital Bonicaud (Paris) en 1969. En 1973, il fonde SOS-Mains, réseau d'unités de microchirurgie spécialisées dans la greffe d'urgence de la main et des doigts. Membre de l'Académie de chirurgie depuis 1975, le professeur Vilain est l'auteur de nombreux travaux sur la chirurgie réparatrice, et de deux ouvrages récents : *Le Pouvoir médical*, écrit en collaboration avec le professeur Jean Judet, et *Jeu de mains* (Editions Arthaud).]

Une élection cantonale partielle

HAUTES-ALPES : canton de Gap-Centre (2^e tour).
Inscr. 4 366, vot. 1980, abst. 54,64 %, suffr. expr. 1897.
MM. André Guibaud-Ribaud, RPR, adjoint au m. de Gap, 1 228 voix (64,73 %), ELU ; Jean-Louis Silvestre, PS, 669 (35,26 %).

[Le conseil général des Hautes-Alpes comptera au scrutin de dimanche 19 février avec la victoire de M. Guibaud-Ribaud, qui succède à Raymond Chappa (UDF-CDS), récemment décédé. Le candidat socialiste réussit cependant une bonne performance, passant de 35,26 % à 32,26 %, et le candidat de droite de 64,73 % à 67,74 %.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr. 4 366, vot. 1 792, abst. 58,95 %, suffr. expr. 1 740. MM. Guibaud-Ribaud, 853 voix (49,02 %) ; Silvestre, 393 (22,58 %) ; Fabbiani, div. d., 254 (14,59 %) ; Pizzella, PC, 165 (9,63 %) ; Mancinelli, éc., 71 (4,08 %) ; Servat, FN, 63 (3,62 %) ; Durif, se. ind., 1 (0,05 %). Au premier tour de 1985, Raymond Chappa avait été réélu avec 60,49 % des voix.]

EN BREF

● URSS : M. Gorbatchev en Ukraine. — Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a entrepris, lundi 20 février, une tournée en Ukraine. Celle-ci n'avait fait l'objet d'aucune annonce préalable. — (AFP, AP.)

● INDE : campagne autonome dans l'Etat d'Assam : vingt-huit morts. — Des violences liées à la campagne autonome de l'éthnie bodo, dans l'Etat d'Assam (nord-est de l'Inde), ont fait vingt-huit morts en neuf jours, a indiqué dimanche 19 février l'agence PTI. Par ailleurs, onze personnes, dont quatre victimes d'extrémistes sikhs, ont été tuées, samedi et dimanche, dans l'Etat du Pendjab, où la police a arrêté vingt-quatre séparatistes. — (AFP.)

● La grève à la météorologie nationale. — La grève à la météorologie nationale, qui a commencé le

dimanche 12 février, était reconduite « au moins » jusqu'au lundi 20 février. La suite dépendra des négociations au ministère des transports qui devaient reprendre lundi à 15 heures.

● Mort de la chanteuse Betty Mars. — La chanteuse de variétés Betty Mars est morte le 20 février à l'hôpital Foch de Suresne, où elle était entrée le 31 janvier après une tentative de suicide. Elle était âgée de quarante-quatre ans. D'abord danseuse au Moulin Rouge, Betty Mars a représenté la France au concours Eurovision 1972, puis a été l'interprète de Frédéric Botton. En 1975, elle doublea (pour les chansons) Brigitte Arlet dans un film de Guy Casaril, *Pier Pier* dont elle chantait le répertoire ainsi que celui de Brel pour un spectacle qui a tourné dans les maisons de la culture. Depuis plusieurs mois, elle préparait un album sur la Révolution. Mais elle paraissait désemparée, en proie aux problèmes de carrière et de famille.

● Echecs : Karpov battu par Short. — Dans la première ronde du Tournoi de Linarès (Espagne), l'ancien champion du monde Anatoly Karpov a abandonné au quatrième tour devant le troisième joueur mondial, le jeune Anglais Nigel Short. Ce tournoi (Moyenne ELO : 2627), commencé, dimanche 19 février, par le forfait de Kortchnof, furieux de la présence, comme arbitre principal, de Victor Batourensky, colonel à la retraite du KGB, qui fut chef de la délégation de Karpov lors du championnat du monde contre lui-même aux Philippines en 1978.

Question de Mode et de Prix :

CEUX QUI PLAISENT AUX FEMMES...

... et ceux qui ne leur plaisent pas, mais alors, pas du tout : à cause de leur banalité, de leurs prix excessifs, de leur côté ordinaire, vulgaire, ringard... Mais heureusement, il y a les autres, les beaux et bons tissus. Fidèles comme la laine, aimables comme le coton, fiers comme le lin, séduisants comme la soie, et même pratiques comme les polyester, doux comme le satin ou vibrant comme les taffetas. Tout pour plaire et quelles étiquettes de prix ! Vraiment "pour rien".

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Toute l'année 88 en 240 pages

Les principaux événements, une chronique détaillée, deux index thématiques.

Le Monde

EN VENTE EN LIBRAIRIE

A C D E F G H